

PRÉV ACTION

RAPPORT

POUR

**LA PHASE 2 DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE SUR
CORNWALL**

**Présenté au juge Normand Glaude, commissaire
par les membres de PrévAction
le vendredi 26 septembre 2008**

PrévAction
625 Montreal Road
Cornwall (Ontario)
K6H 1C3

Le 26 septembre 2008

M. le juge Normand Glaude, commissaire
Enquête publique sur Cornwall
709, rue Cotton Mill
Cornwall (Ontario) K6H 7K7

M. le juge Glaude,

Vous trouverez ci-joint le rapport final des travaux accomplis en 2007 et en 2008 par les membres de PrévAction et ses quatre sous-comités, soit éducation de la collectivité, prévention, renouveau de la collectivité et bienveillance

Nous apprécions sincèrement l'occasion que vous nous avez donnée de nous impliquer dans notre collectivité d'une façon si importante. Les nombreuses discussions officielles et officieuses engagées avec les survivants, les fournisseurs de services, les dirigeants d'entreprises du secteur privé et les responsables municipaux nous ont fourni une orientation qui mène à la guérison et à la réconciliation au sein de notre collectivité.

Notre travail n'est pas terminé. Il faut du temps pour mettre en œuvre des initiatives de développement communautaire et des partenariats. Le fait que vous envisagiez de prolonger nos activités de recherche de six mois est à propos. L'approbation de notre demande nous permettra de fournir les efforts nécessaires pour élaborer un plan quinquennal détaillé. Pour les cinq prochaines années, tous les membres de PrévAction sont déterminés à soutenir les programmes et les initiatives indiqués dans le plan quinquennal, qui sera présenté en mars 2009, pour amener notre collectivité à la guérison et à la réconciliation.

Veillez accepter notre immense gratitude pour la confiance que vous démontrez à l'égard de nos efforts. Nous avons hâte de connaître votre décision. Nous demeurons fidèles au désir de notre collectivité en matière de guérison et de réconciliation.

Veillez agréer, M. le juge Normand Glaude, mes sincères salutations.

Richard Allaire, président
PrévAction

RAPPORT DE PRÉVACTION POUR LA PHASE 2, ENQUÊTE PUBLIQUE SUR CORNWALL

RÉSUMÉ

On a confié au comité consultatif de la Phase 2 de l'Enquête publique sur Cornwall le mandat de promouvoir la guérison et la réconciliation au sein de la collectivité. Pendant une série de rencontres du comité consultatif de la Phase 2 de l'Enquête publique sur Cornwall en 2006, on a formé un groupe de citoyens. Ce groupe, qui est indépendant de la Phase 2 de l'Enquête publique sur Cornwall, a choisi le nom « PrévAction », et a commencé à passer de la parole aux actes en ce qui concerne les projets de la Phase 2. L'objectif ultime est d'élaborer un plan stratégique de développement communautaire de cinq ans conforme à la mission de PrévAction à titre d'organisme catalyseur chargé d'aborder le renouveau de la collectivité et les activités de réconciliation liées aux abus sexuels et à la prévention de ces crimes.

PrévAction est formé de personnes qui se sont regroupées afin de fournir un leadership en matière de développement communautaire nécessaire à Cornwall et dans des secteurs connexes à l'enquête. Le groupe se perçoit comme un pont et un élément catalyseur mettant en pratique le travail du comité consultatif réalisé dans le cadre des rencontres de la Phase 2. Le travail de PrévAction se poursuivra après l'enquête et, à cette fin, les membres se sont engagés à soutenir les activités de guérison et de réconciliation à Cornwall, à Stormont, à Dundas et à Glengarry pendant au moins cinq ans.

Les projets sélectionnés par PrévAction ont été choisis en fonction des quatre thèmes récurrents soulevés pendant les rencontres de la Phase 2 : prévention, bienveillance, renouveau de la collectivité et éducation de la collectivité. Au cours des rencontres communautaires qui ont suivi, on a examiné de façon approfondie ces quatre thèmes et on en a discuté longtemps. Ces discussions ont permis d'établir les principes de base de projets concrets se rapportant aux quatre thèmes récurrents. (**Annexe 1 : Fiche de renseignements**)

Ces projets visent principalement à élaborer un plan stratégique de développement communautaire de cinq ans conforme à la mission de PrévAction, à titre d'organisme catalyseur, d'aborder le renouveau de la collectivité et la réconciliation au sein de cette dernière relativement aux allégations d'abus sexuels survenus dans le passé. Chaque but a ses propres objectifs et est dirigé par un sous-comité formé de membres de la collectivité offrant bénévolement leur temps et de membres de PrévAction.

En 2007 et en 2008, les membres de PrévAction se sont réunis au moins une fois par mois, tout comme les membres des groupes de travail des sous-comités, Éducation de la collectivité, Prévention, Bienveillance et Renouveau de la collectivité. Depuis sa création, PrévAction compte dans son effectif des membres de la collectivité et des représentants des survivants. Les membres des sous-comités sont des représentants des

survivants, des fournisseurs de services et des responsables municipaux. Chaque sous-comité examine régulièrement son effectif respectif; de nouveaux membres sont ajoutés au besoin afin d'assurer un équilibre entre les experts et les représentants.

(Annexe 2 : Effectif)

Les commentaires des groupes de survivants aux fins des projets de PrévAction étaient particulièrement prévalents jusqu'en juillet et en août 2008 inclusivement. Reconnaissant son rôle d'organisme catalyseur, PrévAction a répondu favorablement aux survivants qui désiraient devenir autonomes et diriger eux-mêmes le développement de projets particuliers tels que le Refuge pour hommes et le Centre d'intervention immédiate. Les procès verbaux des réunions de PrévAction témoignent de la volonté de ses membres à soutenir les efforts des survivants comme l'ont suggéré le groupe des survivants et les personnes elles-mêmes. Dans le contrat proposé, de septembre 2008 à mars 2009, PrévAction a clairement indiqué son intention d'avoir une stratégie de soutien pour les dirigeants des initiatives à l'intention des survivants dans laquelle serait précisée la façon d'appuyer les projets-clés à l'intention des survivants et d'établir de bonnes relations de travail.

Les membres de PrévAction ont conclu que les consultations avec les groupes de survivants et les membres de la collectivité étaient d'une grande importance pour orienter leurs discussions et leurs débats sur la guérison et la réconciliation. Au printemps et pendant les mois d'été 2008, dans le cadre de l'initiative du Refuge pour hommes sous la direction des membres du sous-comité de bienveillance, PrévAction a tenu trois conférences pour les groupes de survivants menées par des professionnels dont l'expertise comprenait le développement communautaire. L'objectif de ces séances était de recueillir les suggestions des survivants en matière de guérison et de réconciliation au sein de la collectivité. Les membres de PrévAction et les membres de la collectivité assistant aux conférences ont ainsi mieux compris la souffrance liée aux abus sexuel et les conséquences de ces crimes. Les trois conférences ont permis d'engager des discussions sur la guérison et la réconciliation avec des survivants, des discussions qui ont pris une direction imprévue. Elles ont permis de mieux comprendre le besoin des survivants de parler de leur trauma et de leur survie après l'incident dans le cadre de forums publics. Les participants ont confié aux membres du groupe consultatif de la Phase 2 qu'il faudrait un programme plus global pour donner aux survivants l'occasion de partager leurs expériences avec d'autres personnes. Les membres du groupe consultatif de la Phase 2 étaient d'accord et ont conclu que, pour communiquer avec les groupes communautaires dans le cadre de forums publics, il serait profitable aux survivants de participer à des séances sur le leadership et les présentations. Les membres du groupe consultatif de la Phase 2 ont ensuite entrepris l'organisation de ces séances à l'intention du groupe des survivants.

Dans le cadre de l'initiative et sous la direction du comité sur l'Éducation de la collectivité, PrévAction a tenu une série de huit forums de consultation. Des responsables communautaires représentant 50 organisations communautaires (**Annexe 3 : Organismes et fournisseurs de services représentés dans le cadre de forums de consultation avec les dirigeants communautaires**) ont été invités à participer à un des huit forums de

consultation avec les responsables communautaires qui ont eu lieu aux dates suivantes : 21 avril 2008; 28 avril 2008; 5 mai 2008; 26 mai 2008; 3 juin 2008; 5 juin 2008; 9 juin 2008; 17 juin 2008.

En limitant le nombre de participants à douze pour chaque forum, PrévAction a engagé un important dialogue avec 50 responsables communautaires et fournisseurs de services. Les forums avaient un double objectif :

- 1) obtenir les commentaires des fournisseurs de services et des responsables communautaires en ce qui concerne les projets proposés devant être présentés au commissaire de l'Enquête publique sur Cornwall à la fin de septembre;
- 2) aider les membres de PrévAction à mieux comprendre le travail et les domaines de responsabilité des fournisseurs de services de la collectivité.

L'ordre du jour comprenait des présentations et une description du travail de PrévAction et de ses sous-comités. Les participants ont engagé une discussion et, faisant référence à leur travail et à leur domaine d'expertise, ont fourni des commentaires, des suggestions, des conseils, des propositions de partenariat, etc. Tous les commentaires et les suggestions ont été dûment notés et consignés. (**Annexe 4 : Forums de consultation avec les dirigeants communautaires**) Les renseignements recueillis dans le cadre des forums ont été bien utiles aux membres de PrévAction dans leurs efforts pour cerner les priorités en matière de programmes et de confirmer l'orientation du plan quinquennal.

Les 29 et 30 avril, ainsi que le 1^{er} mai 2008, les membres du sous-comité de bienveillance responsables du Refuge pour hommes et du Centre d'intervention immédiate ont visité quatre endroits en Ontario où sont offerts des programmes liés aux objectifs du comité de bienveillance de PrévAction. Parmi les membres du comité, il y a un survivant, le directeur des services de probation, un coordonnateur du soutien aux témoins et de counselling, ainsi que le coordonnateur de la recherche de PrévAction. Le travail sur le terrain visait à examiner l'organisation de la prestation de services d'intervention en situation de crise dans d'autres collectivités de l'Ontario et à présenter cette information aux membres du comité de bienveillance et de PrévAction aux fins de discussion. Les endroits visités étaient les suivants :

1. Kitchener, où le Domestic Violence Project est une collaboration entre des organismes qui fournissent des services unifiés aux victimes de violence familiale.
2. Kitchener, où les Community Justice Initiatives fournissent des services de résolution de conflit à des personnes et à des groupes et des services d'aide aux victimes afin de les appuyer dans la préparation de leur déclaration pour le tribunal et d'aider les gens à accéder à des services de soutien communautaires.
3. Waterloo, où le Child Witness Centre offre un soutien impartial aux enfants qui ont été victimes ou témoins de crimes.
4. Toronto, où The Gatehouse offre un milieu confortable et sécuritaire pour aider les enfants survivants ayant subi des mauvais traitements pendant le processus d'enquête. The Gatehouse offre également des programmes pour les adultes qui ont été victimes de mauvais traitements lorsqu'ils étaient enfants.

(Annexe 5 : Rapport des visites sur le terrain – Kitchener-Waterloo et Toronto)

Les rapports des sous-comités de l'éducation de la collectivité, de la prévention, de la bienveillance et du renouveau de la collectivité présentés après le résumé reflètent l'aboutissement de toutes les activités et discussions tenues dans le cadre des réunions de PrévAction et des sous-comités, ainsi que les renseignements obtenus grâce à l'important dialogue engagé dans le cadre des activités publiques avec les groupes de survivants et les représentants communautaires. Le cadre organisationnel de ces rapports est de nature linéaire, c'est-à-dire qu'on y présente un point de départ, les étapes suivies et le résultat final. Le cadre organisationnel ne reflète pas l'ensemble de l'expérience de PrévAction en matière de développement communautaire. Les activités commencent, sont interrompues et recommencent souvent, et des facteurs imprévus peuvent être favorables et compliquer les choses en même temps.

Afin de faciliter la production des rapports sur le travail des membres des comités, les rapports des sous-comités ont été rédigés sous les titres de section suivants :

- Motif
- Vision : détermination des mesures pour appuyer la vision
- Progrès réalisés
- Événements importants
- Plan d'action quinquennal : principes, activités et éléments de recherche active

Dans les rapports des sous-comités suivants, chaque comité a fourni une description des activités à venir pour mener à bonne fin le plan d'action quinquennal, qui témoigne du temps nécessaire pour accomplir les travaux liés au développement communautaire et de la nature indirecte de ces derniers. Une proposition visant une recherche active, présentée par les membres de PrévAction à la mi-septembre 2008, souligne les autres mesures de recherche active nécessaires afin de franchir les prochaines étapes qui conduiront à l'élaboration d'un plan quinquennal pour les collectivités de Cornwall et Stormont, de Dundas et de Glengarry afin de réaliser des progrès en vue de la guérison et de la réconciliation.

Le rapport de PrévAction pour la Phase 2 de l'Enquête publique sur Cornwall a été rédigé
par
Claire Winchester, coordinatrice de la recherche, PrévAction

PRÉVATION

ÉDUCATION DE LA COLLECTIVITÉ

PRÉV ACTION

SOUS-COMITÉ D'ÉDUCATION DE LA COLLECTIVITÉ

Septembre 2008

Les membres de PrévAction ont déterminé que l'éducation de la collectivité constituait un élément de base essentiel pour amener la population de Cornwall à la guérison et à la réconciliation. Ce travail est appuyé par la recherche générale, les travaux du comité et les commentaires des survivants qui ont été victimes d'abus sexuel et des dirigeants communautaires recueillis dans le cadre d'une série de conférences, d'ateliers et de forums.

I Motif

Les membres de PrévAction et les membres du sous-comité d'éducation de la collectivité ont déterminé que l'éducation de la collectivité constituait le point de départ de tous les efforts en vue de la guérison et de la réconciliation. Après avoir tenu des discussions avec des groupes et des dirigeants communautaires, ainsi que des rencontres avec des intervenants sur le terrain, les membres de PrévAction ont conclu qu'il était tout à fait important de fournir de l'information impartiale obtenue dans le cadre de la recherche actuelle et de sources professionnelles reconnues, présentée en termes simples et soulignant les nombreux aspects de l'abus sexuel et les éléments essentiels pour assurer la prévention de ces crimes, et que cette démarche constituait la première étape qui permettra d'assurer la guérison et la réconciliation.

II Vision

Au début de leurs travaux en 2007, les membres du comité de l'éducation de la collectivité de PrévAction ont exprimé leur vision dans ces termes : Promouvoir l'harmonisation des programmes d'éducation sur les abus sexuels au sein des différents organismes communautaires liés à l'éducation publique.

Détermination des mesures visant à appuyer la vision

Au début du mandat du comité en 2007, les membres ont cerné une série de mesures visant à appuyer l'énoncé de mission du comité :

- Élaborer un plan d'éducation de la collectivité pour la prévention des abus sexuels;
- Formuler des recommandations visant à encourager la guérison et la réconciliation;
- Mettre en œuvre des activités interactives pour entendre les points de vue et les expériences de la collectivité;
- Rencontrer des groupes communautaires qui abordent les questions d'abus sexuel afin de comprendre les approches et les pratiques adoptées actuellement;

- Dresser, partager et distribuer une liste des ressources communautaires;
- Créer un programme de sensibilisation du public afin de promouvoir des pratiques exemplaires aux fins de prévention des abus sexuels;
- Recruter des personnes pour collaborer au processus de consultation et promouvoir des pratiques visant à prévenir les abus.

III Progrès réalisés

Le travail des membres du comité d'éducation de la collectivité, appuyé par les membres de PrévAction, a été déterminé en 2007 comme étant de la plus grande importance pour une collectivité en voie de découvrir par elle-même les problèmes d'abus sexuel et la prévention. Une série de buts et d'objectifs ont été atteints, notamment :

Cerner les questions liées aux abus sexuels et à la prévention de ces crimes :

- Saisir l'importance de la possibilité créée par la Phase 1 de l'Enquête publique sur Cornwall, et assimiler l'information obtenue afin de commencer à comprendre les aspects historiques, sociétaux, psychologiques, comportementaux, politiques et socio-économiques de l'abus sexuel.

Mieux connaître les services communautaires

- Identifier les partenaires et les organismes communautaires avec qui il faut communiquer; comprendre leur rôle en ce qui concerne la prestation de programmes d'éducation de la collectivité sur l'abus sexuel et la prévention;
- Rencontrer les survivants pendant des conférences d'une journée. Comprendre les besoins et les réalités psychologiques actuels;
- Rencontrer plus de 50 dirigeants d'organisations communautaires locaux, y compris des fournisseurs de services et des responsables municipaux afin de mieux connaître les organisations communautaires et leur rôle en matière de prestation de services aux survivants actuels d'abus sexuel et aux personnes qui en ont été victimes lorsqu'elles étaient enfants;
- Dresser une liste de certains programmes d'éducation et de prévention actuels sur les abus sexuels à l'intention des enfants et des parents, et obtenir les renseignements préliminaires quant à leur étendue et à leur succès;
- Trouver les organisations et les organismes, y compris les associations de sports mineurs, qui fournissent des services pour les jeunes de 0 à 18 ans.
(Annexe 6 : Services offerts aux jeunes de Cornwall et de la région)

Reconnaître un besoin en matière de services et de ressources

- Analyser les lacunes en matière de services liés à l'éducation de la collectivité;
- Comprendre les réalités actuelles quant aux rôles et aux responsabilités des organisations communautaires applicables aux abus sexuels et à la prévention,

y compris les pratiques et les limites actuelles associées à la dotation en personnel, au budget, etc.

Entreprendre un examen préliminaire – approche globale

- Organiser une rencontre préliminaire avec les représentants du ministère de l'Éducation qui participent aux programmes de sécurité dans les écoles afin d'évaluer l'intérêt relativement aux programmes sur les abus sexuels et la prévention, la formation du personnel enseignant et les programmes internes, ainsi que les ressources et le soutien offerts à l'école.

Déterminer les prochaines étapes

- Examiner et analyser les thèmes/recommandations qui reviennent et qui ont été soulevés par les dirigeants communautaires dans le cadre des forums de consultation avec les dirigeants communautaires; intégrer les suggestions et les conseils aux prochains éléments de recherche;
- Terminer les recherches entreprises et déterminer des éléments de recherche supplémentaires;
- Rédiger un premier jet d'un plan d'action quinquennal;
- Examiner et peaufiner l'ébauche du plan d'action quinquennal en fonction de la recherche additionnelle.

Événements importants

Consultations communautaires :

Des dirigeants communautaires représentant plus de 50 organisations communautaires (**Annexe 3 : Organismes et fournisseurs de services représentés dans le cadre des forums de consultation avec les dirigeants communautaires**) ont été invités à participer à un des huit forums de consultation avec les dirigeants communautaires. PréVAction a engagé un important dialogue avec des dirigeants communautaires et des fournisseurs de services représentant 50 organismes. (**Annexe 4 : Forums de consultation avec les dirigeants communautaires**)

Les suggestions et les commentaires suivants en matière d'éducation de la collectivité, obtenus dans le cadre des forums, soulignent l'importance de mettre en œuvre des initiatives d'éducation de la collectivité qui mèneront cette dernière à la guérison et à la réconciliation :

1. Assurer un financement durable à long terme pour les programmes d'éducation :

Un bon nombre de fournisseurs de services intègrent un élément éducationnel à leurs activités, mais cet élément est souvent le premier à disparaître lorsque le financement est limité. Un financement doit être assuré pour garantir la recherche, la planification et la mise en œuvre continue de tous les programmes d'éducation.

2. Importance de l'éducation de la collectivité en ce qui concerne les abus sexuels :

L'objectif est d'informer et d'éduquer, de changer les mentalités et de donner des recours aux personnes : objectifs opportuns, essentiels et utiles. Les défis à signaler : la diversité de la population doit être respectée (p. ex. l'âge, la langue, l'ethnicité, les antécédents socio-économiques et la capacité mentale). Il faut s'attendre à une certaine résistance, il faut être positif.

3. Détermination des programmes d'éducation existants dans les écoles :

Différentes organisations ont élaboré des programmes offerts en milieu scolaire visant l'intimidation, la violence, les relations amoureuses et générales, l'abus sexuel et la prévention. Les préoccupations exprimées étaient liées au programme, à la formation du personnel enseignant et à l'accès aux organisations communautaires.

4. Programmes et sites de sensibilisation à l'éducation de la collectivité :

Un bon nombre d'établissements tels que le Centre Agapè, le Literacy Council, la Société d'aide à l'enfance et le Centre de traitement pour enfants sont essentiels pour joindre les enfants à risque et leur famille. Nous devons nous fonder sur leurs modèles de réussite. De plus, tous les organismes qui traitent avec des enfants devraient s'assurer que leur effectif et les bénévoles reçoivent une formation.

5. Programmes d'éducation en matière d'abus sexuel offerts dans les écoles :

En général, on s'entend pour dire qu'il faut aborder cette question dans le curriculum, même dès les premières années du cycle élémentaire. Il faut exercer des pressions sur le ministère de l'Éducation à ce sujet. La formation devra être intégrée dans les programmes de formation du personnel enseignant. Note : Tous les membres du personnel de l'école devront également suivre une formation sur la divulgation.

6. Création de partenariats pour la prestation de programmes sur les abus sexuels :

Il existe déjà des partenariats dans ce domaine : nous devons les reconnaître et les renforcer.

7. Communication des rôles et des responsabilités des fournisseurs de services :

Il est important de faire participer les fournisseurs de services à la planification et à la prestation de programmes d'éducation. Ces fournisseurs et les services particuliers qu'ils offrent devraient faire partie de ces programmes. Les membres de la collectivité, les survivants et le personnel de ces organismes doivent tous mieux connaître l'éventail de services offerts dans notre collectivité.

8. Traiter les divulgations :

Les professionnels qui traitent avec des enfants et des jeunes devraient recevoir une formation qui leur permettrait de reconnaître les signes de mauvais traitement, de recevoir les divulgations portant sur ce genre de mauvais traitement et d'y répondre. Les programmes d'éducation doivent comprendre cette formation, qui constitue un catalyseur pour la divulgation.

9. Modèles de victimes/de contrevenants :

Examiner les modèles de recherche existants afin de pouvoir s'y reporter à l'avenir.

10. Internet et les auteurs de crimes sexuels : S’informer sur tous les programmes visant à protéger les enfants des abus sexuels commis par l’entremise d’Internet et les appuyer.

11. Autodétermination : Dans le cadre des activités du programme d’éducation sur les abus sexuels et la prévention, encourager la confiance en soi des personnes lorsque l’on traite d’abus sexuel et de prévention.

12. Image de Cornwall : Sensibiliser le public aux abus sexuels et à la prévention, et souligner que les abus sexuels constituent un problème universel. Encourager le recours à des mesures positives pour régler ce problème universel.

IV Plan quinquennal d’éducation de la collectivité

Principes

À la suite de discussions tenues avec les dirigeants communautaires pendant les huit forums de consultation, et après une enquête et des discussions continues menées par les membres de PrévAction et les membres du sous-comité d’éducation de la collectivité, on a cerné trois principes distincts qui reflètent le fondement du travail qui doit être accompli dans la collectivité de Cornwall au cours des cinq prochaines années :

1. Jeter les fondations pour sensibiliser le public aux comportements déviants des délinquants sexuels, aux méthodes utilisées par les pédophiles, ainsi qu’aux indices de mauvais traitement subi par un enfant ou un jeune.
2. Mieux faire connaître les dangers de l’abus sexuel, repérer et reconnaître très tôt un comportement pédophile suspect, ce qui permettra de réduire l’occurrence d’abus sexuel.
3. Amener tous les partenaires communautaires à participer à la dissémination d’information relative aux abus sexuels et à la prévention de ces crimes.

Activités et éléments de recherche active menant à la mise en œuvre du plan quinquennal d’éducation de la collectivité

Les membres du comité de l’éducation de la collectivité ont cerné quatre tâches et d’autres activités de recherche nécessaires pour engager la collectivité et établir des programmes d’éducation généraux. Nous avons inclus dans les activités les recommandations des dirigeants communautaires en matière d’éducation de la collectivité recueillies dans le cadre des huit forums de consultation avec les dirigeants communautaires.

Les quatre activités choisies mèneront à la sélection et à la création de projets globaux d’éducation de la collectivité, dont budgets ventilés seront précisés dans le plan

quinquennal, et à l'établissement d'un organisme principal (ou de plusieurs organismes) qui dirigera les initiatives d'éducation de la collectivité.

1. **Activités de recherche** : Pour évaluer les connaissances et la compréhension de la collectivité en matière d'abus sexuel et de prévention.
 - Mettre en œuvre des éléments de recherche active quantitatifs et qualitatifs auxquels participeront des jeunes et des parents/parents-substituts et la collectivité, et qui permettront de connaître les perceptions, les croyances et les connaissances actuelles en ce qui concerne l'abus sexuel et la prévention.
 - Consulter les groupes de survivants afin de s'assurer que le message est approprié et exact.

2. **Programme d'éducation** : Le plan quinquennal prévoira l'examen de l'établissement d'un programme scolaire aux cycles élémentaire, moyen, intermédiaire et supérieur, et d'un programme d'éducation de la collectivité en général :
 - Au cours du prochain contrat de six mois, entreprendre les premières étapes pour établir un lien avec différents organismes consultatifs gouvernementaux qui traitent de questions relatives aux enfants et aux jeunes et à l'éducation, p. ex. le ministère de l'Éducation, le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse, le ministère des Services sociaux et communautaires, Service Canada, le ministère du Procureur général, etc.
 - Inclure dans le rapport sur le plan quinquennal un processus pour examiner et appuyer la mise en œuvre de programmes scolaires sur l'abus sexuel et la prévention aux cycles élémentaire, moyen, intermédiaire et supérieur, ainsi que de programmes de formation du personnel enseignant sur l'abus sexuel et la prévention et de programmes internes à l'intention des enseignants; les ressources scolaires additionnelles nécessaires pour aider le personnel à traiter la divulgation d'abus sexuel; la formation sur l'abus sexuel et la prévention pour tous les membres du personnel des organismes communautaires qui traitent avec les enfants; et le soutien des organismes traitant avec des délinquants sexuels qui utilisent Internet.

3. **Activités de sensibilisation** : Visites, rencontres préliminaires et recherche dans Internet en ce qui concerne des initiatives communautaires nationales et internationales efficaces et des programmes d'éducation liés aux abus sexuels et à la prévention :
 - Rencontrer les représentants d'établissements, de sociétés de bienfaisance et d'organismes qui traitent de questions d'abus sexuel, y compris des organisations de sports mineurs et d'autres organisations, et chercher à comprendre les approches, les politiques et les procédures adoptées par leur organisme respectif.
 - Inclure dans le plan quinquennal un processus visant à dresser une liste des ressources suivantes : programmes sur les abus sexuels et la prévention offerts par des organisations communautaires locales, programmes scolaires élaborés par des organisations locales et qui traitent

de l'intimidation, de la violence, des relations amoureuses et des relations en général, d'abus sexuels et de prévention, les programmes sur les abus sexuels et la prévention applicables offerts partout au Canada et aux États-unis.

4. **Plan de communication** : Pendant les forums de consultation, les dirigeants communautaires ont insisté sur la nécessité d'informer et d'éduquer, de changer les mentalités et de donner plus de recours aux personnes.
 - Rencontrer les médias de Cornwall et de la région afin d'élaborer un plan efficace de nouvelles et d'information qui permettrait de tenir le grand public informé, en temps approprié, des pratiques exemplaires et des efforts des établissements, des sociétés de bienfaisance, des organismes, des organisations de sports mineurs et d'autres organisations de Cornwall et de la région.
 - Demander les commentaires des survivants et tenter d'obtenir leur participation concernant la dissémination de renseignements aux groupes de médias et la description de mauvais traitements et de leurs conséquences à court et à long termes.
 - Élaborer un plan de rencontres publiques afin de présenter un rapport d'étape sur les activités de recherche de PrévAction suscitera davantage l'engagement de la collectivité en matière d'abus sexuel et de prévention.

PRÉV ACTION

PRÉVENTION

PRÉV ACTION SOUS-COMITÉ DE PRÉVENTION

Septembre 2008

Les membres de PrévAction ont déterminé que la prévention des abus sexuels constituait l'élément fondamental et sous-jacent qui motive le travail et les discussions de tous les comités de PrévAction. La prévention constitue donc l'objectif ultime de toutes les activités de guérison et de réconciliation. Ce principe est appuyé par la recherche en général, le travail du comité et les commentaires fournis par des survivants d'abus sexuels et par les dirigeants communautaires pendant une série de conférences, d'ateliers et de forums. Les survivants, plus particulièrement, ont affirmé très souvent que leur souffrance, ainsi que la divulgation ultérieure et les tentatives pour mettre ces expériences passées avec des prédateurs sexuels derrière eux auront été utiles si les activités des prédateurs sexuels peuvent être contrecarrées par des programmes d'éducation ciblés, une meilleure compréhension, la communication avec les médias et la mise en œuvre de mesures de contrôle accessibles et la production de rapports.

I Motif

Les membres de PrévAction et les membres du sous-comité de prévention ont déterminé que la prévention constituait l'objectif ultime de tous les efforts menant à la guérison et à la réconciliation. Dès le tout début des discussions, on a accordé une attention toute spéciale et la priorité aux programmes à l'intention des enfants et à des processus uniformes et simplifiés de sélection des adultes, surtout les adultes bénévoles, qui ont à travailler auprès des enfants. Après une discussion avec des groupes et des dirigeants communautaires et des rencontres avec les travailleurs sur le terrain, les membres de PrévAction et du comité de prévention se sont rendu compte que la vision, les principes et les priorités du comité d'éducation de la collectivité étaient étroitement liés aux activités de prévention. Ils ont conclu qu'offrir de l'information impartiale provenant de la recherche actuelle et de sources professionnelles reconnues présentée en termes simples et soulignant l'éventail des aspects de l'abus sexuel et les éléments essentiels pour assurer la prévention de ces crimes constituait une mesure de première importance et représentait la première étape vers la guérison et la réconciliation.

II Vision

Au début de leurs travaux en 2007, les membres du comité de prévention de PrévAction ont exprimé leur vision ainsi : Fournir des occasions d'aider et de participer à la prévention d'abus sexuel au sein de la collectivité.

Détermination des mesures visant à appuyer la vision

Peu après la formation du comité en 2007, les membres ont déterminé une série de mesures pour appuyer l'énoncé de vision du comité :

- Faciliter la création d'un réseau avec des groupes de fournisseurs de services afin de mettre en commun l'information et les pratiques exemplaires liées au bénévolat;
- Promouvoir l'harmonisation des procédures et des services liés à la sélection des bénévoles;
- Appuyer les initiatives à l'intention des jeunes en encourageant les partenariats communautaires;
- Poursuivre l'expansion des services offerts dans les centres de jeunesse à d'autres secteurs de la collectivité en appuyant des organismes tels que le Boys and Girls Club of Cornwall et de la région;
- Établir une communication avec des organisations communautaires afin d'établir des mesures de prévention des abus sexuels dans notre collectivité
- Développer la justice réparatrice;
- Former un « cercle des anges » pour aider les contrevenants à réintégrer la société et à ne pas récidiver.

III Progrès réalisés

Le travail des membres du sous-comité de prévention appuyé par les membres de PrévAction a été déterminé en 2007 comme étant l'objectif ultime de toutes les activités de PrévAction menant à la guérison et à la réconciliation. Une série d'objectifs et de buts ont été atteints pour chaque mesure indiquée ci-dessous :

Faciliter la création d'un réseau avec des groupes de fournisseurs de services afin de mettre en commun l'information et les pratiques exemplaires liées au bénévolat

Les membres du sous-comité de prévention ont été informés qu'un groupe de fournisseurs de services avaient tenu des réunions préliminaires afin de discuter de toutes les questions portant sur les bénévoles. La plupart des fournisseurs de services comptent sur les services offerts par les bénévoles de la collectivité. Ils sont tous intéressés à examiner les questions telles que le recrutement et la rétention, la formation, la sélection, les politiques et les procédures. Les membres de PrévAction ont été informés du travail de ce comité non officiel, et les membres du sous-comité de prévention ont été invités à assister aux réunions et à participer aux discussions.

Promouvoir l'harmonisation des procédures et des services liés à la sélection des bénévoles.

Les membres du sous-comité de prévention ont appris que les bénévoles œuvrant pour des fournisseurs de services reçoivent une formation spéciale portant précisément sur les types de services offerts par chaque fournisseur de services. On a longtemps discuté de l'harmonisation des procédures de sélection et des services. Les personnes représentant les organisations de services ont conclu que l'harmonisation des procédures de sélection des bénévoles et des services ne profiterait pas beaucoup aux organisations existantes. Les membres du comité ont plutôt considéré qu'il était important d'organiser et de mettre en œuvre chaque année une « foire du bénévolat ». Cette mesure a été considérée comme

étant le meilleur moyen de disséminer dans la collectivité l'information sur les possibilités de bénévolat. En plus de cette initiative, le comité non officiel de bénévoles a décidé d'essayer de trouver du financement pour établir un bureau du bénévolat et a demandé un financement sous les auspices des Sexual Assault Support Services (SASS) (services de soutien aux femmes victimes d'agression sexuelle) par l'entremise de La Fondation Trillium. PrévAction, ainsi que d'autres organisations communautaires, ont confirmé leur soutien à cette initiative.

Appuyer les initiatives à l'intention des jeunes en encourageant les partenariats communautaires

Les membres du comité de prévention ont appuyé les efforts des deux autres sous-comités de PrévAction, soit le sous-comité du renouveau de la collectivité qui a fourni une liste de tous les programmes et services offerts aux jeunes à Cornwall et dans la région, et le comité d'éducation de la collectivité qui a organisé les forums de consultation avec les dirigeants communautaires.

Poursuivre l'expansion des services offerts dans les centres de jeunesse à d'autres secteurs de la collectivité en appuyant des organismes tels que le Boys and Girls Club of Cornwall et de la région

Fournir un endroit sécuritaire et de soutien où les enfants et les jeunes peuvent vivre de nouvelles expériences, éliminer les obstacles, établir des relations positives et développer leur confiance et des compétences qu'ils utiliseront toute leur vie. Le Boys and Girls Club tente d'aider les enfants et les jeunes chaque année dans le cadre de programmes parascolaires, de fins de semaines et d'été. Ces programmes leur permettent de développer leur confiance en eux et de renforcer leurs compétences sociales. Le temps après l'école et pendant les fins de semaine est une période critique pour les jeunes. Ce temps peut représenter une occasion d'apprendre et de progresser dans le cadre de programmes parascolaires de qualité, ou une période de risque pour la santé et la sécurité des jeunes. Les heures après l'école constituent la période où l'on observe la plus grande incidence de criminalité juvénile et de comportements à risque tels que la consommation d'alcool et de drogues. Les experts sont d'avis que les programmes parascolaires sont une option de remplacement saine et positive. Ces programmes permettent d'assurer la sécurité des enfants, d'améliorer la réussite scolaire et de soulager le stress des familles modernes dans lesquelles les deux parents travaillent. Ils peuvent constituer des stratégies en matière de prévention de la violence juvénile et d'intervention.

Communiquer avec des organisations communautaires afin d'établir des mesures de prévention des abus sexuels dans notre collectivité

Ce but et cet objectif ont été atteints grâce à un dialogue engagé pendant et après les forums de consultation avec les dirigeants communautaires

Développer la justice réparatrice. Former un « cercle des anges » pour aider les contrevenants à réintégrer la société et à ne pas récidiver

Il n'y avait aucune activité de suivi particulièrement ciblée pour ces deux initiatives proposées. Le ministère du Procureur général a mis en œuvre des mesures de justice

réparatrice dans le territoire d'Akwesasne à titre d'éléments du système judiciaire d'une communauté autochtone. Dans le cadre du programme, on offre aux adultes et aux jeunes qui sont dans le système de justice pénale des services directs de responsabilisation avant et après la mise en accusation. Dans les cas qui s'y prêtent, le programme permet de s'assurer que les contrevenants font amende honorable directement à leurs victimes et à la collectivité, et qu'ils reçoivent des services de soutien culturel et de guérison qui réduisent le risque de récidive. On examine la possibilité d'établir un « cercle des anges » dans des collectivités telles que Kitchener-Waterloo, qui a lancé la recherche initiale.

Déterminer les prochaines étapes

- Examiner et analyser les thèmes récurrents/les recommandations recueillies auprès des dirigeants communautaires dans le cadre de la consultation des dirigeants communautaires
- Cerner les éléments de recherche additionnels nécessaires
- Élaborer un plan d'action quinquennal pour la prévention des abus sexuels

Événements importants

Consultations avec la collectivité :

Des dirigeants communautaires représentant 50 organisations communautaires (**Annexe 3 : Organisations et fournisseurs de services représentés dans le cadre des forums de consultation avec les dirigeants communautaires**) ont été invités à participer à un des huit forums de consultation avec les dirigeants communautaires. Le résumé des suggestions et des commentaires que nous avons reçus en matière de prévention après les forums démontre l'importance de mettre en œuvre des initiatives de prévention qui mèneront à la guérison et à la réconciliation au sein de la collectivité.

(**Annexe 4 : Forums de consultation avec les dirigeants communautaires**) :

1. Création d'un organisme de bénévolat : La collaboration entre les organismes de recrutement, de formation, de sélection et de gestion des bénévoles serait souhaitable. Les ressources disponibles actuellement et le travail à effectuer ont été déterminés et doivent profiter d'un soutien. Le Social Development Council devrait prendre part à ce soutien.
2. Coordination de la sélection et de la formation des bénévoles : Il faut reconnaître la diversité des besoins des différentes organisations (politiques, traditions et questions relatives à la responsabilité), et intégrer ces besoins dans des programmes conjoints ayant trait à la gestion des bénévoles.
3. Clubs pour enfants : Le « Boys & Girls Club » est reconnu comme une excellente initiative dans notre collectivité, et il faut l'appuyer. Toutefois, cette organisation ne peut pas convenir à toutes les catégories de jeunes ni répondre à tous leurs besoins. Il est donc nécessaire de trouver d'autres activités parascolaires pour les enfants et les jeunes, et les intégrer à une approche de base globale en matière de prévention.

4. Financement des programmes pour enfants : Le financement constitue un problème : il faut mettre la priorité sur les besoins et il faut trouver et examiner des moyens de financement.

5. Renseignements statistiques : Il faut utiliser la recherche pour déterminer les plans d'action appropriés.

6. Prévention et éducation : L'éducation constitue un élément essentiel de la prévention. C'est pourquoi il devrait y avoir un rapport étroit entre les initiatives de prévention et les initiatives d'éducation de la collectivité.

IV Plan d'action quinquennal

Principes

À la suite des discussions engagées avec les dirigeants communautaires pendant les huit forums de consultation, et après l'examen et la discussion continus des membres de PréVAction et des membres du sous-comité de prévention, on a cerné deux principes distincts qui capturent l'essentiel du travail à accomplir dans la collectivité de Cornwall au cours des cinq prochaines années.

Le premier principe vise les activités de prévention axées sur les enfants. Les principes sous-jacents sont que si les enfants participent à des activités parascolaires sécuritaires dans des milieux édifiants et de soutien offertes par des organisations locales pour enfants et jeunes, cela permettra de réduire l'occurrence et l'incidence des abus sexuels. Le deuxième principe consiste à s'assurer que, au sein de toutes les organisations communautaires, les fournisseurs de soins et les bénévoles sont soigneusement sélectionnés et étudiés en détail avant d'être autorisés à travailler à proximité des enfants et des jeunes, et que les organisations partagent leurs ressources relatives aux bénévoles, entre autres les politiques, les procédures, la formation, etc., et qu'on leur donne amplement d'occasions de communiquer ensemble et d'apprendre les unes des autres.

Activités et éléments de recherche active menant à la mise en œuvre du plan d'action quinquennal

Les deux activités ciblées suivantes mèneront à la sélection et à la création de projets globaux de prévention dont les budgets ventilés seront présentés dans un plan quinquennal, ainsi qu'à la sélection d'une organisation (ou de plusieurs organisations) clé pour mener les initiatives de prévention :

1. **Activité de recherche : Le Club garçons et filles**

Dans son rôle de catalyseur, PrévAction a soutenu le travail d'un conseil indépendant visant la mise en œuvre du Club garçons et filles). Les membres de PrévAction perçoivent la venue d'une telle organisation comme une des nombreuses initiatives menant à des programmes efficaces en matière de prévention d'abus sexuel sur des enfants et des jeunes. Les directeurs du Club garçons et filles ont acheté un immeuble qui sera utilisé comme bureau principal et ont trouvé des endroits pour ouvrir trois bureaux satellites dans des quartiers où l'on a cerné des besoins élevés. Les directeurs ont également embauché leur directeur général. Le Club garçons et filles est un nouvel organisme sans but lucratif, et a confirmé son énoncé de mission : « Offrir un endroit sécuritaire et sécurisant où les enfants et les jeunes peuvent découvrir de nouvelles possibilités, surmonter des obstacles, établir des relations positives et développer leur confiance ainsi que des compétences qui les aideront pendant toute leur vie. »

Le Club garçons et filles a exprimé ses valeurs essentielles ainsi : Dans leur travail avec les enfants, les jeunes, les familles et les collectivités, tous les Clubs garçons et filles sont guidés par les valeurs fondamentales suivantes. Elles nous définissent comme mouvement et constituent la norme selon laquelle on évalue tous les services offerts par le Club garçons et filles.

Inclusion et opportunité : Nous nous efforçons d'offrir aux enfants et aux jeunes de tout milieu économique, culturel et social, un accès aux ressources, au soutien et aux possibilités qui leur permettront de surmonter les obstacles et de réaliser leur plein potentiel dans la vie.

Respect et appartenance : Nous offrons un milieu sécuritaire et de soutien où chaque enfant est écouté, respecté et valorisé dans un climat d'inclusion et d'acceptation. Notre personnel et nos bénévoles sont des modèles d'honnêteté, d'impartialité, d'attitude positive, de collaboration et de respect pour soi et pour les autres.

Habilitation : Nous croyons que tous les jeunes gens peuvent contribuer à la société en devenant des membres responsables et fiables. Les enfants et les jeunes sont au centre de tout ce que nous faisons. Par l'entremise d'aventures, de jeux et de découvertes, nous les aidons à développer des habitudes de vie saines, une passion pour l'apprentissage qui durera toute la vie, le leadership, les compétences de la vie et un sentiment de responsabilité sociale.

Collaboration : Nous travaillons en collaboration avec les familles et les bénévoles de chaque collectivité, en partenariat avec les secteurs privé et public afin d'élaborer des solutions communautaires équilibrées pour offrir aux enfants et aux jeunes ce dont ils ont besoin pour se développer de façon optimale.

Revendication : Nous parlons au nom des enfants, des jeunes et de leur famille afin de réduire les désavantages, d'améliorer leur vie, et de leur permettre de se faire entendre et d'exprimer leurs idées.

Les membres de PrévAction prévoient appuyer le Club garçons et filles en mettant en œuvre un élément vital de recherche afin de cerner les programmes précis dont ont besoin les enfants et les jeunes qui participent aux activités du Club garçons et filles. Selon les normes d'exploitation des Clubs Garçons et Filles du Canada, il faut mener une recherche de démarrage et une recherche continue. Ces normes comprennent trois niveaux de réalisation : Atteinte, Progression, Excellence. Pour obtenir le niveau Atteinte,

un club doit évaluer régulièrement les besoins de la collectivité; pour le niveau Progression, le club doit avoir effectué une évaluation des besoins au cours des cinq dernières années; pour le niveau Excellence, le club doit effectuer une analyse annuelle du contexte interne et externe afin de planifier les nouvelles tendances, les nouveaux défis et les nouvelles possibilités. Au cours des six prochains mois, PrévAction a l'intention d'aider les clubs à atteindre le niveau Atteinte. Dans le cadre du plan quinquennal, PrévAction envisagera d'aider le Club garçons et filles à atteindre les niveaux Progression et Excellence.

2. Organisme/bureau de bénévoles

Les membres de PrévAction et les membres du sous-comité de prévention ont l'intention de maintenir la relation avec les organisations communautaires locales et de les appuyer dans leur démarche pour établir un organisme/bureau de bénévoles.

PRÉVACION

RENOUVEAU DE LA COLLECTIVITÉ

PRÉV ACTION SOUS-COMITÉ DU RENOUVEAU DE LA COLLECTIVITÉ

Septembre 2008

Les membres de PrévAction ont déterminé que le renouveau de la collectivité constituait un élément important pour amener la population générale de Cornwall et de la région à la guérison et à la réconciliation. Dans le cadre de leur recherche et de leur analyse, les membres ont adopté une approche proactive et inclusive. Ils ont mis l'accent sur l'importance de souligner les éléments positifs de la collectivité, de célébrer ses réalisations et d'apporter des améliorations avantageuses aux projets communautaires et municipaux existants. La direction qu'a empruntée le comité est appuyée par la recherche générale, le travail du comité et les commentaires fournis par les survivants d'abus sexuels et par les dirigeants communautaires pendant une série de conférences, d'ateliers et de forums.

I Motif

Les membres de PrévAction et les membres du sous-comité du renouveau de la collectivité ont déterminé que des initiatives de renouveau de la collectivité constituaient des éléments importants pour la collectivité afin d'aider la Ville à atteindre ses objectifs de guérison et de réconciliation. Un des objectifs des membres était d'examiner la collectivité d'un point de vue interne et externe. Les principales questions du groupe étaient centrées sur ce qui existe dans la collectivité de Cornwall et que les citoyens devraient connaître, qu'ils devraient faire connaître et dont ils doivent se réjouir. Les questions secondaires visaient les améliorations qui pourraient être apportées aux nombreux attributs de la Ville dont il faut tenir compte, et pour lesquels il faut effectuer plus de recherches et d'analyses, et qu'il faut appuyer. En raison de l'expérience qu'ils ont vécue, les survivants d'abus sexuels ont indiqué qu'ils se sentaient marginalisés par la collectivité en général. Notre ville, à titre d'entité revitalisée, peut faire de grands pas pour combler cette lacune et pour faciliter l'inclusion sociale des survivants et de leur famille, et de tous les autres groupes marginalisés.

II Vision

La vision du sous-comité du renouveau de la collectivité se décrit comme suit :

- 1) Promouvoir la compréhension des liens entre l'éducation, la santé, le développement économique et les problèmes sociaux
- 2) Promouvoir un accès égal aux loisirs
- 3) Favoriser un changement culturel
- 4) Mobiliser le potentiel qui existe au sein de la collectivité

Détermination des mesures visant à appuyer la vision

Les membres du sous-comité de renouveau de la collectivité ont cerné une série de mesures visant à appuyer l'énoncé de vision du sous-comité :

- 1) Promouvoir la compréhension des liens entre l'éducation, la santé, le développement économique et les problèmes sociaux
 - Offrir aux dirigeants municipaux de devenir membre du sous-comité;
 - Promouvoir et faciliter les discussions entre les secteurs municipal, de l'éducation, de la santé et des services.

- 2) Promouvoir un accès égal aux loisirs
 - Examiner la possibilité de prolonger la piste cyclable dans Cornwall et autour de la Ville;
 - Analyser la possibilité de créer une plage urbaine le long du secteur riverain de Cornwall;
 - Évaluer la participation des jeunes de l'endroit à des sports mineurs et les inciter à y participer et évaluer tous les autres programmes sportifs à l'intention des jeunes.

- 3) Favoriser un changement culturel
 - Trouver des activités pour célébrer les éléments positifs de la collectivité de Cornwall;
 - Publier des articles de journaux traitant du plan humain et communautaire de Cornwall et de ses citoyens qui seraient rédigés par des étudiants en journalisme du Collège Saint-Laurent et des citoyens;
 - Montrer la qualité constante des organisations et des programmes communautaires.

- 4) Mobiliser le potentiel qui existe au sein de la collectivité
 - Apprendre des autres collectivités : effectuer une recherche sur les initiatives communautaires axées sur les résultats positifs dans l'ensemble de la province;
 - Apprendre le rôle et l'incidence des fondations communautaires et leur pertinence pour la collectivité de Cornwall;
 - Dresser une liste de tous les services existants pour enfants et jeunes; cerner les lacunes et les synergies.

III Progrès réalisés

Le travail à effectuer par les membres du sous-comité de renouveau de la collectivité, appuyé par les membres de PrévAction, a été déterminé en 2007 comme étant de la plus grande importance pour une collectivité en voie de découvrir par elle-même les problèmes d'abus sexuel et la prévention. Une série de buts et d'objectifs ont été atteints, notamment :

Forums de consultation avec les dirigeants communautaires :

Pendant les huit forums de consultation avec les dirigeants communautaires, on a discuté du renouveau de la collectivité. Les participants représentaient 50 organismes communautaires et municipaux et fournisseurs de services. (**Annexe 3 : Organismes et fournisseurs de services représentés dans le cadre des forums de consultation avec les dirigeants communautaires**) Les suggestions et les commentaires suivants soulignent l'importance de promouvoir les éléments positifs de l'ensemble de la collectivité et de chacune de ses parties permettant de renforcer la fierté communautaire et d'améliorer le bien-être au sein de la collectivité. (**Annexe 4 : Forums de consultation avec les dirigeants communautaires**)

Appuyer les programmes à l'intention des jeunes : Aider les garçons et les filles à réussir à l'école et dans la vie, une mesure liée au renouveau de la collectivité.

Mettre l'accent sur les éléments positifs : À titre de collectivité, nous devons être proactifs et mettre à profit nos points forts.

Financer les initiatives de renouveau de la collectivité : La nécessité de financer les initiatives communautaires constitue un besoin réel. On devrait encourager les solutions locales.

Pauvreté et création de richesse : Les questions sociales et économiques sont liées de façon intrinsèque. Réduire la pauvreté et créer de la richesse vont de pair.

Loisirs pour tous : Il existe beaucoup de possibilités de loisirs dans la région. Le problème consiste à les rendre accessibles à tous. Existe-t-il un financement pour les familles plus pauvres? Ces familles sont-elles au courant de ces possibilités?

Développement du secteur riverain : Le secteur riverain constitue un atout dont on n'a pas encore exploité le potentiel. Son développement continu pourrait devenir un point central du renouveau positif de la collectivité. L'idée d'une plage, en particulier, attire de grands intérêts et semble très prometteuse. Il faut travailler avec le comité du secteur riverain de la Ville.

Communication : Cornwall doit projeter une image positive d'elle-même, tant pour ses citoyens que pour les personnes de l'extérieur. Les groupes et les dirigeants communautaires doivent assumer le leadership dans ce domaine. Les arguments de vente : l'esprit généreux de notre collectivité, sa détermination à faire face aux obstacles et à les surmonter, la possibilité d'être un modèle pour d'autres collectivités.

Cornwall – Une collectivité multiculturelle : Il faut reconnaître les enjeux de nature culturelle et les intégrer au plan d'action, y compris la croissance de la diversité ethnique de notre population.

Fondation communautaire de Cornwall : Examiner la faisabilité d'établir une fondation. Demander à tous les groupes communautaires des suggestions et des conseils.

Festivals

Dans le cadre de leur recherche, les membres du sous-comité de renouveau de la collectivité ont cherché des occasions d'aider et de soutenir le développement de nouveaux événements communautaires. Leur intention était de mûrir brièvement les programmes sélectionnés jusqu'à leur lancement. Winterfest est devenu l'objet de l'activité de recherche du comité. Des activités étaient prévues les 16, 17 et 18 février 2008 dans le cadre du Winterfest.

En collaboration avec les bénévoles de la collectivité, les membres du sous-comité du renouveau de la collectivité ont intégré des activités d'intérêt général au programme de trois jours, espérant inciter la participation des familles et des enfants qui se sont toujours sentis marginalisés. De plus, les membres du comité ont particulièrement pris soin d'inclure des mesures de soutien précises afin d'encourager la participation de familles de différents milieux socio-économiques :

- On a offert à tous les enfants l'utilisation gratuite de patins pour participer à toutes les activités de patinage. Cette mesure a éliminé toute résistance de la part des familles désirant participer aux activités de patinage;
- Les activités de création de bonshommes de neige se sont déroulées dans les quartiers respectifs des familles/enfants, et les réalisations ont été évaluées sur place par une équipe de juges;
- Toutes les activités de natation et de patinage ont été offertes gratuitement;
- Toutes les activités dans les kiosques à musique, les activités de planche à neige, de labyrinthe de neige et de sciage de bois étaient également offertes gratuitement;
- Des prix ont été remis pour les meilleurs costumes des patineurs et pour le concours de planche à neige.

Selon les observations personnelles des membres et les commentaires des participants, les membres du sous-comité de renouveau de la collectivité ont conclu que, pour garantir l'inclusion sociale, il faut de revoir les méthodes de présentation de tous les événements communautaires et les types de soutien nécessaires pour assurer une grande participation aux activités offertes dans la collectivité. Les membres ont également conclu que, lorsqu'un soutien est offert à tous, les familles, les enfants et les jeunes marginalisés ne se distinguent pas et ne sont pas identifiables.

Communication avec les médias

Les membres du sous-comité de renouveau de la collectivité ont défini la communication par l'entremise des médias comme étant le moyen approprié pour souligner et faire connaître les réalisations de leurs membres et de leur organisation au sein de la collectivité. Pour lancer et faciliter la mise en œuvre de la communication avec

les médias, le directeur du campus du Collège Saint-Laurent à Cornwall a invité les membres du sous-comité de renouveau de la collectivité à travailler en étroite collaboration avec les étudiants en journalisme du Collège. Jusqu'à maintenant, on a présenté aux étudiants des sujets d'articles de presse dans le but de publier leurs articles chaque semaine dans les journaux locaux. Des communications avec les médias ont été établies avec la station de télévision locale et les responsables des émissions radiodiffusées.

Voici certaines des idées qui ont été examinées : s'assurer que le magazine *Cornwall Living* est disponible dans tous les points de vente; créer un programme d'ambassadeur de la Ville afin d'enseigner aux citoyens qui travaillent avec le public comment promouvoir Cornwall comme une ville idéale où il fait bon vivre et où l'on peut élever une famille; élaborer un programme de prix pour l'excellence du service; encourager les touristes à signer le livre des visiteurs de Cornwall et à y écrire des messages, et publier les commentaires.

Réseautage

Les membres du sous-comité de renouveau de la collectivité ont assoupli les conditions d'admission au comité afin d'inclure un représentant du Développement économique de la cité de Cornwall. De plus, on a engagé un dialogue et une discussion sur le renouveau de la collectivité avec le secteur de l'éducation, le secteur des services, le secteur municipal et celui de la santé.

Réalisations en matière de développement communautaire dans les collectivités de l'Ontario

Les membres du sous-comité de renouveau de la collectivité ont constaté que d'importantes municipalités de l'Ontario, semblables à Cornwall par leur taille et leur population, ont connu des problèmes semblables en matière d'image, de perception et de réputation attribuables à une variété de raisons propres à chaque collectivité. On retrouvait au sein de toutes les collectivités cernées la même faible estime de soi collective, et elles avaient toutes une mauvaise réputation qui ne reflétait pas leurs points forts et leurs réalisations respectifs. Sudbury sera le principal sujet d'une étude de recherche visant à déterminer quels facteurs ont aidé la collectivité à passer outre cette faible estime de soi collective et à acquérir une meilleure image et une meilleure réputation au-delà de ses frontières municipales.

Financement

Les membres du sous-comité de renouveau de la collectivité ont reconnu que beaucoup d'organisations sans but lucratif de la région de Cornwall ne possèdent pas les ressources nécessaires ni le temps suffisant ou le personnel particulièrement qualifié pour aller chercher du financement auprès de fondations ou de sociétés régionales ou nationales ou pour présenter des demandes de financement dans le cadre de programmes

gouvernementaux pour les aider à soutenir leur organisation respective et à renforcer le mandat de cette dernière. Les membres ont également souligné les bons efforts de financement que des organismes tels que United Way of Cornwall & District, la Fondation de l'Hôpital communautaire de Cornwall, le Centre de traitement pour enfants, ainsi que les incidences positives subséquentes des fonds recueillis au sein de notre collectivité sur notre collectivité. On a cerné des lacunes en matière de soutien, surtout dans les programmes ciblant les enfants, les hommes et les jeunes garçons (âgés de 15 et 16 ans), et les survivants d'abus sexuel.

On a ensuite discuté de l'incidence sur les programmes et les services qu'aurait la création d'une Fondation communautaire de Cornwall qui serait chargée de trouver un financement durable à l'extérieur de la collectivité pour les groupes susmentionnés. On a entrepris une recherche afin de comprendre quelles seraient les caractéristiques générales et les fonctions des fondations communautaires. Une présentation de Fondations communautaires du Canada, prévue pour l'automne 2008, permettra aux membres du comité de mieux comprendre l'établissement, le travail et le rôle des fondations communautaires.

Services communautaires pour les enfants et les jeunes

Les membres du sous-comité de renouveau de la collectivité ont effectué une recherche sur les services existants, y compris sur toutes les associations de sports mineurs pour les enfants et les jeunes, afin de cerner les lacunes et les synergies des programmes. On a dressé une liste complète des services et des personnes-ressources, ainsi que leurs coordonnées. Cette liste a été mise à la disposition du public. **(Voir l'annexe 6 : Services offerts aux jeunes de Cornwall et de la région)**

Développement du secteur riverain

Les membres du sous-comité du renouveau de la collectivité ont examiné la possibilité de créer une plage au centre-ville. On a organisé plusieurs rencontres avec les membres du comité du secteur riverain de Cornwall et d'autres personnes participant à la revitalisation de la partie interne de la Ville et à la revitalisation du secteur commercial « Le Village ». Pendant ces rencontres, on s'intéressait vivement à la création d'une plage en ville. Étant donné que Cornwall longe quinze kilomètres de rivage du fleuve Saint-Laurent, les membres ont souligné l'importance de créer des loisirs inclusifs pour tous les citoyens le long du secteur riverain, surtout dans le secteur du Parc Lamoureux. Ainsi, le développement du secteur riverain est devenu un enjeu important pour les membres du sous-comité de renouveau de la collectivité, surtout parce qu'on pourrait inclure dans ce projet un « jardin et une plage de guérison » qui serait un hommage à la nature résiliente de l'esprit humain. Delcan, une société d'ingénieurs d'Ottawa, a été consultée afin d'évaluer la possibilité de participer à une activité préliminaire de planification de projet. Les directeurs de Delcan possèdent déjà une expérience dans ce

genre d'activité; ils ont participé à la réalisation du parc de l'île Pétrie sur la rivière des Outaouais.

IV Recherche menant à un plan quinquennal pour le renouveau de la collectivité

À la suite de discussions avec les dirigeants communautaires tenues pendant les huit forums de consultation, et à la suite de l'examen et de la discussion menés par les membres de PrévAction et les membres du sous-comité de renouveau de la collectivité, on a établi quatre principes distincts ainsi que des mesures et des tâches connexes reflétant les principales tâches à accomplir dans la collectivité de Cornwall au cours des cinq prochaines années pour les membres du sous-comité de renouveau de la collectivité, conjointement avec les membres de PrévAction. Après un examen et une discussion, on a déterminé que les activités de recherche suivantes sont essentielles pour conclure les activités d'examen entreprises de novembre 2007 à septembre 2008 :

1. **Festival** : Recherche quant à la faisabilité d'une « Journée de Cornwall » pendant laquelle on célébrerait le patrimoine et les résidents de la Ville, les réalisations passées et présentes, ainsi que les difficultés et les pressions vécues par la collectivité.
 - Célébrer la façon dont la collectivité travaille ensemble pour relever les défis;
 - Parler des contributions positives des survivants, notamment le programme de mentorat et la halte-accueil.
2. **Un regard sur d'autres collectivités** : Les facteurs de recherche qui ont aidé d'autres collectivités à surmonter leur faible estime de soi collective et à acquérir une meilleure image et une meilleure réputation au-delà de leurs frontières municipales.
3. **Collectivité saine et guérison/réconciliation** : Trouver une représentation tangible de la résilience de l'esprit humain comme celle démontrée par les survivants d'abus sexuels récents ou passés. Cette représentation serait située dans un endroit public central du secteur riverain ou près de celui-ci; il pourrait s'agir, par exemple, d'un jardin de guérison. La représentation matérielle et son environnement constitueraient un hommage à la résilience de l'esprit humain, et tous les citoyens y auraient accès et pourraient le voir.

Nous croyons que l'inclusion sociale et l'accès égal aux loisirs constituent des éléments importants de la guérison, de la réconciliation, du renouveau de la collectivité et des collectivités saines. Par conséquent, nous voudrions examiner la possibilité de créer une plage publique au Parc Lamoureux. En liant le jardin de guérison à une plage, nous commémorons le passé et montrons notre espoir pour l'avenir.

Pour la recherche nécessaire, il faut mettre en œuvre les mesures suivantes aux fins de planification préliminaire de projet quant à la faisabilité et aux exigences d'un espace de guérison établi sur une plage publique ou dans le secteur riverain de la Ville de Cornwall :

- une visite de l'endroit et une rencontre avec les promoteurs;
- une évaluation préliminaire des possibilités et des contraintes;
- une évaluation préliminaire des risques possibles;
- un aperçu des exigences en matière de planification, d'ingénierie et de conception de l'environnement;
- un résumé des exigences habituelles en matière d'approbation, et une liste des intervenants probables;
- des suggestions sur la façon d'inciter la collectivité à participer au processus de planification et de conception;
- des recommandations pour les prochaines étapes.

La recherche se terminerait par une présentation à la collectivité et la participation à un tour de table qui permettrait de planifier les prochaines étapes. Un document d'étude serait fourni.

4. **Fondation communautaire de Cornwall** :

La durabilité financière des programmes constituait le plus fréquent de tous les thèmes récurrents pendant les discussions tenues dans le cadre des forums de consultation avec les dirigeants communautaires. Une façon d'assurer la durabilité consiste à créer une fondation communautaire. Dans le cadre de l'élaboration du plan quinquennal, PréVAction prendrait les mesures suivantes :

- faire participer tous les partenaires communautaires à la discussion sur la création d'une fondation communautaire de Cornwall;
- définir les rôles et les relations;
- établir les fonctions primaires et secondaires, une des fonctions primaires devant cibler les enfants et la prévention;
- rechercher les partenariats essentiels et dresser une liste des membres possibles d'un conseil d'administration d'une fondation communautaire de Cornwall.

PRÉVATION

BIENVEILLANCE

PRÉV ACTION SOUS-COMITÉ DE BIENVEILLANCE

Septembre 2008

Les membres de PrévAction ont déterminé que la bienveillance constituait un élément nécessaire pour amener la population générale de Cornwall et de la région à la guérison et à la réconciliation. Ce principe est appuyé par la recherche en général, le travail du comité et par les commentaires fournis par les survivants d'abus sexuels et par les dirigeants communautaires pendant une série de conférences, d'ateliers et de forums.

I Motif

Les membres de PrévAction et les membres du sous-comité de bienveillance ont déterminé que la bienveillance constituait le facteur sur lequel s'appuient tous les efforts menant à la guérison et à la réconciliation. Après avoir discuté avec des survivants, des groupes communautaires, des dirigeants et des intervenants, les membres de PrévAction ont conclu qu'il devrait y avoir des représentations matérielles de la bienveillance à l'égard des survivants d'abus sexuels survenues dans le passé ou récemment. En créant des représentations concrètes de bienveillance, l'ensemble de la collectivité aurait l'occasion de devenir partenaire afin d'offrir le soutien et de démontrer la bienveillance qui sont essentiels au bien-être des survivants d'abus sexuel. Cette activité mènerait à la guérison et à la réconciliation de l'ensemble de la collectivité.

II Vision

Au début de leurs travaux en 2007, les membres du sous-comité de bienveillance de PrévAction, grâce aux commentaires du groupe de survivants, ont mis en œuvre deux initiatives de bienveillance distinctes, et ont exprimé leur vision ainsi :

- 1) Le Refuge pour hommes : Fournit un environnement sécuritaire dans la Ville de Cornwall et les comtés de Stormont, de Dundas et de Glengarry aux hommes qui ont survécu à l'abus sexuel. Les survivants ciblés sont de jeunes hommes de 16 à 18 ans et des hommes de 19 à 65 ans.
- 2) Le Centre d'intervention immédiate : Fournit des services immédiatement accessibles dans un environnement non menaçant pour les personnes en situation de crise.

Détermination de mesures pour appuyer la vision

Au début de la formation du comité en 2007, les membres ont ciblé une série de mesures visant à appuyer l'énoncé de vision du comité :

- 1) Créer le Refuge pour hommes
 - Rechercher les lacunes dans les services offerts dans notre collectivité aux survivants d'abus sexuel survenus dans le passé ou récemment;

- Découvrir s’il existe des services semblables dans d’autres collectivités;
 - Établir dans notre collectivité un centre d’intervention d’urgence bilingue ouvert en tout temps pour les survivants d’abus sexuels survenus dans le passé ou récemment;
 - Chercher à établir des partenariats de travail avec des organisations communautaires existantes;
 - Inclure le jumelage de services d’experts;
 - Fournir des services cliniques et thérapeutiques;
 - Inclure la disponibilité d’une unité d’intervention d’urgence de quatre à six lits pour un hébergement à court terme de 24 à 72 heures;
 - Chercher et sélectionner des bénévoles pour soutenir le personnel qualifié dans la prestation des services.
- 2) Créer le Centre d’intervention immédiate
- Rechercher les lacunes dans les services d’intervention d’urgence dans notre collectivité immédiate;
 - Découvrir s’il existe des services semblables dans d’autres collectivités (**Annexe 5 : Rapport des visites sur le terrain – Kitchener-Waterloo et Toronto**);
 - Chercher à établir des partenariats de travail avec des organisations communautaires existantes;
 - Inclure le jumelage de services d’experts;
 - Établir des services intégrés d’intervention immédiate bilingues offerts en tout temps aux personnes en situation de crise;
 - Établir un centre qui fournirait un soutien initial aux personnes en situation de crise;
 - Chercher et sélectionner des bénévoles pour soutenir le personnel qualifié dans la prestation des services.

III Progrès réalisés

PrévAction à titre d’organisme catalyseur : Depuis le début, les membres de PrévAction considèrent que leur travail est de nature catalytique. Dans le cadre de leur recherche, ils étaient ouverts aux idées, aux suggestions et aux possibilités qui leur étaient proposées par des personnes et des groupes et qui visaient l’élaboration et la mise en œuvre de projets communautaires liés aux abus sexuels et à la prévention.

Refuge pour hommes : Dans le cadre de toutes les activités de recherche auxquelles participaient des dirigeants communautaires, on a indiqué un grand besoin de refuge pour hommes, et dans toutes les discussions engagées pendant les forums de consultation avec les dirigeants communautaires, on a appuyé l’établissement d’un refuge pour hommes. Les conversations tenues avec des survivants d’abus sexuel survenus dans le passé ou récemment, dont certains sont membres du sous-comité de bienveillance responsable du refuge pour hommes, ont permis de comprendre à quel point il est important de choisir un

endroit pour l'établissement d'un refuge pour hommes et de mettre en œuvre des programmes de soutien appropriés.

Au fil des discussions avec les survivants d'abus sexuel, on a développé l'idée d'un refuge pour hommes organisé et géré uniquement par des survivants d'abus sexuel. En fin de compte, les membres de PrévAction, reconnaissant leur rôle à titre d'organisme catalyseur, ont soutenu la suggestion faite par des survivants selon laquelle ces derniers seraient les seuls à gérer les délibérations visant le refuge pour hommes. Les membres de PrévAction ont assuré les membres du sous-comité du refuge pour hommes que l'organisme appuierait leurs travaux et fournirait toute l'aide nécessaire aux fins d'une recherche, de l'élaboration et de la mise en œuvre efficaces d'un refuge pour hommes.

Centre d'intervention immédiate : Pendant les nombreuses conversations tenues avec les membres de la collectivité, surtout celles qui ont eu lieu pendant les forums de consultation avec les dirigeants communautaires relativement au centre d'intervention immédiate, on a indiqué que des services d'urgence et de soutien existaient déjà dans la collectivité de Cornwall et les comtés de Stormont, de Dundas et de Glengarry. Après un examen plus approfondi, les survivants d'abus sexuel ont cerné des lacunes dans les services actuels, et ont suggéré de combler ces lacunes en offrant des services aux hommes dans un refuge pour hommes.

Centre d'intervention immédiate pour enfants/centre de protection de l'enfance : En mai 2008, après une visite sur le terrain à Kitchener-Waterloo et à Toronto pour visiter les centres de protection de l'enfance, les membres du sous-comité de bienveillance, en particulier les membres du Centre d'intervention immédiate, ont décidé d'engager des conversations plus délibérées et axées sur un centre d'intervention immédiate pour les enfants et/ou un centre de protection de l'enfance. Les membres ont examiné l'effectif du comité et ont invité d'importants fournisseurs de services à participer aux discussions concernant les services d'intervention immédiate et de protection de l'enfance pour les enfants victimes d'abus sexuels.

L'idée principale gouvernant la création d'un centre pour les enfants témoins/centre de protection de l'enfance est qu'on y offrirait un soutien impartial à tous les enfants qui ont été victimes ou témoins de crimes. Les services seraient fondés sur le principe que la plupart des enfants sont trop vulnérables et innocents pour comprendre les complexités du système de justice pénale. Un centre pour enfants permettrait d'établir un équilibre entre les besoins de ce système de justice et le droit de l'enfant de ne pas être soumis à d'autres traumatismes émotionnels.

Il faudra d'autres recherches et d'autres discussions pour comprendre complètement les services offerts actuellement et les lacunes qui existent dans les services offerts aux enfants qui ont survécu à l'abus sexuel et à qui on demande de témoigner en cour au sujet de leur expérience. D'autres recherches et d'autres discussions seront également nécessaires pour comprendre comment la collectivité de Cornwall et les comtés de Stormont, de Dundas et de Glengarry peuvent offrir de meilleurs services et un meilleur appui aux enfants qui ont survécu à l'abus sexuel.

Tous les survivants qui ont communiqué avec les membres du Centre d'intervention immédiate pour enfants/centre de protection de l'enfance affirment que leur souffrance et leurs témoignages publics n'auront pas été vains si, en raison de leurs efforts et des efforts de PrévAction, ne serait-ce qu'un seul enfant ne subira pas l'horreur de l'abus sexuel.

Déterminer les prochaines étapes

- Appuyer au besoin les efforts des membres responsables du Refuge pour hommes;
- Appuyer au besoin les efforts des membres responsables du Refuge pour hommes en ce qui a trait au programme pour les hommes du Centre d'intervention immédiate;
- Examiner les lacunes en ce qui concerne les services à l'intention des enfants qui ont survécu à l'abus sexuel
- Effectuer une recherche et cerner d'autres éléments nécessaires à la recherche;
- Effectuer une recherche sur la faisabilité d'une organisation axée sur les enfants telle qu'un centre d'intervention immédiate pour enfants/centre pour les enfants témoins/centre de protection de l'enfance.

Événements importants

Consultations communautaires :

Des dirigeants communautaires représentant plus de 50 organisations communautaires (**Annexe 3 : Organisations et fournisseurs de services représentés dans le cadre des forums de consultation avec les dirigeants communautaires**) ont été invités à participer à un des huit forums de consultation avec les dirigeants communautaires. Les suggestions et commentaires suivants (**Annexe 4 : Forums de consultation avec les dirigeants communautaires**) en ce qui concerne la bienveillance applicable dans le cadre de services aux enfants, c'est-à-dire un centre d'intervention immédiate pour enfants/centre de protection de l'enfance, soulignent l'importance de mener une recherche sur les lacunes dans les services et la mise en œuvre de programmes et/ou d'organisations de soutien appropriés. La nécessité d'un tel centre pour enfants a été exprimée; on a également suggéré que le Programme d'aide aux victimes et aux témoins (PAVT) inclue ce type de centre et de services pour les enfants comme il en existe dans d'autres villes de l'Ontario.

Voici les commentaires des dirigeants communautaires en vue d'appuyer ce principe :

- On pourrait intégrer un centre pour les enfants témoins à un centre d'intervention immédiate. Il n'existe pas à Cornwall d'endroits autres que les

hôpitaux et les postes de police pour rencontrer les enfants victimes dans un milieu sécuritaire, confortable et édifiant.

- Il faudrait discuter avec les responsables du Programme d'aide aux victimes et aux témoins (PAVT) de la nécessité d'avoir un endroit comme celui susmentionné et d'étendre les services offerts dans le cadre du PAVT de façon à inclure un centre pour les enfants témoins.
- Une installation pour le centre pour les enfants témoins située près du tribunal de Cornwall constituerait un ajout positif aux services offerts aux enfants qui ont été victimes d'abus sexuel.
- Les recommandations à l'intention du commissaire devraient inclure la suggestion d'un centre pour les enfants témoins desservant Cornwall et la région sous les auspices du Programme d'aide aux victimes et aux témoins (PAVT). Le financement offert par le ministère du Procureur général (MPG) pour les centres d'enfants témoins est inclus dans les PAVT dans certaines villes sélectionnées de l'Ontario.

Visite sur le terrain à Kitchener-Waterloo/Toronto

Quatre membres du sous-comité de bienveillance responsables du Centre d'intervention immédiate pour enfants, soit trois fournisseurs de services et un survivant d'abus sexuel, ont visité le Child Witness Centre de Waterloo où l'on croit que chaque enfant qui a été victime ou témoin d'un crime a le droit de recevoir un soutien pendant toute procédure judiciaire à laquelle il doit prendre part, et de s'y préparer. À Waterloo, on dirige les enfants victimes ou témoins vers le programme après le dépôt d'une accusation au criminel. Les services de soutien offerts sont gratuits et comprennent :

- un soutien et une assistance à toutes les étapes de la procédure judiciaire;
- des mises à jour sur l'instance fournies à l'enfant et à la famille;
- une explication du système judiciaire à l'enfant;
- l'organisation de rencontres avec le procureur de la Couronne pour le compte de l'enfant et participation à ces rencontres;
- une rencontre avec l'enfant aux fins de préparation pour le tribunal – pour l'aider à maîtriser ses craintes et ses préoccupations, lui expliquer les procédures judiciaires, ce qu'est le serment et la signification de la terminologie juridique et faciliter les conditions nécessaires pour qu'il fasse un témoignage complet et spontané;
- l'accompagnement de l'enfant au tribunal;
- l'explication du verdict;
- une assistance pour la rédaction de la déclaration de la victime, au besoin.

Les quatre membres ont également visité The Gatehouse à Toronto où l'on fournit un milieu confortable, non menaçant pour aider les survivants de mauvais traitement à l'endroit d'enfants à s'exprimer pendant le processus d'enquête. The Gatehouse Investigation Support program est un programme qui facilite l'enquête sur les mauvais traitements à l'égard d'un enfant en fournissant :

- Un lieu d'enquête adapté aux enfants où les agents de police et les responsables de la protection de l'enfance peuvent interroger les enfants et les membres de la famille dans un milieu confortable, non menaçant et géré indépendamment.
- Des systèmes d'enregistrement d'avant-garde situés hors de la salle d'entrevue adaptée pour les enfants.
- Un soutien de suivi auprès des membres de la famille afin de réduire le stress et de fournir des services continus lorsqu'ils entrent dans le système des services sociaux élargis.

Selon le directeur général de The Gatehouse, l'intervention généralisée de plus grande envergure dans les cas de mauvais traitements infligés aux enfants peut entraîner de la confusion et être dérangeante. Souvent, les membres de la famille qui ne sont pas responsables des mauvais traitements sont en état de choc après la divulgation initiale, et ensuite ils sont bouleversés par le système. C'est pourquoi, avec le soutien de la collectivité, le programme de The Gatehouse facilite la divulgation des mauvais traitements par l'enfant de façon à limiter le nombre de fois que ce dernier devra raconter de nouveau l'incident. L'objectif ultime est de créer des services de soutien continus intégrés pour les enfants et les membres de la famille qui ne sont pas responsables des mauvais traitements. The Gatehouse accorde un soutien à toute personne participant au processus d'enquête, soit les enfants, les jeunes, les adultes, les familles et l'équipe d'enquête. Des agents de police de beaucoup de divisions de Toronto utilisent les installations, tout comme les représentants d'un bon nombre d'organismes de protection de l'enfance.

IV Plan d'action quinquennal en matière de bienveillance

Principe

Le principe de base suivant constitue le principe sous-jacent qui appuie la recherche pour l'amélioration des services pour les enfants existants et l'élaboration d'une approche globale pour être au service des enfants qui ont été victimes d'abus sexuel : [Traduction] « Malgré la fréquence des mauvais traitements infligés aux enfants, ce crime demeure le plus difficile à poursuivre étant donné les rares témoins ou preuves médicales, et que les enfants sont habituellement à un âge où il est extrêmement difficile de témoigner devant le tribunal. Les enfants méritent donc d'avoir un endroit qui soit le plus confortable possible où ils peuvent raconter ce qui s'est passé. Les témoignages enregistrés sont perçus comme la meilleure forme de preuve puisqu'ils permettent de réduire le nombre de fois qu'un enfant devra raconter l'incident, et que les enfants n'auront pas à témoigner si souvent dans une salle d'audience. » – The Gatehouse

Activités et éléments de recherche active menant à la mise en œuvre du Centre d'intervention immédiate pour enfants/centre de protection de l'enfance recommandée par le sous-comité de bienveillance

À la suite des discussions tenues avec les dirigeants communautaires pendant les huit forums de consultation, et après l'examen et la discussion continus des membres de PrévAction et des membres du sous-comité de bienveillance responsables du Centre d'intervention immédiate pour enfants/centre de protection de l'enfance, on a cerné cinq activités de recherche qui reflètent l'essentiel du travail du sous-comité de bienveillance visant à appuyer le plan quinquennal :

- A. **Programme pour enfants** : Examiner et évaluer les activités et les programmes existants dans la collectivité pour les enfants qui ont été victimes d'abus sexuels, et cerner toutes les lacunes dans les services offerts aux enfants
- B. **Dialogue avec les survivants et les membres de la collectivité** : Rechercher les survivants et les groupes communautaires et communiquer avec eux afin de cerner les meilleurs programmes, les pratiques exemplaires et le milieu organisationnel qui permettront d'offrir les meilleurs services aux enfants qui ont été victimes d'abus sexuels.
- C. **Programmes de soutien** : Inclure dans le plan quinquennal de PrévAction des programmes de soutien appropriés pour ces enfants, et suggérer, dans le plan quinquennal de PrévAction la(les) meilleure(s) organisation(s) pour diriger les services améliorés offerts aux enfants qui ont été victimes d'abus sexuels
- D. **Collaboration des organismes** : Demander des commentaires en matière d'ingénierie et de conception pour la création de services complets intégrés pour les enfants qui ont été victimes d'abus sexuels. La conception de cet immeuble pourrait inclure un espace pour le personnel professionnel d'organisations locales qui sont des spécialistes en matière d'intervention auprès des enfants qui ont été victimes d'abus sexuels, des services pour les victimes et les témoins, des services de counselling pour les enfants, un soutien pour les enfants et les familles en situation de crise, etc.

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : Fiche de renseignements

ANNEXE 2 : Effectif

ANNEXE 3 : Organismes et fournisseurs de services représentés dans le cadre des forums de consultation avec les dirigeants communautaires

ANNEXE 4 : Forums de consultation avec les dirigeants communautaires

ANNEXE 5 : Rapport des visites sur le terrain – Kitchener-Waterloo et Toronto

ANNEXE 6 : Services offerts aux jeunes de Cornwall et de la région

ANNEXE 1

Fiche de renseignements

Annexe 1 : FICHE DE RENSEIGNEMENTS

Contexte

Le Comité consultatif de la Phase 2 de l'Enquête publique sur Cornwall a comme mandat de promouvoir la guérison et la réconciliation au sein de notre collectivité. Quatre thèmes récurrents ont été soulevés pendant les réunions de la Phase 2 : prévention, bienveillance, renouveau de la collectivité et éducation de la collectivité. Au cours des réunions qui ont suivi, on a soulevé l'idée d'élaborer des projets en fonction de ces thèmes. Après une série de réunions pendant la Phase 2, on a formé à l'été de 2006 un groupe de citoyens indépendant de l'Enquête publique sur Cornwall, appelé « PrévAction », afin de passer de la parole aux actes et de mettre en œuvre les projets de la Phase 2.

Vision

Une collectivité fière et dynamique où toutes les personnes et les organisations travaillent ensemble afin de créer un environnement sécuritaire et sain.

Mission

Favoriser une attitude respectueuse et attentionnée pour tous les individus, et un sentiment de fierté pour la ville, afin de s'assurer que chacun soit informé, conscient et engagé à prévenir l'abus sexuel, et pour garantir que les institutions soient transparentes, sécuritaires et déterminées à collaborer pour prévenir ces abus.

Principes en matière d'intervention de PrévAction

Axé sur l'avenir – Élément catalyseur en matière d'intervention – Engagé dans un plan quinquennal – Appuie les organismes existants et collabore avec eux – Élabore des objectifs mesurables – Met l'accent sur le positif.

Sous-comités de PrévAction

Prévention : Dan Parkinson, Paul-André Durocher

Favoriser au sein de la collectivité des occasions favorisant la prévention des abus sexuels et des occasions de participer aux mesures prises à cet effet.

Éducation de la collectivité : Richard Allaire, Patrick Finucan

Promouvoir l'harmonisation des programmes d'éducation en matière d'abus sexuels au sein des organisations communautaires participant à l'éducation publique.

Bienveillance : Gail Kaneb

Dans un centre d'intervention immédiate pour les enfants/centre de protection de l'enfance, fournir des services accessibles et immédiats dans un environnement non menaçant aux enfants qui sont en situation de crise; appuyer le travail d'un comité indépendant afin de fournir créer un milieu sécuritaire (Refuge pour hommes) pour les hommes âgés de 18 à 65 ans qui ont été victimes d'abus sexuels dans le passé ou récemment pour la Ville de Cornwall et les comtés de Stormont, de Dundas et de Glengarry.

Renouveau de la collectivité : Gail Kaneb, Bernadette Clement, Chris Francis

Comprendre les liens qui existent entre le développement économique et les problèmes sociaux; favoriser un changement culturel et appuyer l'inclusion sociale.

ANNEXE 2

Effectif

ANNEXE 2 : EFFECTIF

Depuis 2007, PrévAction a bénéficié de la contribution de bénévoles, que ce soit à court ou à long terme. Les commentaires des personnes représentant un si grand nombre de secteurs différents ont permis d'améliorer la capacité d'adaptation de PrévAction et la pertinence de ses recherches.

Membres de PrévAction

Richard Allaire, président de PrévAction
Chris Francis, éducateur à la retraite et membre de la collectivité
Daniel Parkinson, services de police communautaire
Son excellence Monseigneur Paul-André Durocher, évêque d'Alexandria-Cornwall
Bernadette Clement, avocate et conseillère municipale
Pat Finucan, directeur à la retraite du campus du Collège Saint-Laurent à Cornwall
Gail Kaneb, mécène à l'échelle locale et internationale, femme d'affaires et membre de la collectivité
Jamie Marsolais, survivant à la retraite.
Mehroon Kassam, Social Development Council, à la retraite
Claire Winchester, coordonnatrice de la recherche

Membres du sous-comité de l'éducation de la collectivité

Richard Allaire, président; président de PrévAction
Patrick Finucan, vice-président de PrévAction
Chris Francis, membre de PrévAction
Rév. Claude Thibault, pasteur; survivant d'abus sexuel
Rév. Marc Piché, pasteur
Angèle Lynch, Programme d'urgence pour victimes d'agression et de violence sexuelle (ASAP), Hôpital communautaire de Cornwall
Susan Carter, Croix-Rouge canadienne
Jenny Roebuck, directrice, Youth Now Intervention Services (YNIS)
Claire Winchester, coordonnatrice de la recherche, PrévAction

Membres du sous-comité de prévention

Chef Dan Parkinson, services de police communautaire de Cornwall
Son excellence Monseigneur Paul-André Durocher, évêque d'Alexandria-Cornwall
Claire Winchester, coordonnatrice de la recherche, PrévAction

Membres du sous-comité du renouveau de la collectivité

Gail Kaneb, présidente, membre de PrévAction
Bernadette Clement, conseillère municipale, membre de PrévAction
Chris Francis, éducateur à la retraite, membre de PrévAction
Kim Baird, conseillère municipale
Jim McLennan, Service Canada
Don Fairweather, directeur du campus du Collège Saint-Laurent à Cornwall
Lorna McKendry, citoyenne de Cornwall
Chris Munro, propriétaire d'une petite entreprise, activiste social
Mehroon Kassam, Social Development Council, à la retraite
Claire Winchester, coordonnatrice de la recherche, PrévAction

Membres du sous-comité de bienveillance; Centre d'intervention immédiate/centre de protection de l'enfance

Gail Kaneb, présidente, membre de PrévAction
Micheline Gosselin, superviseure des services cliniques, Centre de counselling familial
Rachel Daigneault, directrice générale, Société d'aide à l'enfance
Sherri Cameron, agente de police, unité des services à la jeunesse, services de police communautaire de Cornwall
Brian Snyder, inspecteur, services de police communautaire de Cornwall
Deborah Pow, chef des services, Société d'aide à l'enfance
Angèle Lynch, Programme d'urgence pour victimes d'agression et de violence sexuelle (ASAP), Hôpital communautaire de Cornwall
Sheila Tallon, gestionnaire de programme, Programme d'urgence pour victimes d'agression et de violence sexuelle
Claude Legault, directeur, services de probation
Patrick Lechasseur, coordonnateur du soutien aux témoins et de counselling, Enquête publique sur Cornwall
Diane Plourde, directrice générale, Services d'orientation et d'aide immédiate aux victimes (SOAIV)
Judy Grant, membre de la famille d'un survivant
Lise Brisson, membre de la famille d'un survivant
Jeff vander Aa, bénévole de la collectivité
Malika Cherif, Interactive Counselling Services
Lucie Beauregard, directrice générale, Sexual Assault Support Services, à la retraite
Mehroon Kassam, Social Development Council
Jamie Marsolais, survivant, à la retraite
Keith Ouellette, survivant, à la retraite
Paul Scott, directeur général, Citizens for Community Renewal, à la retraite
Mark MacDonald, conseiller municipal, à la retraite
Marc Carriere, survivant, à la retraite
Steven Parisien, survivant, à la retraite
Claire Winchester, coordonnatrice de la recherche, PrévAction

ANNEXE 3

Organismes et fournisseurs de services représentés dans le cadre des forums de consultation avec les dirigeants communautaires

ANNEXE 3 : ORGANISMES ET FOURNISSEURS DE SERVICES REPRÉSENTÉS DANS LE CADRE DES FORUMS DE CONSULTATION AVEC LES DIRIGEANTS COMMUNAUTAIRES

Les organismes et les responsables municipaux suivants étaient représentés dans le cadre des forums de consultations avec les dirigeants municipaux :

Addictions Services of Eastern Ontario
Akwasasne Family Violence Program
Breakthrough Strategies Inc., société d'experts-conseils privée
Bureau du procureur de la Couronne
Carefor
Centre Agapè
Centre de counselling de Cornwall et des comtés unis
Centre de santé communautaire de l'Estrie
Chambre de commerce de Cornwall
Christian Council
Circonscription sanitaire de l'Est de l'Ontario
Citizens for Community Renewal
Clinique juridique SD&G
Collège Saint-Laurent
Community Care Access Centre
Community District Immigration Services
Community Living Dundas County
Community Living Stormont
Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien
Cornwall & Area Housing Authority, Ville de Cornwall
Croix-Rouge canadienne
Diocèse d'Alexandria-Cornwall
Economic Development, Ville de Cornwall
Équipe d'urgence en santé mentale, Hôpital communautaire de Cornwall
Fondation de l'Hôpital communautaire de Cornwall
Grands frères et Grandes sœurs de Cornwall et du district
L'Association canadienne pour la santé mentale
Laurencrest Cornwall Youth Residence
Le Projet pour hommes
Maire, Ville de Cornwall
Maison Baldwin
Maison Interlude (Hawkesbury)
Planning Department, Ville de Cornwall
Police provinciale de l'Ontario, comtés de Stormont, de Dundas et de Glengarry
Programme d'aide aux victimes et aux témoins, ministère du Procureur général
Programme d'urgence pour victimes d'agression et de violence sexuelle (ASAP), Hôpital communautaire de Cornwall
Riverview Manor
S.D. & G. Developmental Services Centre
Secrétariat ontarien des services aux victimes (SOSV), ministère du Procureur général
Service Canada
Services de main-d'œuvre
Services de police communautaire de Cornwall
Services de probation et de libération conditionnelle
Sexual Assault Support Services
Société d'aide à l'enfance
Soutien aux témoins et counselling, Enquête publique sur Cornwall
Tri-County Literacy
Victims Crisis Assistance & Referral Services

Ville de Cornwall, conseiller
Youth Now Intervention Services

ANNEXE 4

Forums de consultation avec les dirigeants communautaires

ANNEXE 4 : FORUMS DE CONSULTATION AVEC LES DIRIGEANTS COMMUNAUTAIRES - RÉSUMÉ

« J'ai bien aimé le fait que l'invitation de PrévAction a été lancée aux fournisseurs de services.

Il est important de *demander* aux gens ce qu'ils pensent. » Participant au forum

ÉDUCATION DE LA COLLECTIVITÉ :

<p>1. Assurer un financement durable à long terme pour les programmes d'éducation</p> <p>Un bon nombre de fournisseurs de services intègrent un élément éducationnel à leurs activités, mais cet élément est souvent le premier à disparaître lorsque le financement est limité. Un financement doit être assuré pour garantir la recherche, la planification et la mise en œuvre continue de tous les programmes d'éducation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Point important : Le financement continu assuré des initiatives communautaires constitue un gros problème : Ne commencez pas quelque chose qui ne durera pas en raison d'un manque de fonds - Il faut des fonds suffisants pour fournir un soutien durable afin de répondre aux besoins des clients (c'est-à-dire des groupes de soutien et de counselling, une intervention d'urgence, la gestion du risque) - Le message transmis au commissaire doit être clair : il faut des fonds de démarrage et des revenus durables pour les initiatives mises en œuvre; il faut demander un financement approprié afin d'assurer la durabilité - Il faut des fonds pour continuer la recherche en ce qui concerne les besoins de la collectivité et les services qui y sont offerts; il est très important que les initiatives communautaires à venir soient fondées sur les conclusions obtenues par la recherche continue - Le financement des éléments éducationnels des services offerts par des fournisseurs de services locaux est souvent le premier à faire l'objet d'une évaluation et à être éliminé pendant les examens budgétaires - Il faut assurer un financement durable pour les initiatives d'éducation - Des programmes scolaires sont dirigés par des bénévoles; il est difficile d'assurer la viabilité de ces programmes s'ils ne sont pas gérés par un employé rémunéré - Examiner comment l'allocation des ressources peut entraîner une scission - Bien des fournisseurs de services offrent des éléments éducationnels dans leurs services, mais il est difficile de les maintenir puisque ce sont les premiers visés lorsqu'on prévoit des réductions budgétaires - Les responsables du programme ASAP voudraient qu'un autre organisme se charge aussi de l'éducation de la collectivité - Il faut un soutien financier pour les initiatives d'éducation - L'éducation de la collectivité constitue un effort constant qui nécessite beaucoup d'argent - Les organisations de fournisseurs de services n'ont ni le budget ni les fonds nécessaires pour soutenir un programme d'éducation global. Leurs budgets sont centrés sur l'effectif et les ressources - Problèmes en matière de financement durable - Il faut trouver un mécanisme de coordination, car les programmes actuels en matière d'abus sexuel menés par des organismes communautaires sont souvent les premiers à être éliminés des budgets - La durabilité des programmes est importante, tout comme un engagement à long terme quant à la prestation des programmes - La transmission de renseignements permettra également de trouver des fonds pour les programmes durables - Il est possible de cibler différentes sources qui pourraient offrir un financement sur une période délimitée pour les initiatives d'éducation
<p>2. Importance de l'éducation de la collectivité en ce qui concerne les agressions sexuelles</p> <p>L'objectif est d'informer et d'éduquer,</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Fournir de l'information bilingue - Il n'est jamais mauvais de fournir de l'information au public en ce qui concerne l'abus sexuel - Plus il y a de gens qui savent ce que c'est que d'être victime, plus ils peuvent soutenir d'autres personnes et/ou éviter les situations où eux ou d'autres personnes pourraient devenir victimes - Les messages et l'information sur les abus sexuels doivent être bien communiqués - Il est important de parler du concept de la résilience avec la collectivité - Il ne faut pas oublier les personnes ayant un retard de développement dans le cadre de l'élaboration de programmes de prévention des

<p>de changer les mentalités et de donner des recours aux personnes : objectifs opportuns, essentiels et utiles. Les défis à signaler : la diversité de la population doit être respectée (p. ex. l'âge, la langue, l'ethnicité, les antécédents socio-économiques et la capacité mentale). Il faut s'attendre à une certaine résistance, il faut être positif.</p>	<p>abus sexuels</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des programmes semblables devraient aussi être inclus dans les programmes de soins de santé et de services sociaux - Des programmes sûrs et opportuns, plus réalisables - Les initiatives d'éducation doivent être mises en œuvre de façon générale et être conviviales; le message ne doit pas stigmatiser - Il y aurait moins de souffrance s'il y avait plus d'éducation; cela permet de réduire l'isolement - Il est important de promouvoir l'éducation, car les jeunes perçoivent de plus en plus les mauvais traitements (p. ex. la violence familiale, etc.) comme un comportement normal - Ce n'est pas tout le monde qui désire être informé - Même si la collectivité avait des programmes d'éducation et/ou qu'on lui offrait des présentations sur les mauvais traitements, beaucoup de personnes n'y participeraient pas parce qu'ils ne veulent pas être informés - C'est un merveilleux legs que d'offrir une éducation sur ces questions - Il faut éduquer pour interrompre le cycle au niveau local - Tout le monde devrait savoir ce que sont les mauvais traitements et qu'ils ne sont pas acceptables - L'éducation constitue un élément essentiel nécessaire dans notre collectivité - Il faut parler des enfants et discuter avec eux - Il est important d'offrir des programmes d'éducation communautaires à tous les groupes de notre collectivité - Offrir plus de programmes d'éducation à ce sujet permettra aux gens de mieux comprendre l'abus sexuel, la prévention et la divulgation de ce crime, et ils seront ainsi plus à l'aise pour en discuter - Les programmes sur l'abus sexuel offerts dans les écoles ont incité certains enfants à faire des commentaires qui ne sont pas appropriés, les parents doivent réagir à ces commentaires - Chercher un financement pour des services de traduction et d'interprétation simultanées dans des langues telles que le tamoul, l'urdu et l'afghan
<p>3. Détermination des programmes d'éducation existants dans les écoles</p> <p>Différentes organisations ont élaboré des programmes offerts en milieu scolaire visant l'intimidation, la violence, les relations amoureuses et générales, l'agression sexuelle et la prévention. Les préoccupations exprimées étaient liées au programme, à la formation du personnel enseignant et à l'accès aux organisations communautaires.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Vérifier les programmes offerts par la Croix-Rouge en ce qui concerne l'abus sexuel pour les classes de la 7^e à la 9^e année; vérifier si l'EDU permettrait que ce programme offert à l'école soit intégré au curriculum - Prevention In Motion est un programme offert dans les écoles secondaires qui aborde l'intimidation et qui est axé sur la facilitation entre élèves - Des programmes communautaires tels que ASAP, ou des programmes sur les mauvais traitements du Centre de counselling familial, du Bureau de santé de l'Est de l'Ontario (BSEO) EOHU, de Laurencrest et de la Croix-Rouge peuvent être offerts dans les écoles sur demande - Ce ne sont pas tous les membres du personnel enseignant ni toutes les directrices/tous les directeurs qui se sentent à l'aise avec le contenu - L'atelier intitulé « Dating & Relating Workshop » offert par Laurencrest constitue une bonne ressource, mais il n'y a plus de fonds pour en assurer la prestation - Le programme « Espace » (le titre n'a pas encore été traduit en anglais) appuyé par certains conseils scolaires comprend des présentations à l'intention du personnel enseignant et administratif, des parents, des préadolescents et des adolescents - Communiquer avec les responsables du programme ASAP de l'Hôpital communautaire de Cornwall – examiner le modèle des programmes scolaires sur la violence, et élaborer des programmes pour prévenir l' - Le bureau du procureur général aimerait avoir plus souvent l'occasion de s'adresser aux élèves dans les écoles; un plan d'éducation de la collectivité global devrait inclure toutes les ressources communautaires - Le programme scolaire de la Croix-Rouge et les programmes liés à l'intimidation offerts par les services de police de Cornwall sont bien accueillis dans les écoles de la région - Les écoles de la région de Montréal offrent des programmes sur l'abus sexuel et la prévention dans les classes du cycle élémentaire. Il faut plus de programmes sur l'abus sexuel et la prévention dans les écoles - Il faut recommander au ministère de l'Éducation que des programmes sur l'abus sexuel soient intégrés au programme de l'Ontario

<p>4. Programmes et sites de sensibilisation à l'éducation de la collectivité</p> <p>On a cerné deux principales institutions qui s'adressent aux enfants et aux familles à risque : le Centre Agapè et le Centre de traitement pour enfants. Nous devons nous fonder sur leurs modèles de réussite. De plus, tous les organismes qui traitent avec des enfants devraient s'assurer que leur effectif et les bénévoles reçoivent une formation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Des organisations telles que le Centre Agapè s'adressent aux parents et aux enfants dans un milieu particulier. On suggère de fournir au personnel du Centre Agapè des programmes qui seraient offerts sur place par le personnel d'Agapè. On pourrait recommander au commissaire d'inclure des ressources visant à mettre ce concept en œuvre pour toutes les organisations qui traitent avec des enfants et des familles - Le Centre Agapè offre sur place des clubs d'alphabétisation/club des devoirs aux enfants après les heures de classe - Envisager d'offrir un programme d'éducation de la collectivité dans des endroits qui ne sont pas de nature institutionnelle - Les responsables du hockey pour filles sont déterminés à offrir une formation aux filles en matière de prévention et de sensibilisation - Il y a beaucoup d'entraîneurs (mâles) qui entraînent des équipes de femmes – il faut utiliser une approche d'éducation différente en matière d'abus et de prévention pour les garçons et les filles - Le soutien en matière d'intervention du Centre de traitement pour enfants est de première classe, il a changé la situation pour les victimes dans notre collectivité. Le Centre de traitement pour enfants pourrait être l'organisation dirigeante des initiatives d'éducation, et devenir ainsi à la fois proactif et réactif en matière d'abus sexuel. - Le personnel professionnel doit être plus sûr lorsqu'il pose des questions liées à l'abus sexuel et lorsqu'il traite les divulgations subséquentes - Des programmes semblables devraient aussi être inclus dans les programmes de soins de santé et de services sociaux - Former les intervenants de première ligne sur la façon d'aborder les mauvais traitements afin que les victimes ne soient pas traumatisées à nouveau - Dans le cadre du Projet pour hommes, on a élaboré un programme pour le personnel professionnel
<p>5. Programmes d'éducation en matière d'agression sexuelle offerts dans les écoles</p> <p>En général, on s'entend pour dire qu'il faut aborder cette question dans le curriculum, même dès les premières années du cycle élémentaire. Il faut exercer des pressions sur le ministère de l'Éducation à ce sujet. La formation devra être intégrée dans les programmes de formation du personnel enseignant.</p> <p>Note : Tous les membres du personnel de l'école devront également suivre une formation sur la divulgation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - L'éducation de la collectivité constitue une haute priorité et devrait être accessible à tous les élèves dans les écoles, aux familles, dans le milieu de travail et à tous les groupes sociaux - La communication liée à l'éducation sur l'abus sexuel et la prévention doit se faire plus tôt, à l'école élémentaire plutôt qu'à l'école secondaire – plus efficace - L'éducation des élèves sur l'abus sexuel devrait être obligatoire dans toutes les écoles - Les initiatives d'éducation sur l'abus sexuel devraient être obligatoires dans les écoles, car l'information a plus de chance d'être appliquée de façon universelle - La recherche à l'échelle internationale montre que les programmes scolaires permettent d'atteindre le plus grand nombre d'enfants et de familles - Actuellement, les programmes ne sont offerts dans les écoles que sur demande - <i>Les membres du personnel scolaire, soit le personnel administratif, le personnel enseignant, les secrétaires et les concierges, doivent être plus sûrs lorsqu'ils posent des questions liées à l'abus sexuel et lorsqu'ils traitent les divulgations subséquentes</i> - Au niveau provincial : Dialogue avec le ministère de l'Éducation et le ministère de la Formation et des Collèges et Universités sur le programme relatif aux abus et la formation du personnel enseignant - Il faut recommander au ministère de l'Éducation d'inclure un programme sur l'abus sexuel au programme régulier, à la formation du personnel enseignant, au programme collégial, etc. - Au niveau local : Il est important d'inciter les conseils scolaires locaux à participer au programme sur l'abus sexuel - Le gouvernement provincial devrait exiger que chaque enfant en Ontario reçoive de l'information sur l'abus sexuel et la prévention offerte dans le cadre d'un programme scolaire - Inclure l'éducation en matière d'abus sexuel et de prévention dans la formation à l'intention des enseignantes/enseignants et du corps professoral des collèges - Il faudra peut-être des années pour modifier le programme scolaire - Le programme offert par la Croix-Rouge en matière d'abus sexuel et de prévention constitue un bon exemple de programme qui pourrait être intégré au programme scolaire

<p>6. Création de partenariats pour la prestation de programmes sur les agressions sexuelles</p> <p>Il existe déjà des partenariats dans ce domaine : nous devons les reconnaître et les renforcer.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Faire participer la majeure partie de la collectivité constitue une excellente occasion de coordonner les programmes d'éducation - Il existe déjà beaucoup de partenariats en ce qui concerne l'éducation de la collectivité, il faut les renforcer plutôt que d'en créer de nouveaux - Communiquer avec les responsables du Mayor's Task Force On Violence against Women & Children (le groupe de travail du maire sur la violence faite aux femmes et aux enfants) - Les organisations qui auraient besoin de soutien sont Community Action Network Against Abuse (CANAA), SASS et ASAP. Chercher des moyens de les soutenir - Établir des partenariats avec les fournisseurs de services, les institutions et les organisations de la collectivité
<p>7. Communication des rôles et des responsabilités des fournisseurs de services</p> <p>Il est important de faire participer les fournisseurs de services à la planification et à la prestation de programmes d'éducation. Ces fournisseurs et les services particuliers qu'ils offrent devraient faire partie de ces programmes. Les membres de la collectivité, les survivants et le personnel de ces organismes doivent tous mieux connaître l'éventail de services offerts dans notre collectivité.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les membres de la collectivité ne doivent pas craindre les rôles professionnels d'associations telles que la Société d'aide à l'enfance, la police, etc., et ces rôles devraient toujours être abordés dans le cadre des présentations au public - S'assurer que les initiatives d'éducation de la collectivité renforcent les relations entre les fournisseurs de services et entre les survivants d'abus sexuel et les institutions, organisations et fournisseurs de services de la collectivité - Il est important que le rôle de certaines organisations telles que la Société d'aide à l'enfance soit bien compris, y compris que le rôle et les responsabilités de la Société d'aide à l'enfance relatifs à l'abus sexuel infligé à un enfant, constitue le fondement juridique de ses services - Il est important de mettre en place des programmes d'éducation et de prévention pour les survivants d'abus sexuel afin qu'ils sachent que la majorité de la société fait tout ce qu'elle peut pour éviter que la situation se produise pour d'autres - Il est important de toujours renforcer de façon positive les relations et les rôles des fournisseurs de services et des institutions qui doivent traiter avec l'abus sexuel - Il est important de s'assurer qu'on met l'accent sur des messages corrects et positifs en ce qui concerne l'abus sexuel et les rôles des institutions et des organisations de soutien de notre collectivité - Éduquer la collectivité, y compris les fournisseurs de services, relativement aux ressources et aux services - Dresser une liste des services qui existent déjà; éviter le chevauchement des tâches; cerner les lacunes dans les services - Trouvons un meilleur moyen de communication pour le partage de l'information sur les services existants - Éduquer le public sur les rôles des organismes et, ce faisant, renforcer la confiance entre la collectivité et ses organismes - En fournissant de l'information, certains fournisseurs de services ont des spécifications en ce qui concerne les types de diffusion d'information, les rôles et les responsabilités et les exigences en matière de financement - Reconnaître l'incidence sur les fournisseurs de services de la collectivité : la diffusion de plus d'information sur l'abus peut entraîner une augmentation de la clientèle pour les organisations existantes. Cette situation peut causer des problèmes pour les organisations qui fonctionnent déjà à pleine capacité - PrévAction devrait rencontrer le coordonnateur du Social Development Council afin de mieux connaître ses projets et de voir comment il serait possible d'ajouter une valeur à ses projets
<p>8. Traiter les divulgations</p> <p>Les professionnels qui traitent avec des enfants et des jeunes devraient recevoir</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Il est important d'éduquer le milieu professionnel et la collectivité élargie sur la façon de recevoir des divulgations - Il faut comprendre qu'un enfant fait en moyenne dix divulgations avant que toute mesure ne soit prise, et que les contrevenants peuvent avoir commis ce crime bien des fois avant que l'on ne découvre leur stratagème - Les divulgations faites par des élèves surviennent après des présentations telles que celles offertes dans le cadre du programme Respect-Ed offert par la Croix-Rouge canadienne - Il devrait être obligatoire d'offrir de l'information et une formation sur la divulgation aux professionnels - Pendant les présentations, la divulgation survient souvent uniquement parce que les gens ont posé des questions

<p>une formation qui leur permettrait de reconnaître les signes de mauvais traitement et de recevoir les divulgations portant sur ce genre de mauvais traitement. Les programmes d'éducation doivent comprendre cette formation, qui constitue un catalyseur pour la divulgation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Chaque adulte qui travaille avec des jeunes devrait être formé pour reconnaître les signes de mauvais traitement et savoir quoi faire s'il soupçonne un cas de mauvais traitement ou si un enfant divulgue une situation de mauvais traitement
<p>9. Modèles de victimes/contrevenants</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Chercher des cercles de soutien et de responsabilisation – modèle de victimes/contrevenants - On pourrait tenter d'approcher les agresseurs/contrevenants ou ceux qui ne commettraient peut-être pas ces crimes s'il y avait un endroit ou un centre pour eux - Il faut envisager d'éduquer la collectivité sur les contrevenants – sensibiliser le public sur la nécessité de mettre fin à la récidive et sur les meilleures ressources disponibles pour y arriver
<p>10. Internet et les auteurs de crimes sexuels</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Il faut examiner les mauvais traitements infligés aux enfants au moyen d'internet – il faut assurer une grande supervision des enfants lorsqu'ils utilisent l'ordinateur
<p>11. Autodétermination</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Ce serait très positif pour notre collectivité si, en acceptant nos recommandations, le commissaire nous donnait autant de contrôle que possible pour déterminer le genre de guérison dont notre collectivité a besoin - Faire participer les jeunes à la recherche; demander leurs commentaires sur ce qu'ils veulent maintenant et à l'avenir
<p>12. Image de Cornwall</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les entreprises examinent le coût et l'incidence sur la collectivité. La durée de cette enquête, le coût pour la collectivité et les images imprimées chaque jour dans les journaux sont des plus visibles pour le secteur commercial. Cornwall a toujours été une collectivité qui a fait face à ses défis de plein front, les a surmontés et a tiré profit de l'expérience. C'est comme pour les fermetures d'usines, je crois que l'enquête est perçue de la même façon, et nous attendons la croissance après les faits.

PRÉVENTION :

<p>1. Création d'un organisme de bénévolat</p>	<ul style="list-style-type: none"> - C'est une bonne idée d'avoir un organisme général pour la sélection des bénévoles - Le Social Development Council pourrait inclure dans son mandat un « programme d'identification des bénévoles » qui ne viserait pas nécessairement la présélection et qui pourrait être chargé de l'organisation d'activités telles que des foires du bénévolat
---	---

<p>La collaboration entre les organismes de recrutement, de formation, de sélection et de gestion des bénévoles serait souhaitable. Les ressources disponibles actuellement et le travail à effectuer ont été déterminés et doivent profiter d'un soutien. Le Social Development Council devrait prendre part à ce soutien.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Effectuer une recherche sur le Centre d'information de la police canadienne (CPIC) – notre collectivité ne possède pas de base de données sur les types de bénévoles comprenant différents niveaux de risque et critères - Les groupes communautaires dirigés par les SASS présenteront une proposition à Trillium afin d'obtenir des fonds pour organiser des activités liées au bénévolat à Cornwall et dans les comtés de Stormont, de Dundas et de Glengarry - PrévAction appuie cette initiative et y participe - Foire du bénévolat prévue en août 2008 - Les membres du comité de bénévoles sont intéressés par un projet de trois ans et désirent sensibiliser les fournisseurs de services sur la façon de recruter des bénévoles, de procéder à une entrevue avec des bénévoles potentiels, et sur la façon de coordonner et de gérer le travail des bénévoles et les bénévoles - Communiquer avec Team Cornwall, qui offre un programme de six mois visant à jumeler des bénévoles aux organisations locales - PrévAction collabore avec un groupe de fournisseurs de services dirigé par les SASS afin d'établir un bureau de services bénévoles - Il faut établir une base de bénévoles, jumeler les bénévoles aux organismes et fournir un environnement sécuritaire à ces derniers - Il y a 60 organismes qui cherchent des bénévoles dans les comtés de Stormont, de Dundas et de Glengarry; il faut donc trouver des bénévoles et les jumeler aux organisations - Il devrait y avoir un endroit central pour trouver tous les organismes qui ont besoin de bénévoles - Bénévoles Canada possède des ressources qui peuvent être mises en commun - Équipe Canada publie un bulletin d'information à l'intention des bénévoles (programme de six mois) - Les organisations de notre collectivité manquent de bénévoles – il faut un plan pour le recrutement et la formation
<p>2. Coordination de la sélection et de la formation des bénévoles</p> <p>Il faut reconnaître la diversité des besoins des différentes organisations (politiques, traditions et questions relatives à la responsabilité), et intégrer ces besoins dans des programmes conjoints ayant trait à la gestion des bénévoles.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Comment élaborer des exigences pour les bénévoles de TOUS les organismes? Beaucoup d'organismes préfèrent procéder à leur propre sélection et, en raison des exigences relatives à la responsabilité et aux assurances, ne seraient pas enclins à faire confiance à la sélection effectuée par un organisme externe - Il existe différents niveaux de vérification; même les processus de vérification des antécédents criminels diffèrent d'un détachement à un autre (les organismes d'application de la loi examinent cet écart – une solution sera proposée bientôt) - La sélection de bénévoles d'un organisme à un autre est possible : l'organisme A remet un rapport de sélection au bénévole. Ce dernier peut volontairement remettre ce « rapport de sélection » de l'organisme A à l'organisme B sur demande de ce dernier - Certains organismes préfèrent effectuer leur propre sélection spécialisée pour trouver des bénévoles plutôt que d'avoir un organisme de sélection central - Certains organismes offrent une formation à leurs bénévoles - Les fournisseurs de services doivent procéder à leur propre sélection – question de responsabilisation - Beaucoup d'organisations procèdent déjà à la sélection et à la formation de leurs propres bénévoles

<p>3. Clubs pour enfants</p> <p>Le « Boys & Girls Club » est reconnu comme une excellente initiative dans notre collectivité, et il faut l'appuyer. Toutefois, cette organisation ne peut pas convenir à toutes les catégories de jeunes ni répondre à tous leurs besoins. Il est donc nécessaire de trouver d'autres activités parascolaires pour les enfants et les jeunes, et les intégrer à une approche de base globale en matière de prévention.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - N'oublions pas que Tri-County Literacy Council offre un programme parascolaire pour les enfants plus jeunes que l'âge limite pour faire partie du Boys' & Girls' Club. Dina McGowan doit partager le programme - Le Boys & Girls Club est une excellente initiative à soutenir - Le Boys & Girls Club n'est pas offert à tous les jeunes, plus particulièrement, il ne vise pas ceux qui habitent les régions rurales ou qui sont défavorisés - Le sous-comité de prévention devrait aussi envisager de collaborer avec les groupes communautaires qui traitent avec les jeunes (p. ex. les sports structurés : softball, soccer, etc.) - Lorsqu'on tente d'atteindre les jeunes, cette mesure doit viser la plupart sinon tous les groupes de jeunes. Les enfants vont à l'école; il y a beaucoup de pression pour que les écoles soient la solution - Les enfants et les jeunes doivent avoir quelque chose à faire, surtout après les heures de classe entre 15 h et 18 h - Le Boys & Girls Club est une importante organisation qu'il faut appuyer parce qu'elle constitue un autre endroit où l'on offre une éducation sur l'abus sexuel - Le Boys & Girls Club constitue une initiative positive – on y enseigne le leadership, et il permet d'appuyer les jeunes dans l'atteinte de buts/d'objectifs positifs - Le Boys & Girls Club aborde les besoins d'un groupe d'âge particulier - Le Boys & Girls Club devrait établir un lien avec des organisations qui traitent avec des familles et des enfants - N'oublions pas les sports mineurs. Ils permettent de rejoindre plus d'enfants que tout autre club. Cependant, le fait qu'il y a des frais d'inscription constitue un problème pour certains enfants
<p>4. Financement des programmes pour enfants</p> <p>Le financement constitue un problème : il faut mettre la priorité sur les besoins et il faut trouver et examiner des moyens de financement.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Tri-County Literacy Children's Club : ce programme connaît des difficultés et a besoin de soutien - Il faut trouver un financement pour les services et pour les gens plutôt que pour les dépenses en immobilisations; toutefois, il faut examiner soigneusement l'endroit/l'immeuble – il pourrait être plus dispendieux de maintenir de vieux immeubles - Il faut trouver un financement durable pour les programmes de prévention dans les écoles, p. ex. Respect-Ed, - Il est toujours difficile de trouver un financement durable - Vérifier si le ministère des Affaires civiques et de l'Immigration (MACI, Ontario) offre un financement pour ce genre de clubs - Participer à un forum des bailleurs de fonds tenu par MATRAC et prévu à Cornwall dans les prochains mois (juin/septembre?) - Il faut appuyer le Boys & Girls Club - Les sociétés de bienfaisance devraient appuyer les activités de prévention
<p>5. Renseignements statistiques</p> <p>Il faut utiliser la recherche pour déterminer les plans d'action appropriés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Habileté à compiler les données de recherche sur les auteurs de crime, et l'environnement nécessaire pour rejeter les comportements abusifs est important - Les statistiques montrent-elles que des incidents d'abus sexuels ont été commis par des bénévoles? Que révèlent les statistiques sur d'autres groupes? - Nous pouvons observer un faible pourcentage de notre population qui a besoin d'un soutien intensif et d'aide, mais il faut traiter avec ce faible pourcentage
<p>6. Prévention et éducation</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Il est important d'enseigner tôt aux enfants les dangers de l'abus sexuel - Le programme devrait comprendre un volet d'information relatif à ce que les gens doivent savoir et aux genres de situations qui peuvent

<p>L'éducation constitue un élément essentiel de la prévention.</p>	<p>conduire à des incidents d'abus sexuel - L'éducation et la prévention sont étroitement liées. Il est important d'insister sur le fait que les incidents d'abus sexuel surviennent au sein de la famille et des organisations - Les initiatives de prévention sont étroitement liées à l'éducation</p>
<p>7. Programme de communication</p>	<p>- Il faut un programme de communication global – le message devrait être répété souvent dans les médias, les écoles, la littérature, etc.</p>
<p>8. Justice réparatrice</p>	<p>- La justice réparatrice est un modèle qui n'existe pas dans notre système judiciaire. Il existe différents niveaux de justice réparatrice. Le travail est principalement axé sur le dialogue dirigé entre la victime et l'auteur du crime afin de favoriser la guérison</p>

BIENVEILLANCE – REFUGE POUR LES HOMMES

<p>1. Il faut un refuge pour les hommes</p> <p>On a cerné différents besoins pour les hommes : un centre d'intervention d'urgence, un refuge offrant logement et repas pour les besoins à court terme, un centre chaleureux pour les rencontres et un endroit où divulguer les abus sexuels survenus dans le passé. Tous ces besoins sont considérés comme légitimes.</p> <p>Toutefois, des questions sont soulevées. Est-ce que les organismes existants répondent déjà à certains de ces besoins? Devrait-on ou pourrait-on répondre à tous ces besoins dans le</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Notre population peut ne compter qu'un faible pourcentage de gens ayant besoin d'un soutien intensif et d'aide, mais il ne faut pas les mettre de côté. - Le refuge pour les hommes constitue un besoin certain; il faut prévoir une augmentation de sa popularité et comprendre qu'il faudra du temps pour établir la confiance; notre collectivité a besoin d'un endroit de ce genre et pourrait offrir un service parallèle aux femmes qui ont survécu à l'agression sexuelle - L'intervention d'urgence de courte durée est idéale - Nchaleureux qui ne soit pas dans un environnement institutionnel et où ils peuvent guérir - Pourquoi n'avoir qu'un endroit pour répondre aux besoins des survivants d'abus sexuel? - Qu'advient-il de l'anonymat? Cette maison d'hébergement ne sera peut-être pas sécuritaire du tout, car elle permettrait d'identifier les victimes d'abus sexuel - C'est une excellente idée d'avoir un lieu de rencontre pour les hommes – il y a plus de refuges pour les femmes - Des services pour les hommes sont nécessaires - Un refuge qui offre hébergement et repas est réalisable et aura plus de chances de réussite qu'un centre d'intervention en situation de crise - Un refuge pour hommes ne pourra peut-être pas jouer deux rôles distincts : lieu de rencontre et lieu de résidence - Notre collectivité a besoin d'un refuge pour hommes - Les hommes ont besoin de services - En tentant de rejoindre plus de gens pour les informer des services disponibles, on observe habituellement un plus grand besoin en matière de services - Nous devons offrir des services aux hommes qui, à cause de choix et de raisons personnels, n'ont nulle part où aller. Ils sont aux prises avec des comportements destructifs, des accoutumances, la dépression, la solitude, le désespoir, etc. Il semble que nous ne sommes pas en mesure de répondre à tous les besoins des hommes en situation de crise - Il n'est pas possible pour une organisation/un endroit de combler toutes les lacunes - Il faut procéder à une analyse précise des besoins des hommes, des lacunes dans les services et du chevauchement des services, et mener une étude sur les types de services nécessaires - Activité nécessaire et utile pour élaborer un plan communautaire qui aborderait tous les enjeux; évaluations des besoins; les partenaires
--	--

<p>cadre d'un seul projet?</p> <p>Il faut entreprendre une étude afin de préciser les besoins, les ressources disponibles, les lacunes, les objectifs du refuge et les modèles à adopter.</p>	<p>et leurs rôles et responsabilités; chevauchement des services; lacunes dans les services</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les hommes et les femmes réagissent différemment en situation de crise. Il faut aux hommes un milieu stimulant, très sécuritaire et non institutionnel pour qu'ils se confient - Attendu depuis longtemps - Si les survivants ont besoin de ces services et qu'ils jugent qu'ils sont importants, voire essentiels, alors les services devraient être offerts - Le Centre de traitement pour enfants nous a prouvé qu'il y a un besoin en matière de services pour les victimes d'abus sexuel - Il s'agit d'un projet concret qui touche les survivants - <u>Problème lié au manque de services pour hommes</u> : Il n'existe aucun service pour les survivants d'abus sexuel survenus dans le passé. Les hommes victimes d'abus survenus avant la mise sur pied du Centre de traitement pour enfants n'ont jamais reçu de traitement professionnel rapide. Les survivants d'abus survenus dans le passé sont aux prises avec un éventail de traumatismes psychologiques, interpersonnels et émotionnels parce qu'ils n'ont pas reçu rapidement de counselling - Les survivants sont convaincus qu'ils ont besoin d'un endroit « sécuritaire », car, à leur avis, ils ne sont pas dans un endroit sécuritaire. - Les hommes qui désirent se confier n'ont personne à qui parler. Un refuge pour les hommes répondrait à ce besoin - Il faut un refuge pour les hommes; il n'existe pas beaucoup d'endroits où les hommes peuvent aller pour obtenir de l'aide - On ne peut pas comparer les mauvais traitements survenus dans le passé à la violence familiale d'aujourd'hui – ce programme pour ces mauvais traitements est-il nécessaire ou faut-il plutôt plus de programmes de soins de santé - Il faut un établissement de santé mentale permanent afin de traiter les victimes d'abus sexuel - S'assurer que le Refuge pour les hommes n'offre pas et ne recrée pas des services déjà offerts dans la collectivité
<p>2. Personnel qualifié</p> <p>Il faut préciser le rôle, le statut et la formation du personnel de ces refuges.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les clients ont besoin d'un soutien durable après les divulgations - Il serait préjudiciable qu'un membre du public fasse sa propre enquête sans la participation ou avec une participation minimale du personnel spécialisé et des services - Il est important d'avoir du personnel qualifié - Il faut plus de renseignements sur les qualifications du personnel et le nombre de bénévoles nécessaires pour diriger un refuge
<p>3. Partenariats/jumelage de services et références</p> <p>Au fur et à mesure que les besoins sont précisés et que les programmes existants sont cernés, il faut trouver des partenaires afin de coordonner et de faciliter le partage des ressources, des programmes et du personnel.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Il est très important d'avoir inclus des partenariats et je jumelage de services dans le modèle - Il est très important de communiquer avec l'Association canadienne pour la santé mentale (ACSM) en ce qui concerne les problèmes de santé mentale qui découlent souvent des mauvais traitements - Il est important de prendre la défense du client et de le diriger vers les organismes communautaires appropriés en fonction de l'expertise et des services exigés - Favoriser des liens étroits avec les services de toxicomanie communautaires - La création d'un partenariat de travail viable avec les organisations de la collectivité et le jumelage des services avec les organismes communautaires existants - La création d'un refuge pourrait aider l'équipe d'urgence en santé mentale, qui est actuellement surchargée de travail - Mesure positive qui comprend une approche multidisciplinaire comme il en existe dans les plus petites collectivités du Nord de l'Ontario. Notamment le jumelage de services d'experts et l'établissement de partenariats de travail viables dans le cadre d'un processus intégré - L'Hôpital communautaire de Cornwall constitue un partenaire essentiel – On y offre des services d'experts en matière de triage, d'évaluation et d'aiguillage. Possède beaucoup de ressources, y compris le roulement du personnel – partage de l'expertise - L'équipe d'urgence en santé mentale serait un partenaire actif; elle est en mesure de répondre à toutes les situations d'urgence en cinq minutes et d'intervenir/aiguiller de façon appropriée - Il est plus approprié de créer des partenariats – permet d'offrir des services plus élargis et de jumeler plus de ressources - On pourrait mettre à la disposition des fournisseurs de services une salle/un bureau dans un environnement du genre refuge
	<ul style="list-style-type: none"> - Il est essentiel de tenir compte de l'emplacement géographique, c.-à-d. l'emplacement du refuge. Il faut tenir compte de l'accessibilité,

<p>4. Emplacement Établir un partenariat dans le cadre duquel on pourrait déterminer l'emplacement d'un tel endroit.</p>	<p>du zonage approprié (institutionnel)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plutôt que d'investir dans de nouvelles initiatives de logement, nous devrions examiner ce que nous avons déjà dans la collectivité - Pourrait-on offrir des services aux hommes dans nos refuges pour femmes? Pourrait-on donner de l'expansion au mandat du refuge pour femmes afin d'y inclure les hommes et les enfants? - Le South Tahoe Women's Services affiche dans leur site Web une page sur les hommes victimes
<p>5. Programmes Encore une fois, il faut cerner les besoins et les programmes précis relativement à ces besoins. Il faut envisager une intervention par des pairs et des spécialistes</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le refuge comprendrait des groupes d'entraide formés de pairs - Le refuge ne doit pas devenir un centre de traitement en résidence - Définir ce que signifient services « thérapeutiques » et services « cliniques » - Quels services thérapeutiques seraient offerts; qui fournirait ces services (organisme externe?); pendant combien de temps? - L'inclusion de programmes thérapeutiques tels que l'art-thérapie et l'horticulture est très positive - La région de Quinte/Kingston a récemment trouvé des fonds pour un centre de traitement en résidence pour les survivantes/survivants d'agressions sexuelles. On y offre des séances de counselling, c.-à-d. une approche holistique qui comprend des éléments tels que l'art-thérapie, l'horticulture, etc.
<p>6. Renseignements statistiques L'évaluation des besoins doit être fondée sur une recherche concrète. Il pourrait être nécessaire de faire de cette recherche un projet en soi, car il semble ne pas y avoir de données statistiques pertinentes, ou elles sont difficiles à obtenir. De plus, tous les organismes communautaires doivent avoir accès aux renseignements statistiques afin de soutenir l'accès au financement de programme.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Y aura-t-il un nombre suffisant d'hommes qui voudront utiliser un refuge? Existe-t-il des statistiques quant aux besoins? - Il peut être impossible de recueillir des données englobantes. Les services de counselling locaux conservent des statistiques, mais celles-ci ne tiennent pas compte des hommes qui n'ont pas demandé des traitements. Beaucoup d'hommes qui ont été victimes de mauvais traitements se tournent vers les services offerts à Ottawa - Il peut être difficile de ne traiter que des statistiques liées aux abus sexuels. Pour être complètes et inclusives, les statistiques doivent comprendre d'autres conditions connexes telles que les problèmes de toxicomanie, de santé mentale, etc., qui sont souvent liés aux problèmes d'abus sexuel - Les fournisseurs de services ne recueillent pas suffisamment de données de base ni de renseignements statistiques et il n'y a pas assez de renseignements de cette nature à la disposition du public pour appuyer la création d'un refuge pour hommes - La collecte de données et la consignation de statistiques sont des mesures importantes pour refléter les besoins et assurer un financement pour les projets communautaires. Faut-il mener d'autres études? Faut-il une organisation-cadre? - La collecte de statistiques et les analyses de besoins constituent un problème. Il se pourrait que nous prenions un gros engagement en matière de services pour une poignée de personnes
<p>7. Présélection Les personnes ne peuvent recevoir ce service que si elles satisfont au profil des services offerts. Il faudra élaborer et appliquer des procédures de sélection.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Une présélection sera nécessaire afin d'identifier les délinquants sexuels - Il faut se demander ce qui est acceptable – par exemple, on ne peut pas accepter tout le monde, c.-à-d. les victimes et les auteurs de crime, une présélection est essentielle - Il est important d'élaborer une échelle d'acuité et un processus de présélection avant d'admettre des gens à risque dans un lieu de rencontre pour les hommes - Il est également important de déterminer le type de refuge adéquat pour les besoins des personnes - Même si le service est offert, une personne doit être réceptive à ce service. Toutes les personnes qui ont besoin des services ne sont pas réceptives lorsque vient le temps de les recevoir.

<p>8. Intervention d'urgence</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Comment les responsables d'un refuge pour hommes pourraient-ils déterminer s'il s'agit d'une situation d'urgence? La situation d'urgence viserait-elle la santé physique, les visites à domicile, la santé mentale? - Il ne faut pas de ligne d'écoute téléphonique indépendante; trop dispendieux; il faudrait plutôt une ligne additionnelle liée à une ligne d'écoute téléphonique existante telle que la ligne d'écoute d'urgence en santé mentale - Toutes les personnes qui ont besoin d'un refuge ne vivent pas nécessairement une situation de crise
<p>9. Population</p> <p>La population visée est diversifiée en ce qui concerne l'âge, la langue, le sexe, le statut (délinquant/victime directe/victime indirecte). Cette diversité caractérise également ses besoins. Comment pouvons-nous aborder cette diversité en établissant nos programmes, nos services, nos structures matérielles, etc.?</p>	<ul style="list-style-type: none"> -Effectuer une recherche dans un centre d'intervention pour hommes francophone - Pourrait être créé comme refuge avec deux ailes ou édifices indépendants, c.-à-d. un pour les 16 à 18 ans et l'autre pour les 19 à 64 ans. Il y a des services pour les personnes de 65 ans et plus. - En général, il n'est pas bon de combiner les groupes d'âge, c.-à-d. les 16 à 18 ans avec les hommes adultes - <i>Pourquoi ne pas envisager d'inclure les 13 à 16 ans?</i> - Pour les femmes et les hommes? - Devrait comprendre les victimes de violence de la part du partenaire intime et les victimes d'abus sexuel. Les hommes n'ont aucun endroit où aller lorsqu'ils sont victimes de violence de leur partenaire - Il devrait y avoir un endroit où l'on offre un service continu à toutes les personnes qui ont des problèmes de mauvais traitements et à leur famille, un endroit qui tiendrait compte de leurs besoins sociaux (endroit où vivre, soutien, etc.) de leurs besoins économiques (emplois, pensions, etc.), de leurs besoins spirituels et de counselling (individuel, en groupe, en couple, en famille), et de leurs besoins médicaux. Cet endroit pourrait faire partie de la Phase 2. - Valley Oasis Shelter, à Lancaster, en Californie, est situé sur un grand terrain et est constitué de plusieurs édifices, ce qui permet aux résidents hommes et femmes d'avoir des endroits distincts pour dormir, mais de manger et de se rencontrer dans des lieux communs. Les activités incluent des séances de counselling en groupe et en famille. Cet arrangement mixte n'a connu aucun incident au cours des 20 dernières années. Le personnel est constitué d'hommes et de femmes - Le bouche-à-oreille et le temps permettraient d'accroître la clientèle - Les hommes qui ont la garde de leurs enfants n'ont aucun endroit où aller pour chercher refuge - Il n'existe aucun refuge pour les garçons – les centres d'hébergement pour femmes n'offrent pas de service aux fils des femmes victimes de violence. Les garçons sont souvent envoyés dans des endroits comme Laurencrest ou la Maison de mon père, qui offrent des services aux jeunes contrevenants - Le nombre de femmes auteures de mauvais traitements augmente. L'endroit le plus près où les hommes peuvent aller pour obtenir de l'aide est Six Nations et Ottawa
<p>10. Lits de crise</p> <p>Certains services existent déjà en ville : l'équipe d'urgence en santé mentale du Riverview Manor et des hôtels locaux (certaines restrictions ont été indiquées); la Société d'aide à l'enfance fournit un centre d'hébergement pour les jeunes de 12 à 18 ans qui sont sous</p>	<ul style="list-style-type: none"> - L'équipe d'urgence en santé mentale fournit un refuge aux personnes en situation de crise dans certains hôtels locaux et au Riverview Manor (un centre/refuge pour les personnes ayant des problèmes de santé mentale et les personnes handicapées). On a observé des problèmes de supervision. - Notre collectivité a besoin d'un endroit qui possède trois ou quatre lits de crise pour une période de 24 à 72 heures, surtout pour les hommes de 19 à 65 ans - Il ne devrait pas y avoir plus de trois lits dans l'unité de lits de crise - Le Riverview Manor possède des lits de crise, mais l'évaluation pour avoir accès aux lits de crise est difficile, et il faudra peut-être du temps pour déterminer si la situation de crise est liée à un abus sexuel - Les survivants d'abus sexuel ont indiqué que le Riverview Manor ne constitue pas une solution à court terme idéale pour les survivants d'abus sexuel - Le comité de l'accès coordonné pour les 16 à 18 ans reconnaît qu'il existe des lacunes dans les services et qu'on a besoin de lits de crise. Il faudrait inclure cette confirmation dans le rapport à l'intention du commissaire - Laurencrest offre des lits pour les 12 à 18 ans et la Société d'aide à l'enfance achète des lits pour les enfants dont l'organisation est

<p>leurs soins à Laurencrest. Il existe des lacunes dans les services pour les 16 à 18 ans. Il faut examiner les problèmes liés à la dimension, à l'accès, à la dotation en personnel et à la responsabilité.</p>	<p>responsable</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les centres d'hébergement qui offrent des lits de crise connaissent de grandes difficultés Il existe des lacunes dans les services offerts aux 16 à 18 ans, surtout en ce qui concerne les chambres du centre d'hébergement - Les lits offerts dans les centres d'hébergement ne constituent qu'un type de services parmi tant d'autres dont les victimes ont besoin - La présélection et la supervision par des personnes formées sont très importantes en ce qui concerne les lits de crise pour une période de 24 à 72 heures; les problèmes doivent être cernés par des experts au besoin - L'utilisation de lits de crise pour une période de 24 à 72 heures pourrait comporter des problèmes de responsabilité
<p>11. Financement durable/fonds de recherche Le financement à long terme constitue une préoccupation. Le financement continu est essentiel pour assurer les engagements à long terme.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le financement durable serait impératif. L'Enquête publique sur Cornwall s'avérera une activité positive pour notre collectivité et sera avantageuse pour nous. Nos discussions sur les besoins de notre collectivité sont essentielles à la guérison et à la réconciliation. - Il faut obtenir des fonds de recherche qui nous permettront d'analyser comment les institutions peuvent devenir plus chaleureuses et accueillantes pour les clients - Obtenir un financement à long terme, c.-à-d. des fonds d'exploitation et d'immobilisations, pourrait être une énorme tâche et devenir problématique - Qu'advient-il de la permanence et de la stabilité à long terme? Il est imprudent d'accroître les attentes des survivants

BIENVEILLANCE – CENTRE D'INTERVENTION IMMÉDIATE

<p>1. Il faut un centre d'intervention immédiate</p> <p>Un grand nombre de personnes ont exprimé leur approbation pour un service intégré et complet – distinct des services existants – qui pourrait accueillir toute personne ayant un problème, fournir un service de counselling temporaire et diriger ces personnes vers l'organisme approprié. Il pourrait s'agir d'un endroit physique ou d'une ligne téléphonique.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Met l'accent sur un endroit unique aux fins d'aiguillage - Dans notre collectivité, il n'y a pas de fournisseur de services qui utilise une approche coordonnée pour traiter les divulgations. Une procédure de triage est en place dans certaines de nos institutions, mais les listes et les délais d'attente sont très longs - Un centre d'intervention à guichet unique constitue un ajout positif aux services fournis dans notre collectivité, car les gens ne veulent peut-être pas téléphoner dans un centre de crise situé dans un établissement local existant (c.-à-d. l'hôpital ou un service de police) ou s'y rendre. Le climat dans un tel centre a plus de chance d'être perçu comme un environnement/un endroit non menaçant. - En raison d'une expérience antérieure ou d'une perception, les personnes en situation de crise ne communiqueront peut-être pas avec des organisations établies qui traitent les abus sexuels; il faut un organisme indépendant pour répondre à ces appels. - Il est important de définir à quels genres de situation de crise une ligne d'écoute téléphonique répondrait. Tous les genres de situation de crise? - Il est bon d'avoir un service pour toutes les situations de crise - Un endroit physique reconnaissable, loin des institutions telles que l'hôpital, le poste de police, etc. pour les personnes qui veulent de l'aide - Il devrait y avoir un endroit unique où les hommes peuvent aller pour obtenir des services – et non des lieux disséminés comme c'est le cas actuellement - Nous n'avons pas de service à guichet unique pour les hommes victimes de mauvais traitement - Il serait idéal d'avoir un endroit possédant l'effectif approprié et la capacité d'offrir une première séance de counselling sans attente, et d'aiguiller la personne vers des organisations partenaires appropriées le plus tôt possible - Ce n'est pas la bonne solution – Cornwall est une ville trop petite - Il est certain qu'ASAP n'appuierait pas un centre d'intervention immédiate - Il faut examiner un réseau intégré de ressources desservant les hommes et les femmes, les jeunes et les moins jeunes. - Il faut mener une étude de la capacité
---	---

<p>Certaines personnes suggèrent que ce service soit offert aux hommes seulement.</p> <p>D'autres personnes ont exprimé leur préoccupation ou leur opposition à ce genre de service, Cornwall étant une ville trop petite : il faut effectuer une étude de la capacité.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Il devrait y avoir un service en place pour aider les contrevenants également - Il faudrait que ce soit un projet planifié de façon stratégique - Actuellement, il n'existe aucun service complet pour les hommes. Il vaut la peine de se pencher sur ce point. - En général, les gens n'aiment pas entrer dans un centre de crise – ils préfèrent l'anonymat qu'offre un appel téléphonique. Entrer dans un centre de crise pour la première fois crée beaucoup d'anxiété
<p>2. Communication</p> <p>Il existe un consensus sur les points suivants : beaucoup de services existent déjà; ils ne sont pas bien connus de la population générale; lorsqu'une crise survient, les personnes ne savent pas vers où se tourner; même les intervenants de première ligne ne connaissent pas toutes les sources d'aide.</p> <p>Une base de données sur le Web semble le meilleur moyen, mais elle doit être planifiée, implantée, coordonnée et maintenue par un organisme connu et financé. Le Social Development Council y travaille déjà; ne devrions-nous pas appuyer son projet? (Note : Le centre d'accès aux soins communautaires a déjà mené</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les services doivent être mieux connus; la collectivité devrait mieux connaître les services et les décisions pour Cornwall - Dresser une liste actuelle et mise à jour « d'endroit où aller et de personnes à qui parler » pour les membres de la collectivité - Maintenir des listes actuelles et mises à jour des ressources offertes, ainsi que des renseignements sur les fournisseurs de services - Renforcer les mesures prises par les organisations existantes en matière d'intervention d'urgence et assurer l'uniformité des mesures d'intervention - Problème : il faut informer les gens des endroits où téléphoner en cas de situation de crise - Il faut entreprendre une campagne de marketing comme celle organisée par Télésanté Ontario - Créer un site Web en collaboration avec tous les partenaires en matière d'intervention d'urgence où il serait facile et rapide d'aiguiller les gens vers les bons services. L'information fournie dans le site Web serait gérée par chaque partenaire. (Référence : Littératie – Dina McGowan) - Le fait de traiter avec trois comtés complique l'aiguillage. Les intervenants de première ligne ne connaissent pas toujours toute la gamme de services et à quel endroit aiguiller les gens - Il s'agit d'un problème systémique dans notre collectivité – le manque de connaissance et de communication en ce qui concerne les services existants – il faudrait formuler une recommandation à ce sujet à l'intention du commissaire - Le milieu des affaires devrait prendre part au dialogue - Il devrait y avoir plus de publicité sur les projets de la Phase 2 – actuellement elle est inadéquate – On pourrait peut-être rédiger un article pour le <i>Standard-Freeholder</i> toutes les semaines, dans lequel on demanderait des commentaires et on informerait la population sur les activités menées dans le cadre des projets de la Phase 2 - Nous ne pouvons pas seulement parler de la création d'une banque de données sur les ressources communautaires. Il faut une personne, une organisation communautaire pour cataloguer et organiser les données chaque année - Le Social Development Council pourrait-il être responsable de ces renseignements et de leur diffusion? Le Social Development Council, par l'intermédiaire de Volunteer & Information Kingstons, examine actuellement la création d'un répertoire de fournisseurs de services affiché sur le Web dans un format qui serait déjà adapté au service 211. On a recueilli jusqu'à maintenant des renseignements sur 267 groupes et organismes de cinq comtés - « Nous devons savoir ce que fait le Social Development Council . » Le Social Development Council s'affaire à une évaluation des besoins, en regroupant des organisations dont les mandats sont semblables, en tentant de trouver des synergies possibles et en cernant les lacunes. - Le centre d'accès aux soins communautaires conserve une liste de ressources communautaires en matière de services de santé et de services sociaux. Il faut créer un lien entre ce service et d'autres services semblables offerts dans notre collectivité.

certaines activités à ce sujet)	
<p>3. Chevauchement des services – Organisations existantes qui fournissent des services d'intervention</p> <p>Il existe déjà un certain nombre de lignes d'écoute à Cornwall : Programme de santé mentale à guichet unique; Service communautaire en santé mentale (par l'entremise de l'Hôpital communautaire de Cornwall); Société d'aide à l'enfance; Services d'orientation et d'aide immédiate aux victimes (SOAIV); SASS et ASAP.</p> <p>Autrement, on peut regrouper tous ces organismes en un seul service (qui pourrait être lié au 911) ou encourager la coordination entre eux et une meilleure connaissance de ces organismes par la population en général. Il va sans dire que l'établissement d'un service à guichet unique ne peut se faire sans la coopération de ces différents organismes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le Programme de santé mentale à guichet unique est le modèle parfait à utiliser pour la dissémination de l'information à la collectivité. Il est important de mieux faire connaître les services qui y sont offerts et de les inclure dans le plan de développement communautaire. On devrait faire la promotion des services dans la collectivité. - Pourrait-il y avoir chevauchement? Le Service communautaire en santé mentale a une ligne d'écoute connectée à la ligne régionale de l'Hôpital communautaire de Cornwall - Nous avons le Programme de santé mentale à guichet unique - Il est important d'entamer un dialogue avec les services de la ligne d'écoute de l'Hôpital communautaire de Cornwall et de consulter les sites Web contenant la description des services afin de mieux comprendre quels services sont offerts. - La création d'une autre organisation est très préoccupante, étant donné que des organisations telles que la Société d'aide à l'enfance offre déjà une ligne d'écoute - La Société d'aide à l'enfance et d'autres organisations ont déjà signé des ententes de partenariats avec d'autres fournisseurs de services afin de faciliter la conversation en situation d'urgence - Examiner la possibilité de donner de l'expansion/d'améliorer les services offerts dans le cadre du Programme de santé mentale à guichet unique - Pourquoi créer une autre organisation pour ces services? - L'idée du Centre d'intervention immédiate rappelle beaucoup (90 %) les SOAIV; vérifier auprès des SOAIV afin d'éviter le chevauchement - Les SOAIV offriront bientôt une ligne d'écoute téléphonique en tout temps - Les lignes d'écoute téléphonique des SASS et de l'ACSM ne sont pas remplacées par celles des SOAIV - Pourrait-on demander dans les recommandations présentées au commissaire qu'on donne de l'expansion aux services offerts dans le cadre des SOAIV afin d'y inclure des services pour combler les lacunes actuelles? - Il faut toujours essayer d'améliorer ce qui existe déjà - Notre collectivité a déjà ces services – ASAP, SOAIV, SASS - Les services offerts par SOAIV, le Programme d'aide aux victimes et aux témoins (PAVT) et dans le cadre du programme d'assistance aux victimes des services de police de Cornwall devraient être coordonnés par un coordonnateur de l'assistance aux victimes afin d'éviter le chevauchement des services et de favoriser un meilleur flux de services. Le fait de n'avoir qu'une seule personne responsable permettrait d'assurer une meilleure coordination des services. - Améliorer autant que possible les services existants avant d'essayer de créer de nouveaux organismes - Il existe déjà trop de lignes d'écoute – les citoyens de la région ne savent plus trop avec qui communiquer - Ce qui est très nécessaire, c'est d'avoir UN numéro facile à composer en cas de situation d'urgence autre que le 911 - Il existe déjà des lignes d'écoute en tout temps qui offrent de l'aide en cas de situation d'urgence grave - Il n'est peut-être pas nécessaire d'avoir une ligne d'écoute en tout temps. Il semble qu'il n'y ait pas beaucoup d'appels matinaux. - Il faut regrouper les lignes d'écoute : différents ministères financent des lignes d'écoute – Il faut UNE seule ligne d'écoute que se partageraient toutes les organisations - Il est important d'établir une liste de toutes les lignes d'écoute et de déterminer qui finance les lignes existantes - Peut-on donner de l'expansion au service 911? Existe-t-il un processus pour ce genre d'expansion? - Pas besoin d'une autre ligne d'écoute – il y en a déjà - Il y a déjà une ligne d'écoute en santé mentale pour les comtés de Stormont, de Dundas et de Glengarry : la ligne d'écoute principale est connectée à Ottawa. Lorsqu'une personne compose le 1-800-#, l'appel est dirigé à la réception principale de la ligne d'écoute, et on communique ensuite avec la région appropriée
<p>4. Fusion du Centre d'intervention</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le Refuge pour hommes pourrait intégrer les services offerts dans un centre d'intervention immédiate pour hommes - Le Centre d'intervention immédiate pourrait être considéré comme une extension des services offerts par le Refuge – il pourrait y avoir

immédiate et du Refuge pour hommes	une fusion naturelle
5. Capacité d'intervention	<ul style="list-style-type: none"> - On s'inquiète qu'un centre d'intervention immédiate pourrait ne plus offrir le service d'aiguillage et/ou offrir ce service de façon ponctuelle - Questions relatives à la formation en ce qui concerne la compréhension et l'intervention en situation d'urgence
6. Centre pour les enfants témoins On a exprimé un besoin pour un centre de ce genre et on a suggéré qu'il soit établi dans le cadre du PAVT (comme c'est déjà le cas dans d'autres villes de l'Ontario).	<ul style="list-style-type: none"> - Il pourrait y avoir un centre pour les enfants témoins au sein d'un centre d'intervention immédiate. Il n'existe pas d'endroits à Cornwall autres que les hôpitaux et les postes de police pour interroger les enfants victimes dans un milieu sécuritaire, confortable et qui offre un soutien. - Il faut engager un dialogue avec les responsables du PAVT en ce qui concerne les besoins relatifs à un endroit comme celui susmentionné et la nécessité de donner de l'expansion au PAVT afin d'inclure un centre pour les enfants témoins - <i>Un centre pour les enfants témoins situé près du tribunal de Cornwall constituerait un ajout positif aux services offerts aux enfants qui ont été victimes d'.</i> - Dans les recommandations à l'intention du commissaire, on devrait inclure un centre pour les enfants témoins pour Cornwall et la région sous les auspices du PAVT. Le financement du ministère du Procureur général pour les centres pour les enfants témoins est inclus dans le financement du PAVT dans certaines villes de l'Ontario.
7. Perspective du milieu des affaires	<ul style="list-style-type: none"> - Le milieu des affaires n'est pas concerné par ces problèmes. - Le milieu des affaires perçoit souvent l'incidence sur les impôts et les coûts généraux pour la collectivité avant les avantages - Le milieu des affaires s'inquiète de ce que les gens vivant dans d'autres collectivités pensent de notre collectivité --perception
8. Lacunes dans les services Il est impératif de cerner, de coordonner et de bien financer les services existants afin de s'assurer qu'il n'existe aucune lacune, que ce soit en ce qui concerne les heures de service ou les besoins de la clientèle.	<ul style="list-style-type: none"> - Pour éviter le chevauchement et profiter des connaissances et de l'expérience déjà acquises, établir un lien étroit avec les SOAIV, les SASS et ASAP pour l'établissement d'un tel organisme. Il faut s'assurer de comprendre pourquoi il existe des lacunes dans les services, le cas échéant, et où sont ces lacunes. - ASAP et l'équipe d'urgence en santé mentale n'offrent aucun service en situation de crise après minuit. Les personnes en situation de crise sont dirigées vers les services d'urgence de l'hôpital ou le poste de police - Examiner les lignes d'écoute existantes de notre collectivité et les problèmes liés à ces lignes d'écoute, p. ex. la Société d'aide à l'enfance pourrait utiliser un financement additionnel pour maintenir la ligne d'écoute; les SOAIV ont une ligne d'écoute qui n'est pas ouverte en tout temps et les appels sont acheminés par le poste de police - La ligne d'écoute en santé mentale est ouverte presque en tout temps, mais pas tout à fait. - Nous avons seulement un service partiel actuellement
9. Questions relatives au financement	-Les questions relatives au financement – le financement continu est essentiel – on coupe souvent les services viables – compressions budgétaires
10. Renseignements statistiques	- Il n'y a pas suffisamment de renseignements statistiques recueillis par les fournisseurs de services et mis à la disposition du public pour appuyer un centre d'intervention immédiate. Les organismes de notre collectivité ne recueillent pas de statistiques contenant les détails nécessaires pour accéder au financement de programme s – problème.

RENOUVEAU DE LA COLLECTIVITÉ

<p>1. Appuyer les programmes pour les jeunes Aider les garçons et les filles à bien réussir à l'école et dans la vie est lié au renouveau de la collectivité.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Il ne faut pas oublier que la littératie constitue la clé de la prospérité – Tri-County Literacy - Le Boys & Girls Club est lié au renouveau de la collectivité – Il faut investir dans nos jeunes -La Stratégie Meilleur départ pour les enfants de 0 à 6 ans et le « Youth Coalition » constituent de bonnes ressources en matière de services pour les enfants
<p>2. Mettre l'accent sur le positif En tant que collectivité, nous devons être proactifs et renforcer nos points forts.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Il est important de continuer de développer les idées sur le renouveau de la collectivité - S'assurer d'inclure les résultats positifs d'Akwesasne - Notre collectivité doit progresser; le renouveau est essentiel; il faut reconnaître les réussites et changer la mentalité afin de voir le positif. - Fonctionner en se fondant sur les points forts, c.-à-d. ce qui fonctionne - Approche proactive - Il y a une grande incidence lorsqu'une personne se prend en charge et qu'une collectivité se prend en charge; c'est très stimulant - Les questions de renouveau de la collectivité sont si générales et touchent un grand nombre d'aspects de l'intégration communautaire. Le comité devrait-il se concentrer sur un seul projet? - Guérison de la collectivité – la réussite éliminera le stigmate - Nous devons continuer d'apporter de petites améliorations - Enquête publique sur Cornwall – L'enquête apportera de bonnes choses, même si la situation semble décourageante pour le moment - Les citoyens devraient souscrire à un modèle – cela signifierait qu'ils sont déterminés - Approche proactive – très positive
<p>3. Financement pour les initiatives de renouveau de la collectivité Il existe un besoin réel de financement durable pour les initiatives communautaires. Il faut encourager les solutions locales.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Demander à l'Enquête publique sur Cornwall qu'une somme rigoureusement équivalente aux fonds engagés dans l'Enquête publique sur Cornwall soit investie dans le renouveau de la collectivité - Le financement pour les initiatives de développement communautaire doit être durable - Il nous faut du financement pour les initiatives communautaires - Nous savons qu'il existe, entre les fournisseurs de services, une résistance naturelle au partage et une tendance naturelle à protéger leur territoire propre. La façon dont la prestation des services est financée joue un grand rôle pour encourager cette mentalité. Il pourrait s'agir d'un facteur de dissuasion au changement. - Le soutien pour une plage (accès inclusif aux loisirs) est dispendieux - Financement durable à long terme pour de nouvelles infrastructures additionnelles (installations physiques et programmes) et pratiques exemplaires, c.-à-d. éducation continue pour les enfants, campagne de marketing publique, Boys & Girls Club, Centre pour les enfants témoins, soutien pour les hommes, loisirs inclusifs
<p>4. Pauvreté et création de richesses</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Beaucoup de gens marginalisés vivent à Cornwall. Les programmes mis en œuvre pour aider les gens pauvres sont bons; la solution est que l'économie locale fonctionne de façon à ce que tous les citoyens se partagent la richesse. - Le Social Development Council se penche sur les questions liées à la pauvreté; pour mettre l'accent sur les questions liées à la pauvreté, la collectivité doit comprendre ce qu'est la pauvreté et trouver une définition commune

<p>Les questions sociales et économiques sont intrinsèquement liées. Réduire la pauvreté et créer de la richesse devraient aller de pair.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La pauvreté constituera toujours une partie intégrante de notre collectivité; la plupart des gens préfèrent travailler, mais beaucoup choisissent de ne pas le faire parce que l'aide sociale offre des avantages qui ne sont pas offerts aux travailleurs à faible salaire - Nous devrions appuyer les efforts des organisations communautaires de la collectivité qui s'attaquent aux problèmes liés à la pauvreté Nous devons travailler ensemble afin de comprendre la pauvreté et trouver des moyens pour améliorer les conditions de vies des personnes qui vivent au seuil de la pauvreté ou sous le seuil de la pauvreté - Winterfest était le premier effort pour rendre les activités plus accessibles; on ciblait les gens dont les ressources sont moins élevées (c.-à-d. on fournissait le transport et les patins) - Trop souvent les programmes de lutte contre la pauvreté se résument à des documents à distribuer plutôt qu'à du bénévolat et ne visent pas la création de richesses - La collectivité doit comprendre ce qui est réaliste. Il faudrait suivre des étapes afin de déterminer ce qui est réalisable et faisable - Les projets de renouveau de la collectivité appuient le développement économique - La croissance de l'économie est essentielle. La ville où il y avait une scierie n'existe plus – l'ombre qui plane assombrit l'impression que les autres ont de notre collectivité
<p>5. Loisirs pour tous Il y a beaucoup d'occasions de loisirs dans la région; le problème consiste à les rendre accessibles à tous. Existe-t-il un financement pour les familles à plus faibles revenus? Sont-elles informées des possibilités qui leur sont offertes?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Il existe un grand nombre de possibilités dans la région; il est important de créer des occasions de loisirs communautaires - Ne pas charger de tarif pour les événements et les festivals qui se déroulent dans les rues. Il faut les rendre accessibles à tous. - Les activités du Winterfest étaient inclusives pour tous les groupes socio-économiques. Comprenaient l'accessibilité à des éléments tels que des patins pour les enfants - Il est bien de profiter du bon travail effectué par la Ville et des sites qu'elle a préparé. - L'Éco Garden offre des occasions de patiner - Actuellement, tous les après-midi, du lundi au vendredi, on propose de la natation gratuite dans toutes les piscines extérieures pendant les mois d'été. - Il faut un soutien concret pour les loisirs des jeunes (installations ou programmes) afin de permettre à tous les jeunes, et peut-être plus directement aux jeunes à risque, de participer. - La planche à roulettes devrait être plus accessible pour les jeunes - Dans le cadre du programme Ontario au travail, les parents peuvent avoir accès à des fonds pour payer les frais de loisirs de leurs enfants. C'est une option qui ne sera peut-être plus offerte bientôt en raison d'un changement de directives d'Ontario au travail.
<p>6. Le secteur riverain Le secteur riverain constitue un bien-fonds qui n'a pas encore été entièrement exploité. Son développement continu pourrait devenir un point central pour le renouveau positif de la collectivité. Plus particulièrement, l'idée d'une plage suscite un grand intérêt et il semble que ce soit un projet très prometteur. Il faut collaborer avec le comité municipal responsable du secteur riverain.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les idées sur le développement du secteur riverain sont importantes. - Ajouter plus de bancs dans les parcs du secteur riverain de la Ville - Le sous-comité qui travaille avec le comité de la Ville responsable du secteur riverain doit trouver des options de soutien – contribution incontournable - Il faut intégrer les idées de renouveau dans le plan stratégique de développement communautaire, c.-à-d. la plage, des restaurants, des toilettes le long du secteur riverain - Il faut visiter le secteur riverain dans d'autres collectivités – Brockville, Kingston et Belleville - afin d'apprendre les pratiques exemplaires - Si la collectivité doit se rallier à une cause, il lui faut un projet commun, un point d'intérêt – le renouveau du secteur riverain pour susciter l'intérêt de la collectivité - La Ville de Cornwall possède un secteur riverain de 15 km – le comité de la ville responsable du secteur riverain examine tous les moyens d'améliorer l'accessibilité de ce secteur et d'en faire un endroit attirant et intéressant. Les membres du sous-comité du renouveau de la collectivité offrent leur soutien à tous les comités existants participant au développement du secteur riverain - L'idée d'une plage municipale doit être examinée de nouveau. Il s'agit d'une occasion unique de renforcer l'usage récréatif inclusif, et ce projet aurait une incidence économique positive sur la collectivité - Les membres du sous-comité ont engagé un dialogue avec les membres du comité responsable du secteur riverain - Développer le canal pour des activités de loisirs constitue un problème : problème de sécurité, car les murs sont élevés, les eaux ne

	<p>peuvent pas être drainées comme c'est le cas pour le canal Rideau à Ottawa; on remet en question l'intégrité des murs du canal</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le concept d'une plage municipale est appuyé; l'endroit pourrait constituer un problème. La rivière pourrait être contaminée près de l'ancien emplacement de l'entreprise Domtar - Le parc Guindon pourrait être le meilleur endroit pour une plage – il y a déjà des toilettes et des endroits pour se changer
<p>7. Communication Cornwall doit projeter une image positive, tant à l'égard de ses citoyens que des étrangers. Les groupes et les dirigeants communautaires doivent assurer un leadership à ce sujet. Arguments de vente : la générosité d'esprit de notre collectivité, sa détermination à surmonter les obstacles et à les éliminer, son potentiel d'être un modèle pour d'autres collectivités.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le message en matière de renouveau de la collectivité est positif et nécessaire. Nous devons mettre l'accent sur le fait que notre collectivité est un excellent endroit où vivre, que nous sommes comme toute autre collectivité et que nous abordons le problème d'abus sexuel - Il est important de mettre en évidence les merveilleuses ressources de notre région - Il faut nous décrire comme une collectivité saine. Nous ne sommes pas le foyer de l'abus sexuel; nos statistiques indiquent que nous sommes sous le niveau national en ce qui concerne les abus sexuels - La perception du public peut avoir été endommagée par la Phase 1 de l'Enquête publique sur Cornwall – il faut y remédier avec des éléments positifs - La générosité d'esprit est phénoménale dans notre collectivité, surtout si l'on tient compte du fait qu'elle a connu bien des tribulations. Cela devrait être mis en évidence - Mettre l'accent sur le concept « d'aide » – c.-à-d. la volonté de faire ce qu'il faut pour les autres - Il faut changer les attitudes et assurer aux gens que le changement est positif - Le renouveau de la collectivité soulignera la fierté de notre collectivité et diminuera les attitudes négatives reflétées par certains de nos citoyens - Notre leadership politique a beaucoup à faire pour améliorer notre image et transmettre une image positive - Il faut un article de journal positif pour aborder et souligner les éléments positifs de notre collectivité – PrévAction devrait-il s'en charger? - Il faut présenter Cornwall à l'échelle nationale comme une collectivité qui s'est dépassée et qui est devenue un modèle pour d'autres collectivités - Il faut une base de données sur les ressources existantes dans notre collectivité, ce qui encouragerait tous les groupes à se parler - Il y a un intérêt dévolu de savoir qui nous (les fournisseurs de services) sommes et ce que nous faisons - Il doit y avoir une synergie entre tous les groupes communautaires
<p>8. Cornwall : une collectivité multiculturelle Il faut reconnaître les questions de nature culturelle et les intégrer à un plan d'action, y compris la diversité ethnique de plus en plus grande au sein de notre population.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Il ne faut pas oublier que les questions/les relations de nature culturelle font partie du renouveau. Notre mosaïque culturelle comprend les arts, le Club italien, les rencontres francophones, etc. - Pourrait-on appuyer un centre culturel francophone? - Il ne faut pas oublier le changement de personnalité culturelle de Cornwall. Nous devons réagir au nouveau Cornwall. - Il faut reconnaître que dans quelques années, la mosaïque culturelle de Cornwall et de la région connaîtra une expansion importante. Il faut inclure cette réalité dans le plan de développement communautaire aux fins de guérison et de réconciliation
<p>9. Création d'une fondation communautaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Créer une fondation communautaire de Cornwall - Examiner l'établissement d'une fondation communautaire. <i>Si l'Enquête publique sur Cornwall devait allouer des fonds, peut-être qu'un pourcentage de ces fonds pourrait être utilisé pour appuyer un Boys & Girls Club. À envisager dans les recommandations à l'intention du commissaire. (Renvoi au point 1 ci-dessus.)</i> - Il faut demander des fonds pour établir une fondation communautaire

AUTRES/DIVERS

1. Examen du système judiciaire	- Il devrait y avoir de graves punitions pour les contrevenants, surtout pour les personnes qui étaient en position de confiance; la négociation de plaidoyer devrait être abolie pour les infractions liées aux abus sexuels.
2. Prévention – Rôles	- Le rôle des membres du comité de sous-prévention est contradictoire, surtout maintenant que la Phase 1 est en cours
3. Supervision et activités parascolaires	-C'est très bien que les programmes d'éducation et de prévention soient offerts dans les écoles, mais une supervision appropriée est nécessaire dans les autobus (c.-à-d. des superviseurs formés, des caméras, etc.) et parfois une supervision est nécessaire pendant les récréations et les repas afin de s'assurer que ce qui est enseigné aux enfants est bien compris et appliqué. Actuellement, en raison des restrictions dans les écoles, il y a moins de supervision pendant l'heure du diner et les récréations, des moments où les agressions surviennent le plus souvent. Ce serait merveilleux si des bénévoles/des personnes formées pouvaient aider les enfants pendant ces périodes et s'assurer que des efforts de prévention et d'éducation sont mis en œuvre.
4. Monument	-« Je crois qu'avec l'Enquête, beaucoup de gens croient encore qu'il y a beaucoup d'abus sexuels à Cornwall. Je ne veux pas prolonger ce débat, mais peut-être qu'aux fins de guérison et de réconciliation, pour se souvenir des motifs de l'enquête et en reconnaissance de toutes les victimes, la cité de Cornwall devrait ériger un monument pour toutes les victimes de mauvais traitements (pas seulement les abus sexuels, mais les mauvais traitements physiques aussi). Ce monument serait situé quelque part à Cornwall et rendrait hommage aux victimes de mauvais traitements. Même lorsque l'enquête sera terminée et oubliée, nous devons nous souvenir du pourquoi de son existence. Il existe des monuments de ce genre à Toronto, et on y organise souvent des célébrations (p. ex. le mois de la prévention des mauvais traitements infligés aux enfants). » – Rachel Daigneault, directrice générale, Société d'aide à l'enfance
5. Établissement de santé mentale	- Il faut offrir à Cornwall des programmes de traitement pour les contrevenants, dont certains sont eux-mêmes des survivants d'abus sexuel. L'Hôpital Royal Ottawa a connu du succès dans le traitement des contrevenants/survivants, mais il y a des obstacles pour Cornwall et les résidents de la région : la distance pour se rendre à Ottawa et les coûts du transport, l'accès au traitement, la prévention de la récidive, l'éducation/le soutien

ANNEXE 5

Rapport des visites sur le terrain

Kitchener-Waterloo et Toronto

ANNEXE 5

PRÉVACATION RAPPORT DES VISITES SUR LE TERRAIN Kitchener-Waterloo et Toronto Les 29 et 30 avril et le 1^{er} mai 2008

I The Domestic Violence Project, Kitchener, Ontario

Le Domestic Violence Project dans la région de Waterloo est un projet conjoint d'organismes qui fournissent des services complémentaires et intégrés aux victimes de violence familiale – les services sont tous offerts au même endroit, ils ne sont pas éparpillés dans la collectivité. Le projet sur la violence familiale est situé dans le Catholic Family Counselling Centre (CFCC) et fait partie des services offerts par le Centre.

Lorsqu'ils entrent dans l'immeuble, les clients ont accès à des ressources telles que des policiers sur place spécialement formés pour traiter de la violence familiale, des séances de counselling individuelles pour les adultes et les enfants, une aide pour élaborer des plans de sécurité, un refuge, un soutien d'urgence/médical pour les victimes d'agressions sexuelles, des conseils financiers, des services pour les enfants, des groupes de soutien, des services de sensibilisation offerts à la collectivité, des services juridiques, des services spécialisés en matière de mauvais traitements infligés aux personnes âgées, des services de sensibilisation dans les milieux ruraux et des programmes spécialisés.

Le Domestic Violence Project offre les services suivants :

- Services aux victimes
- Service de police et service lié à la violence familiale
- Séances de counselling pour adultes et enfants
- Aide pour élaborer des plans de sécurité
- Un soutien médical/d'urgence en cas d'agression sexuelle ou de violence familiale
- Services aux enfants

Résumé des services offerts au Catholic Family Counselling Centre

1. OUTREACH FOR IMMIGRANTS AND REFUGEES (sensibilisation des immigrants et des réfugiés)

Séances de counselling dans la langue d'origine et « Surviving Adolescence » un programme de soutien de groupe à l'intention des parents et des adolescents qui sont de nouveaux Canadiens.

2. SENIORS' OUTREACH AND SUPPORT FOR FRIENDLY HOME VISITING PROGRAMS (sensibilisation des personnes âgées et soutien pour les programmes de visites à domicile)

Formation et aide au compte rendu pour les programmes de visites à domicile des bénévoles à l'extérieur des congrégations de Kitchener-Waterloo.

3. SENIORS AND MEDICATION PROJECT

Programme conjoint de soutien et d'éducation en santé mené par des pairs dans le cadre duquel on encourage les personnes âgées à utiliser les médicaments de façon avisée.

4. BUILDING COMMUNITY THROUGH RECREATION (renforcer la collectivité grâce aux loisirs)

Facilite l'accès aux activités de loisirs pour les enfants et les jeunes (comprend le parrainage et les subventions).

5. FAMILIES AND SCHOOLS TOGETHER PROGRAM

Programme de groupes d'intervention précoce pour les enfants et leur famille présenté dans les écoles.

6. FAMILY MEDIATION SERVICES (services de médiation familiale)

Le Catholic Family Counselling Centre offre des services de médiation familiale pour tenter de régler hors cour des disputes telles que les questions de garde et de droit de visite. Un médiateur neutre dirige les parties visées dans un processus qui les aide à trouver une solution. La médiation permet de sauver du temps et de l'argent, et mène souvent à des solutions plus réalistes. La médiation peut aider à maintenir les relations entre les parties.

7. PROGRAMME D'ACTION COMMUNAUTAIRE POUR LES ENFANTS (PACE)

Le Centre est un commanditaire pour le programme de Santé Canada qui appuie les programmes communautaires pour les enfants à risque de 0 à 6 ans.

8. WRAPAROUND

Offre des ressources et un soutien pour les familles qui ont de grands besoins.

9. OUTREACH FOR TRAUMA SURVIVORS (soutien pour les survivants d'un traumatisme)

Verbalisation d'incident critique – Pour aider les personnes ou les groupes qui font face à un trauma ou à une tragédie. Séances de counselling pour atténuer le stress, l'anxiété, la peine, la perte ou la dépression, la toxicomanie ou les relations perturbées.

NOTES SPÉCIALES :

- Seulement un de ces programmes partage un même bureau au Canada.
- Chaque organisme partenaire maintient son personnel administratif, mais les partenaires partagent des services comme ceux offerts par le directeur de la recherche et de l'évaluation, l'agent des communications et le directeur de l'exploitation des ressources, des postes qui sont financés conjointement par les partenaires du Catholic Family Counselling Centre.
- La force du CFCC vient des relations personnelles, des liens et de la collaboration entre les responsables des différents programmes. Contourner les structures traditionnelles et obtenir la collaboration de toutes les organisations constitue un défi. La confiance et les relations personnelles entre les fournisseurs de services sont des éléments essentiels.

- Les services qui ne sont pas offerts au CFCC sont tout de même offerts aux clients du CFCC; les partenariats avec l'hôpital et d'autres fournisseurs de services sont importants et maintenus.
- Dépistage systématique de la violence pour toutes les clientes et, bien que les fournisseurs de services sont conscients que ce dépistage systématique n'est pas appliqué aux hommes, ils reconnaissent que les hommes ont aussi besoin de soutien.
- Le financement pour les centres de lutte contre la violence familiale vient du ministère des Services sociaux et communautaires (MSSC) et du ministère du Procureur général (MPG); on peut aussi obtenir un financement en présentant des demandes de subvention aux fondations et en organisant des activités de collecte de fonds.

*****IDÉES POUR FUTURES RÉFLEXIONS ET DISCUSSIONS**

- Créer un centre multifonctionnel tel que le Catholic Family Counselling Centre pour la région de Cornwall, qui regrouperait tous les services fournis aux victimes d'abus sexuel survenus dans le passé ou récemment.
- Sous les auspices d'un partenaire communautaire désigné, fournir des services partagés pour les postes liés à la recherche et à l'évaluation, aux communications et au développement des ressources. Tous les fournisseurs de services communautaires pourraient avoir accès aux services, des services qui ne sont pas accessibles à nos fournisseurs de services communautaires pour le moment.

II Community Justice Initiatives, Kitchener, Ontario

PROGRAMME RESOLVE : Dans le cadre de ce programme, on offre un service de résolution de conflit aux personnes, qu'elles soient des jeunes, des adultes, des amis, des voisins, des organisations sportives, des écoles, des groupes et d'autres organismes grâce à la médiation, aux conférences et aux cercles.

Déclaration sur les répercussions sur la victime

Service d'assistance aux victimes pour les aider à préparer une déclaration pour le tribunal.

Aiguillage

Service d'assistance pour aider les gens à accéder aux services de soutien au sein de la collectivité

REVIVE appuie les femmes, les hommes et les jeunes qui se remettent d'un traumatisme sexuel. Le programme Revive aide également les personnes qui ont commis une infraction sexuelle à faire des choix sécuritaires et sains.

Comment le programme Revive a-t-il vu le jour?

Le programme Revive a vu le jour en 1982, lorsque quelques personnes, elles-mêmes victimes d'abus sexuels, ont découvert que le fait de se rencontrer et de parler de leurs expériences les aidait. Dans le cadre des Community Justice Initiatives (CJI), on leur a donné un endroit pour se rencontrer, et ensemble ces personnes ont mis sur pied le programme qui offrait alors un soutien de groupe aux femmes ayant survécu à un traumatisme sexuel.

Depuis ce temps, on a donné de l'expansion au programme Revive afin d'inclure un soutien de groupe aux personnes qui ont commis une infraction sexuelle, ainsi qu'aux familles et aux groupes touchés par un traumatisme sexuel. On continue de donner de l'expansion au programme afin de répondre aux besoins de la collectivité.

Le programme Revive offre les services et le réseau de soutien suivants aux personnes qui se remettent d'un traumatisme causé par une abus sexuel :

1. Soutien de groupe – pour les personnes de tout âge qui se remettent d'un traumatisme sexuel, pour celles qui ont commis une infraction sexuelle et pour les familles et les groupes au sein desquels on a vécu un traumatisme sexuel.
2. Groupe de sensibilisation - Information sur le traumatisme sexuel et la guérison
3. Conférence – Résolution de conflit pour les familles et les groupes touchés par un traumatisme sexuel
4. Soutien individuel – Soutien individuel pour se préparer à un groupe de soutien
5. Aiguillage - Assistance pour accéder aux services offerts dans la collectivité
6. Formation – Cours sur la façon d'animer des groupes de soutien
7. Ateliers – Formation personnalisée pour des groupes et des organisations
8. Conférenciers - Information sur le programme Revive, les traumatismes sexuels et la justice réparatrice
9. Consultation - Information sur des questions précises relatives à l'abus sexuel

Les services offerts aux personnes qui ont été victimes de crime sexuel sont :

- Groupes de sensibilisation qui fournissent de l'information sur l'abus sexuel, les infractions sexuelles et le processus de guérison;
- Groupes de soutien par des pairs qui aident les contrevenants à élaborer des stratégies de prévention de la récidive, à comprendre les répercussions de l'incident pour la victime et à élaborer des stratégies pour savoir comment réagir à l'avenir;
- Dialogues animés qui permettent d'engager des conversations importantes avec des personnes touchées par des choix qui ont été dommageables.

Les services offerts aux personnes qui ont survécu à un traumatisme sexuel sont :

- Des groupes de soutien par des pairs distincts pour les femmes et les hommes survivants;
- Un service d'aiguillage pour accéder à des services de soutien additionnels au sein de la collectivité;
- Des dialogues animés qui permettent d'engager des conversations sur la guérison.

PRISE DE DÉCISION EN GROUPE FAMILIAL : Processus axé sur la culture et qui donne à la famille élargie et aux amis d'enfants à risque une occasion d'élaborer ensemble un plan axé sur le meilleur intérêt et la sécurité des enfants.

Le programme de prise de décision en groupe familial est le résultat d'un effort collectif pour mieux appuyer la participation des familles en ce qui concerne la protection de l'enfant et les soins continus. Le concept de la concertation avec les familles a vu le jour en Nouvelle-Zélande pour répondre aux préoccupations liées à la surreprésentation des enfants autochtones maori au sein des organismes de protection de la jeunesse et du système judiciaire. Le principal objectif de la concertation avec les familles est de donner la parole à la famille (famille nucléaire et élargie, ainsi qu'aux amis) dans le processus décisionnel afin d'assurer la sécurité et le bien-être des enfants qui présentent d'importants risques ou qui doivent être protégés des mauvais traitements et de la négligence.

Dans le cadre d'une concertation avec les familles, ces dernières se sentent plus fortes après avoir ciblé leurs points forts et le soutien possible au sein de la famille, du quartier et de la collectivité. Beaucoup de solutions élaborées par la famille permettent aux enfants de retourner, ou de rester, dans leur famille ou leur famille élargie dans le cadre d'un plan à long terme ou de façon permanente. Après que le travailleur social a discuté avec le client du concept du programme de prise de décision en groupe familial et qu'il a dirigé la famille vers le coordonnateur du programme, ce dernier communique avec le client pour lui expliquer le programme et discuter de ce qui se passe pendant une concertation. Il s'informe également auprès du client sur les membres de sa famille immédiate et détermine qui d'autre aimeraient prendre part à la concertation. Ces personnes peuvent être des voisins, des chefs spirituels, des membres de la collectivité ou quiconque est important pour le client. En moyenne, ce processus prend six à huit semaines. Cependant, le processus se poursuivra aussi longtemps que nécessaire jusqu'à ce qu'on s'entende sur un plan. Les soins à l'enfant et des rafraîchissements sont fournis, et il est possible de prendre des ententes pour les déplacements.

Des programmes de concertation avec les familles et de prise de décision en groupe familial ont été mis en œuvre dans bien des régions de l'Europe, de l'Australie et de l'Amérique du Nord. Un de ces programmes fonctionne efficacement à Toronto depuis près de dix ans. Pendant cinq ans, beaucoup d'organismes de la région de Waterloo se sont réunis dans un effort pour établir un programme de prise de décision en groupe familial dans notre collectivité. Ces efforts comprennent une discussion avec la collectivité et une proposition à Trillium.

Depuis la fin de 2006, grâce à un effort de collaboration entre les Community Justice Initiatives, le ministère des Services sociaux et communautaires et le Family and Children Services of the Waterloo Region, ce programme est offert. Il s'adresse particulièrement aux familles qui recourent à un placement chez un membre de la famille des Family and Children Services.

Le programme de prise de décision en groupe familial des CJI compte un comité directeur formé d'organismes représentant les enfants et les familles des collectivités de Kitchener-Waterloo et de Cambridge. Ce sont : le Family and Children Services, KW Counselling, le Waterloo District School Board, le Catholic School Board; Our Place, les centres de la petite enfance; le Family Counselling Centre of Cambridge and North Dumfries et le KW Multicultural Centre.

Le programme de prise de décision en groupe familial est financé par le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse.

PEACE & CONFLICT STUDIES Les objectifs du programme Peace and Conflict Studies (PACS) sont d'examiner pourquoi le conflit et la violence surviennent, de comprendre comment gérer, utiliser et transformer les conflits grâce à un « processus décisionnel collaboratif ». Le but est de comprendre comment arriver aux fins désirées de façon constructive, et de faciliter l'apprentissage réel, pratique, « sur le terrain » des questions relatives à la paix et aux conflits dans le cadre de stages au sein d'une gamme d'organismes de paix, de justice et de développement.

Pour obtenir plus d'information, communiquez avec le Conrad Grebel University College en ligne à congreb@uwaterloo.ca.

Ateliers

Une formation personnalisée est offerte aux groupes et aux organisations

NOTES SPÉCIALES

- Les bénévoles jouent un rôle très important pour appuyer le modèle de soutien par les pairs. Leur formation est expérimentale et les participants décident du programme après avoir sélectionné des thèmes communs. Tous les groupes sont coanimés, c.-à-d. le groupe de survivants est animé par un homme et par une femme et le groupe de survivantes est animé par deux femmes. Le groupe mixte est animé par une équipe mixte. En général, les bénévoles sont choisis à partir du groupe de participants, mais il y a également des stagiaires. La formation dure 35 heures, comprend une présélection et un apprentissage en milieu de travail.
- On a remarqué le nombre disproportionnel de services offerts aux femmes comparativement aux services offerts aux hommes. Il est plus difficile pour les hommes ayant survécu à des mauvais traitements d'admettre qu'ils ont été victimes en raison de l'hypothèse selon laquelle ils sont devenus ou deviendront des agresseurs.
- On ne mélange jamais les groupes de survivants et les groupes de contrevenants; toutefois, des contrevenants pourraient être invités à prendre part à une rencontre du groupe de survivants afin de leur parler de la perpétration de ces crimes.
- Question : La Société d'aide à l'enfance de notre collectivité réunit-elle les membres de la famille immédiate et élargie pour trouver le meilleur plan d'action qui permettra d'assurer le bien-être et la sécurité des enfants comme on le fait dans le cadre du programme de prise de décision en groupe familial?

***** IDÉES POUR FUTURES RÉFLEXIONS ET DISCUSSIONS**

- Le programme REVIVE, un programme pour les survivants d'abus sexuel, pourrait présenter un intérêt particulier pour PrévAction. La dynamique de ce programme pourrait très bien être intégrée dans les programmes offerts au Refuge pour hommes (cercles de soutien).

- On observe que le modèle de Waterloo a lancé un service de soutien de groupe pour les délinquants sexuels, les familles et les groupes touchés par un traumatisme sexuel.
- Le programme PRISE DE DÉCISIONS EN GROUPE FAMILIAL pourrait être un programme complémentaire au programme REVIVE. Le plan de ce programme est centré sur l'intérêt et la sécurité des enfants et prévoit la participation de la famille immédiate et élargie, à qui on donne droit de parole dans les décisions ayant une incidence sur la sécurité et le bien-être des enfants à risque.
- Les sous-comités d'éducation de la collectivité et de prévention de PrévAction pourraient utiliser un programme comme PEACE & CONFLICT STUDIES comme moyen d'établir un lien avec les universités, les hôpitaux, les initiatives judiciaires, etc. de la région dans le cadre de présentations par des experts sur les questions relatives à la paix, au conflit et à la violence dans le cadre de conférences, d'ateliers et de séminaires.
- On pourrait envisager de recommander l'établissement d'un bureau des conférenciers. Vise une plus grande sensibilisation. Les survivants, personnellement ou comme membres d'un groupe, raconteraient leurs histoires dans le cadre de conférences, dans les écoles, etc.
- Possibilités de tenir des conférences sur la prévention.
- Lire attentivement un exemplaire du *North Star Report – Restorative Justice Report* dans lequel on a évalué le programme REVIVE.

III Child Witness Centre of Waterloo

Par l'entremise de son personnel, de ses programmes et services, le Child Witness Centre offre un soutien impartial à tous les enfants de la région de Waterloo et du comté de Wellington qui ont été victimes ou témoins de crimes. Les services sont fondés sur le principe que la plupart des enfants sont trop vulnérables et innocents pour comprendre les complexités du système de justice pénale. L'organisme joue un rôle intégral pour établir un équilibre entre les exigences du système judiciaire et le droit de l'enfant de ne pas être soumis à d'autres traumatismes émotionnels. Le Child Witness Centre est d'avis que chaque enfant qui a été victime ou témoin d'un crime a le droit d'être soutenu dans le cadre de toute poursuite judiciaire à laquelle il doit participer, et de s'y préparer.

Les enfants victimes et témoins sont dirigés vers le programme après le dépôt d'une accusation au criminel. Les services de soutien offerts sont gratuits et comprennent :

- un soutien et une assistance à toutes les étapes de la procédure judiciaire;
- des mises à jour sur l'instance fournies à l'enfant et à la famille;
- une explication du système judiciaire à l'enfant;
- l'organisation de rencontres avec le procureur de la Couronne pour le compte de l'enfant et participation à ces rencontres;
- une rencontre avec l'enfant aux fins de préparation pour le tribunal – pour l'aider à maîtriser ses craintes et ses préoccupations, lui expliquer les procédures judiciaires, ce qu'est le serment et la signification de la terminologie juridique et faciliter les conditions nécessaires pour qu'il fasse un témoignage complet et spontané;
- l'accompagnement de l'enfant au tribunal;

- l'explication du verdict;
- une assistance pour la rédaction de la déclaration de la victime, au besoin.

L'énoncé de croyance suivant constitue la base des services :

- Chaque enfant devrait être traité avec respect pendant qu'il est dans le système de justice pénale
- Chaque enfant doit se sentir en sécurité dans une salle d'audience
- Chaque enfant doit bénéficier d'une préparation au tribunal adaptée à ses besoins
- Chaque enfant doit avoir facilement accès aux dispositifs
- L'enfant devrait être questionné par des adultes en mesure d'adapter leur communication à l'âge de développement de l'enfant et à ses capacités
- L'enfant devrait pouvoir rencontrer le procureur de la Couronne bien avant la date de comparution en cour
- L'enfant et sa famille devraient être informés de toutes les procédures judiciaires pertinentes dès que l'information est disponible
- Il faut tenir compte des besoins spéciaux et de la vulnérabilité de l'enfant
- Il faut adapter la salle d'audience à l'enfant appelé à témoigner, et prendre tous les arrangements habituels
- Il faut établir une norme selon laquelle il faut traiter rapidement les affaires auxquelles doivent prendre part des enfants témoins

NOTES SPÉCIALES

- Le centre pour les enfants témoins devrait être situé près d'un tribunal.
- La police compte maintenant sur des « salles adaptées » pour interroger les enfants. Elles sont situées dans les tribunaux ou les postes de police. Elles ne sont pas entièrement efficaces puisqu'elles sont situées dans ces mêmes endroits, ce qui peut être intimidant pour les enfants.
- La Société d'aide à l'enfance joue-t-elle ce rôle dans notre collectivité? Il existe un programme PAVT à Cornwall (Sheila Tallon). Serait-il profitable au PAVT d'ajouter un centre pour les enfants témoins à son organisation? Ce programme serait-il un bon complément au Service d'orientation et d'aide immédiate aux victimes (SOAIV)?

***** IDÉES POUR FUTURES RÉFLEXIONS ET DISCUSSIONS**

- Notre collectivité – Cornwall, les comtés de Stormont, de Dundas et de Glengarry, et Akwesasne – n'a pas de centre pour les enfants témoins. S'agit-il d'un programme que PréVAction voudrait examiner pour notre collectivité?

IV The Gatehouse

Vous trouverez dans le site Web de l'organisme The Gatehouse la description suivante des services :

[Traduction]

Grâce à la force et au soutien de notre collectivité, The Gatehouse fournit un environnement confortable et non menaçant pour aider les survivants de mauvais traitements pendant l'enfance à s'exprimer pendant le processus d'enquête. Ces programmes permettent aux enfants de divulguer des mauvais traitements de façon moins traumatisante en mettant l'accent sur les besoins de la victime et des membres de la famille qui ne sont pas des contrevenants.

The Gatehouse offre également une variété de programmes, y compris le Gatehouse Adult Support Network^{MC} pour les adultes qui ont subi de mauvais traitements dans le passé. Des possibilités de bénévolat aux services de soutien, prenez un moment pour visiter notre site et découvrir comment The Gatehouse peut faire une différence dans votre propre vie et celle d'autres personnes.

Le fait d'avoir été victime de mauvais traitements pendant l'enfance peut amener une personne à se sentir très isolée et traumatisée. En tant qu'adulte, il faut énormément de force et de résilience pour parler avec quelqu'un afin de mettre fin à l'isolement et à la souffrance. Si vous décidez de le faire et que vous vous rendez compte que les services sont limités ou qu'ils n'existent pas, alors l'isolement peut rapidement devenir très profond. Malheureusement, beaucoup d'adultes se trouvent dans cette situation. En réponse à ce besoin, nous avons élaboré **The Gatehouse Adult Support Network^{MC}** pour réduire le sentiment d'isolement par l'entremise de séances de mentorat individuelles ou de groupes de soutien autonomes animés par un mentor.

Nous offrons actuellement des groupes de soutien pour :

- Les hommes et les femmes qui ont survécu à de mauvais traitements physiques pendant leur enfance;
- Les hommes et les femmes qui ont survécu à des abus sexuels lorsqu'ils étaient enfants.

Information sur le groupe de soutien :

- Gratuit pour les participants;
- Le groupe fonctionne par cycle de quinze semaines;
- On peut offrir deux cycles par année;
- Les groupes sont coanimés par des mentors formés;
- La supervision des animateurs formés de The Gatehouse est fournie par notre Community and Volunteer Development Coordinator (coordonnateur du développement communautaire et des bénévoles);
- Les groupes se rencontrent à The Gatehouse – un endroit sécuritaire où tout le monde a droit de parole.

Qu'est-ce que le programme de soutien aux enquêtes de The Gatehouse? C'est un programme qui facilite les enquêtes sur les mauvais traitements infligés aux enfants en fournissant :

- Un lieu d'enquête adapté pour les enfants où des agents de police et un représentant des services de protection de l'enfance peuvent interroger les enfants et les membres de la famille dans un endroit confortable, non menaçant et indépendant;
- Des installations d'enregistrement à la fine pointe de la technologie hors de la salle d'interrogation adaptée pour les enfants dans le cadre d'une enquête;
- Un soutien de suivi à l'égard des membres de la famille afin de réduire le stress et de fournir une gamme de services harmonisés pendant qu'ils interviennent dans le système élargi des services sociaux.

Pourquoi ce programme est-il nécessaire?

- L'intervention systémique élargie en ce qui concerne les mauvais traitements infligés aux enfants peut entraîner de la confusion, être dérangeante et incroyablement frustrante. Les membres de la famille qui n'ont pas commis le crime sont souvent en état de choc après la première divulgation, et ensuite ils sont dépassés par le système. C'est pourquoi, avec le soutien de notre collectivité, nous avons élaboré ce programme qui facilite la divulgation de mauvais traitement par un enfant de façon à limiter le nombre de fois que l'enfant devra raconter l'incident.

Pourquoi le programme de The Gatehouse est-il unique?

- Étant le seul du genre au Canada, The Gatehouse comble une lacune au sein des programmes existants dans la collectivité élargie en fournissant des services qui ne sont pas déjà offerts aux personnes touchées par les mauvais traitements infligés aux enfants.
- Pendant le processus d'enquête, l'Investigation and Adult Support Coordinator (coordonnateur de l'enquête et du soutien aux adultes) met l'accent sur les besoins des enfants et des membres de leur famille et fournit un environnement professionnel où les enquêteurs peuvent optimiser l'excellence du protocole d'enquête. Cela est accompli de la façon suivante :
 - Collaboration avec les services d'enquête afin de fournir un lieu d'enquête sécuritaire et adapté pour les enfants;
 - Service d'intervention à guichet unique qui permet de réduire le traumatisme après un incident de mauvais traitement infligé à un enfant;
 - Service d'aiguillage vers les organismes communautaires appropriés et service de soutien;
 - Consultation à court terme pour les membres de la famille qui ne sont pas les auteurs de l'incident et les adolescents;
 - Consultation avec les travailleurs communautaires.

Notre but ultime est de créer une gamme de services harmonisés intégrée pour les enfants et les membres de leur famille qui ne sont pas les auteurs de l'incident

Pourquoi enregistrer le témoignage?

Un enfant sur quatre sera victime de mauvais traitements. Malgré la prévalence des mauvais traitements infligés aux enfants, ce crime demeure le plus difficile à poursuivre en justice étant

donné les rares témoins ou preuves médicales. De plus, les enfants sont généralement à un âge où il est extrêmement difficile de témoigner en cour. Par conséquent, les enfants méritent l'endroit le plus confortable possible où ils peuvent raconter ce qui s'est passé. On considère que l'enregistrement du témoignage constitue la meilleure forme de preuve, car il réduit le nombre de fois qu'un enfant devra raconter l'incident, ce qui signifie que l'enfant devra témoigner moins souvent dans une salle d'audience.

À quoi devez-vous vous attendre lorsque vous arrivez à The Gatehouse pour une entrevue?

Les enfants, leur famille, les agents de police et les représentants de la protection de la jeunesse seront accueillis par notre personnel amical et invités dans notre installation chaleureuse. Avant le début de l'enquête, on donnera de l'eau aux enfants. Après l'enquête, on offrira du thé, du café, du chocolat chaud ou de l'eau aux membres de la famille qui attendent et à l'équipe d'enquête. Pendant que les agents de police et les représentants des services de protection de la jeunesse interrogent l'enfant, notre coordonnateur de l'enquête et du soutien aux adultes demeure à la disposition des membres de la famille afin d'offrir un soutien et de l'information relativement aux processus d'interrogation.

La famille ou le tuteur pourra bénéficier d'un soutien de suivi fourni par The Gatehouse; ce soutien peut comprendre une consultation et un service d'aiguillage. On encourage les familles à communiquer à The Gatehouse toute préoccupation ou question en ce qui concerne leur enfant et le processus d'enquête. Tous les fournisseurs de soins reçoivent notre brochure sur The Gatehouse, dans laquelle on explique le processus d'enquête, et qui permet de s'assurer qu'on répond aux questions et qu'on écoute les préoccupations de la famille.

Lorsque l'interrogatoire est terminé, on offre des biscuits et du jus ou d'autres gâteries à l'enfant. De plus, on donne à chaque enfant une courtoise pour enfant faite à la main ou un ours en peluche, qui ont été donnés généreusement par des membres de la collectivité et des entreprises. Cela permet d'autant plus de fournir un environnement sécuritaire et confortable qui encourage les gens à se sentir plus détendus pendant une période qui peut se révéler stressante sur le plan émotionnel.

Qui utilise The Gatehouse dans le cadre du programme de soutien pendant l'enquête?

- Le personnel du service de police qui mène une enquête sur un incident d'abus sexuel ou d'agression sexuelle à l'égard d'un enfant
- Les intervenants de la protection de la jeunesse
- Les professionnels responsables de soigner les enfants victimes de mauvais traitements

The Gatehouse a été créé pour appuyer toute personne participant au processus d'enquête. C'est-à-dire les enfants, les jeunes, les adultes, les familles et l'équipe d'enquête. Des agents de police de beaucoup de divisions de Toronto ont utilisé nos installations, tout comme les représentants des organismes de protection de la jeunesse. Nous encourageons les agents de police et les intervenants des services de protection de la jeunesse à mener des interrogatoires sur les mauvais traitements infligés aux enfants dans un endroit adapté pour les enfants comme le nôtre.

Voici quelques-unes des raisons pour lesquelles vous pourriez choisir d'utiliser The Gatehouse dans le cadre d'une enquête :

- Accessible en tout temps
- Facilement accessible à partir des principales autoroutes
- Salle d'enquête équipée d'un circuit d'enregistrement vidéo de pointe (« un endroit digne des pratiques exemplaires »)
- Climat confortable comme à la maison pour aider les enfants et les familles à se sentir soutenus pendant une période très difficile
- Cuisine entièrement équipée où l'on trouve du café, du thé, du jus et des collations pour les équipes d'enquête et les familles
- Un salon entièrement équipé, où l'on trouve un téléviseur, de la peinture et des crayons à colorier, des jouets et des livres mis à la disposition des familles pendant qu'elles attendent
- Personnel sur place qui peut soutenir les familles, offrir un service d'aiguillage et des consultations avec les équipes d'enquête
- Notre espace est également disponible pour un soutien après entrevue, des évaluations du trauma, etc.

En plus d'offrir des services aux enfants et aux adultes, nous consultons les travailleurs sociaux de la collectivité. À l'occasion, des thérapeutes qui travaillent avec un client découvriront des souvenirs de mauvais traitements survenus pendant l'enfance que l'on a minimisés. Il ne s'agit peut-être pas du domaine d'expertise du thérapeute, et comme ce dernier a développé une relation avec le client, il pourrait être nuisible de diriger le client ailleurs.

NOTES SPÉCIALES

- The Gatehouse offre aux enfants des services semblables à ceux offerts par le Child Witness Centre de Waterloo.
- The Gatehouse offre également des programmes de soutien par les pairs aux adultes qui ont survécu à l'abus sexuel. Ces services sont semblables à ceux offerts par les Community Justice Initiatives à Kitchener.
- Janet Handy a suggéré que The Gatehouse pourrait offrir, à titre d'expansion des services et moyennant un certain tarif, une formation, un soutien et des programmes au Refuge pour hommes qui a été proposé. Si la suggestion est approuvée, d'autres discussions à ce sujet suivront.

ANNEXE 6

Services offerts aux jeunes de Cornwall et de la région

<u>Organismes</u>	<i>Mission</i>	<i>Adresse</i>	<u>Téléphone</u>	<u>Groupe ciblé</u>
0 à 4 ans				
Centre de la petite enfance	Les centres de la petite enfance de l'Ontario sont des endroits où les parents et les parents-substituts peuvent participer à une série de programmes et d'activités avec leurs enfants; obtenir des réponses à leurs questions; obtenir de l'information sur les programmes et les services offerts pour les jeunes enfants; discuter avec des professionnels de la petite enfance et avec d'autres parents et parents-substituts de la collectivité.	340, rue Pitt Cornwall (Ontario) K6J 3P9	613 933-6282	0 à 12 ans
Société d'aide à l'enfance	La Société d'aide à l'enfance de Cornwall s'est engagée à protéger les enfants et les jeunes de notre collectivité de toute forme de mauvais traitement et de négligence. Nous nous efforçons d'assurer leur sécurité, tant au sein de leur famille que de la collectivité où ils vivent.	Case postale 983 150 Boundary Road Cornwall (Ontario) K6H 6J5	613 933-2292	0 à 16 ans
Programme de santé mentale à guichet unique	Un service bilingue pour les enfants et les jeunes de 0 à 17 ans. On y fournit un service d'information et d'aiguillage vers les services offerts dans la collectivité, ainsi que de brèves séances de counselling. Il y a des bureaux satellites à Winchester et à Alexandria.	Shirley Ladouceur 132 2 nd Street East, bureau 305 Cornwall (Ontario) K6H 1Y4	613 932-1558	0 à 17 ans
Services de consultation psychologique pour les enfants et les jeunes	Le Service de consultation psychologique pour les enfants et les jeunes est un programme communautaire de traitement de la santé mentale parrainé par l'Hôpital communautaire de Cornwall, qui comprend des services d'évaluation, de traitement et de soutien, des séances de counselling et de	132 2 nd Street East Cornwall (Ontario) K6H 1Y4	613 932-1558	0 à 18 ans

	consultation pour les enfants et les jeunes. Ces services sont offerts par une équipe multidisciplinaire de professionnels ayant reçu la formation requise et qui fournit des services principalement en anglais. Les services sont gratuits.			
Partir d'un bon pas pour un avenir meilleur	On a recours à une approche holistique pour l'élaboration de projet, en offrant un soutien à l'enfant et à la famille de la naissance à l'âge préscolaire. Le projet vise à s'assurer que les enfants partent d'un bon pas dans tous les contextes sociaux où ils évoluent, en commençant par leur famille et incluant leur quartier et leur collectivité.	109, rue York Cornwall (Ontario) K6J 3Y9	613 938-2000	4 à 8 ans
5 à 11 ans				
Les Services de santé mentale pour enfants Programme d'approche	Le Programme d'approche est un programme de traitement en milieu scolaire ou à domicile destiné aux enfants de 4 à 17 ans qui habitent Stormont, Dundas et Glengarry. Les services sont offerts aux écoles anglaises publiques et catholiques.	132 2 nd Street East, bureau 305 Cornwall (Ontario) K6H 1Y4	613 932-1558	4 à 17 ans
Child & Family Treatment Centre	Le Children's Treatment Centre a été fondé en raison d'une sensibilisation à l'incidence des mauvais traitements infligés aux enfants qui ont des résultats défavorables sur l'ensemble de la société. Les incidents de mauvais traitements sont traumatisants et, s'ils ne sont pas détectés, ils auront une incidence sur la vie de l'enfant lorsqu'il atteindra l'âge adulte.	305A 2 nd Street East Cornwall (Ontario) K6H 1Y8	613 933-4400	5 à 17 ans

Les Services de santé mentale pour enfants Programme de traitement de jour	C'est un programme exhaustif à l'appui des enfants dont les problèmes de santé mentale nuisent à la réussite à l'école et à la maison.	132 2 nd Street East bureau 305 Cornwall (Ontario) K6H 1Y4	613 932-1558	6 à 14 ans
Les Grand Frères et Grande Sœurs	L'Association des Grands frères et Grandes sœurs est une œuvre charitable dédiée à l'appui des enfants qui grandissent dans des familles monoparentales afin de les aider à réaliser leur plein épanouissement grâce à des programmes de mentorat avec des bénévoles adultes bienveillants et responsables.	101 3 rd Street West Cornwall (Ontario) K6J 2N9	613 933-8035	6 à 16 ans
12 à 18 ans				
Laurencrest Youth Services	Notre mandat vise à aider les jeunes en difficulté de notre collectivité à apprendre à s'aider eux-mêmes. Au fil des ans, une gamme de services résidentiels et non résidentiels ont été élaborés et offerts afin de répondre aux besoins cernés.	Wayne Kyte (wayne.kyte@cogeco.ca) 510, rue Mercier Cornwall (Ontario) K6K 1K2	613 933-6362	12 à 18 ans
Boys and Girls Club of Cornwall	Travaillant auprès des jeunes depuis 1998, la Maison des jeunes de Cornwall est une organisation caritative officielle sans but lucratif qui offre un environnement sécuritaire aux jeunes de 9 à 18 ans. Sous la supervision d'un personnel et de bénévoles qualifiés, la Maison des jeunes oriente la planification, l'organisation et la prestation d'un service de porte ouverte, de différentes activités et de projets spéciaux. La Maison des jeunes est une ressource bilingue mise en place par la collectivité à titre de stratégie préventive pour préparer les adolescents à devenir des citoyens actifs et responsables. Elle est utilisée comme catalyseur pour trouver des solutions créatives aux besoins individuels et collectifs des	M ^{me} Josee Delisle 499, rue Henry Cornwall (Ontario) K6J 5A2	613 938-4999	13 à 18 ans

	jeunes. Nos programmes et nos activités sont accessibles à tous les jeunes et visent particulièrement les adolescents qui présentent des risques élevés.			
Centre Service Canada pour jeunes (CSCJ) de Cornwall	Un Centre Service Canada pour jeunes (CSCJ) est un bureau qui cible les jeunes, pour la plupart des élèves du cycle secondaire et des étudiants postsecondaires. Le principal mandat d'un CSCJ est d'aider les étudiants à trouver un emploi d'été en établissant un lien entre les employeurs locaux et à préparer leur curriculum vitae.	111, rue Water Est, bureau 100 Cornwall (Ontario) K6H 6S4	613 937-2747	14 ans et plus
Job Zone d'emploi, Services aux étudiants	Job Zone d'emploi est une organisation sans but lucratif qui prépare, guide et aide les personnes dans leur recherche d'emploi en offrant des séances de counselling en matière d'emploi et de carrière, de la documentation, des possibilités d'emplois et l'accès aux services communautaires et de recrutement. Nous encourageons les partenariats communautaires dans un effort pour répondre aux besoins de nos clients tout en étant sensibles aux défis qu'ils doivent relever et en les reconnaissant.	144, rue Pitt Cornwall (Ontario) K6J 3P4	613 933-9675	15 ans et plus
L'Association canadienne pour la santé mentale	Travaille en partenariat avec les personnes, les familles et les ressources communautaires afin d'améliorer le développement et le soutien continu en matière de santé mentale pour tous les citoyens.	Michael Lloyd 329, rue Pitt Cornwall (Ontario) K6J 3R1	613 933-5845	16 ans et plus
Centre de gestion du sevrage	Des services sont fournis aux clients de 16 ans ou plus qui sont intoxiqués ou qui ont des symptômes de sevrage parce qu'ils ont cessé d'utiliser l'alcool et/ou d'autres drogues. Ces services du Centre du sevrage de l'Hôpital communautaire de Cornwall sont dotés de 16 lits, mais il n'y a pas de personnel médical	510 2 nd Street East Cornwall, Ontario K6H 1Y2	613 938-8506	16 ans et plus

	(c-à-d. qu'il n'y a pas de personnel infirmier autorisé ni de médecin sur place). On y offre un milieu protégé où le personnel qualifié peut surveiller de façon sécuritaire les symptômes de sevrage. Le personnel fournit un soutien émotionnel et éducationnel, offre des stratégies pour prévenir le mauvais usage de drogues, un traitement de la toxicomanie/des mesures alternatives et d'autres renseignements sur les ressources communautaires.			
Maison Baldwin House	Offre un refuge d'urgence aux femmes de 16 ans et plus, avec ou sans enfant, qui sont victimes ou menacées de mauvais traitements physiques, psychologiques, économiques, émotionnels ou d'abus sexuel. On y offre les services suivants : un suivi, un programme d'éducation du grand public, un service d'aiguillage et des renseignements juridiques, des séances de counselling individuelles ou en groupe, une aide pour les enfants ainsi que des séances pour les abus sexuels survenus dans le passé.	Debbie Fortier 40 4 th Street South Cornwall (Ontario) K6J 2R6	Refuge 613 938-2958 ou 613 937-2958 Gestion des cas d'abus sexuel : 613 938-7000 Information pour les bénévoles : 613 938-3903 Ligne d'écoute d'urgence 613 938-2958 Numéro sans frais 1 800 267-1744	Femmes de 16 ans et plus

Sexual Assault Support Services (SASS)	Cette organisation encourage son personnel et ses bénévoles à se tenir informés des besoins de toutes les femmes, et d'y être sensibles, notamment les femmes qui ont une ou plusieurs déficiences, les lesbiennes, les femmes des différents groupes culturels, etc.	Case postale 1192 Cornwall (Ontario) K6H 5V3	613 932-1603 1 800 461-8192	Femmes de 16 ans et plus
Tout âge				
Akwesasne Child and Family Services	Le personnel d'Akwesasne Child and Family Services offre un soutien aux enfants et aux familles en difficulté. À titre d'agence de protection de l'enfance, cette organisation est déterminée à promouvoir la santé, la sécurité, le bien-être et le développement.	Case postale 579 Cornwall (Ontario) K6H 5T3	613 575-2341 poste 308	
Programme d'urgence pour victimes d'agression et de violence sexuelle (ASAP), Hôpital communautaire de Cornwall	Notre objectif est de fournir des soins à quiconque a été victime de violence familiale (aussi appelé violence conjugale) ou d'abus sexuel.	Hôpital communautaire de Cornwall 510, 2 nd Street East Cornwall (Ontario) K6H 1Z6	Soins de santé : 613 932-3300, poste 4552 Counselling : 613 932-3300, poste 4658	
Service de l'Urbanisme, des parcs et des loisirs de la Ville de Cornwall	Le Service de l'Urbanisme, des parcs et des loisirs de la Ville de Cornwall offre un large éventail de programmes et d'installations aux résidents et aux visiteurs. La municipalité gère une superficie totale de 750 acres de parcs.	Christine Lefebvre 100, rue Water Est Cornwall (Ontario) K6H 6G4	613 930-2787	

Équipe psycho-sociale pour enfants et adolescents francophones des comtés de Stormont, de Dundas et de Glengarry	1) Organise des activités sociales, de loisirs et d'autres activités pour les personnes ayant une déficience intellectuelle dans les comtés de Stormont, de Dundas et de Glengarry; 2) Organise des séances d'information et de partage pour les familles des personnes ayant une déficience intellectuelle. Intègre ces personnes dans des organisations sociales et de loisirs de la collectivité; 3) Équipe psycho-sociale : aider les participants à atteindre leur capacité de développement maximale et les intégrer à différents niveaux de la collectivité (éducation, loisirs, travail).	Monique Greggain 610-A, avenue McConnell Cornwall (Ontario) K6H 4M1	613 938-7112	
Centre de counselling familial	Le Centre de counselling familial de Cornwall et des comtés-unis est déterminé à aider les personnes, les couples et les familles en fournissant des services de counselling professionnel et des services d'éducation fondés sur le droit à l'autonomie, au respect et à la confidentialité.	26 Montreal Road Cornwall (Ontario) K6H 1B1	613 932-4610	
Jeunesse, j'écoute	Notre mission est d'améliorer le bien-être des enfants et des jeunes au Canada en leur offrant des services de counselling professionnels et confidentiels, des services d'aiguillage et de l'information à l'aide de moyens de communication à la fine pointe de la technologie. L'an dernier, plus de deux millions de fois, nous avons aidé des enfants canadiens grâce à nos services téléphoniques et à nos services de counselling en ligne.	http://www.jeunessejeunesse.ca/	1 800 668-6868	
Mains ouvertes		1536, avenue Gage Cornwall (Ontario) K6H 3N3	613 938-3790	
Centraide	Améliorer des vies et renforcer notre collectivité en	Karen Turchetto	613 932-2051	

	travaillant ensemble.	331, rue Water Est Cornwall (Ontario) K6H 1A5		
Sports				
Sports nautiques				
Centre aquatique Cornwall		100, rue Water Cornwall (Ontario) K6H 6G4	613 933-3586	
Club de natation Sea Lions		Mark Beaubien	613 932-4535	6 à 18 ans
Hockey sous l'eau		Sophie Gosse	613 938-8834	
Baseball				
Association du base-ball mineur	www.cornwallminorbaseball.com	Parc de baseball de la Légion	613 936-8827	
Cornwall Blue Chargers		David James	613 938-4793	
Balle rapide commerciale de Cornwall		Juanita Courville	613 933-5215	
Ligue de balle lente de Cornwall		Dave MacLean	613 933-7593	
Association de la balle-molle mineure de Cornwall		Greg Cooper	613 933-1877	
Association de la balle-molle mineure féminine de Cornwall		Andre Leblanc	613 933-1843	
Balle rapide de Cornwall et de la région		Jim Martell	613 931-2255	
Basket-ball				
Basket-ball mineur des Comtés unis		Brad Derochie	613 938-0533	

Quilles				
Bowling La Nativité		301, avenue McConnell Cornwall (Ontario) K6H 4L4	613 933-0590	
Bowling Olympia		71 9 th Street West Cornwall (Ontario) K6J 3A4	613 932-8421	
Boxe				
Boxe communautaire Eastside		Jorge Luis 223, rue Jarvis	613 933-5618	
Football				
Football mineur		Steven McCoy	613 571-9634	
Flag-football féminin		Yvon Besner	613 931-3128	
Hockey				
Optimist Minor Boys Floor Hockey Association		Gerry Summerville	613 930-9141	
Association de hockey féminin de Cornwall		Gilles Lascelle	613 937-3535	
École de hockey Huron	www.huronhockey.com	Naomi Sutton	877 487-6611	
Hockey mineur de Cornwall	Promouvoir l'esprit sportif et la participation des joueurs et avoir du plaisir.	Case postale 115 Cornwall (Ontario) K6H 5R9	613 933-4816	
Hockey Junior A - Colts de Cornwall		Dave Murray Aréna Si Miller 229, rue Water Est	613 930-9300	

		K6H 1A2		
École de hockey Gerry Brown	L'École aide les filles et les garçons, âgés de 4 à 12 ans, à développer leurs habiletés au hockey en plus de leur enseigner de nouvelles techniques pour améliorer leur jeu. L'École, en existence depuis 44 ans, a une excellente équipe d'instructeurs qui promet de faire ressortir le meilleur de chaque participant. L'École de hockey se tient au Centre commémoratif Bob Turner.	Service des loisirs 100, rue Water Est Cornwall (Ontario) K6H 6G4	613 933-3586	4 à 12 ans
Soccer				
Soccer de Cornwall et de la région		Frank Chartrand	613 933-5103	
Soccer mineur Kinsmen	L'objectif du club est d'offrir la meilleure expérience la plus sécuritaire afin que tous les joueurs, les entraîneurs et les arbitres participent à une bonne partie de soccer. L'atteinte de ces objectifs peut être réalisée en développant le caractère, l'estime de soi, la confiance et l'esprit sportif de nos jeunes athlètes. Développer le concept d'équipe à tout âge, c'est acquérir des connaissances élémentaires positives, que ce soit sur le terrain de soccer ou dans la vie en général.	Case postale 843 Succursale principale Cornwall (Ontario) K6H 7H6	613 938-1545	
Blazers de S.D. et G.		Graham Midgley	613 347-2550	
Soccer intérieur de Cornwall		Frank Chartrand Cornwall Centre sportif de la Ville de Cornwall 244 Saunders Drive Cornwall (Ontario) K6H 5R6	613 933-5103	
Soccer de la Ville de Cornwall		Frank Chartrand Cornwall Centre sportif de la Ville de	613 93-5103	

		Cornwall 244 Saunders Drive Cornwall (Ontario) K6H 5R6		
Soccer intérieur pour les jeunes		Centre sportif de la Ville de Cornwall 244,Saunders Drive Cornwall (Ontario) K6H 5R6	613 933-5103	
Autres				
Athlétisme - Les Cougars		Dave Dorman 1607, rue Princess Cornwall (Ontario) K6J 1T2	613 933-4799	
Club d'échecs des Trois Comtés		Raymond 41 Kingslea Cr. Cornwall(Ontario) K6H 3J2	613 938-6364	
Les coureurs de la vallée du Saint-Laurent		Gilles Parisien	613 932-9403	
École de ski Snow Berry		Claude Lapierre	613 938-4713	
Club de curling de Cornwall			613 936-2027	7 ans et plus
Club de gymnastique de Cornwall		Tammy McAllister Case postale 1941 11, rue Amelia Cornwall (Ontario) K6H 6N7	613-933-4356	1 à 16 ans
Yoga Ananda et centre de méditation		Shirley Warner 113 2 nd Street East Cornwall (Ontario)	613 938-6654	

		K6H 1Y5		
Club de patinage artistique de Cornwall		100, rue Water Est Cornwall (Ontario) K6H 6G4	613 936-9290	
Association de lacrosse mineure de Cornwall		William Poitras 544, rue Johanne Cornwall (Ontario) K6H 7H7	613 932-6919	
École de danse de Cornwall		Jane MacMillan 170, rue Pitt Cornwall (Ontario) K6J 3P4	613 938-3875	
Powell School of Dance	[Traduction] « L'énoncé de mission de l'école de danse Powell School of Dance est très simple. Notre objectif à long terme est de continuer d'insuffler un niveau d'excellence à nos élèves, de fournir une éducation dans le merveilleux monde de la danse et, ce faisant, de sensibiliser les élèves aux arts et à la culture de Cornwall et de notre région. Notre but est de promouvoir la santé et une activité physique de qualité à nos jeunes élèves, contribuant ainsi à en faire des adultes forts et en santé et des citoyens productifs pour notre pays. »	7-841, rue Sydney, bureau 328 Cornwall (Ontario) K6H 7L2	Numéro sans frais 1 866 277-9588	2 à 18 ans
Centre sportif de la Ville de Cornwall		244 Saunders Drive. Cornwall (Ontario) K6H 5R6	613 933-5103	